



LES VERROUS ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION

SAW&B

ETUDE
2019





Avant-propos

La rédaction de cette étude se clôture par l'impression paradoxale d'en avoir dit beaucoup, et pourtant bien peu. Le sujet est vaste. Prenons le texte pour ce qu'il est. Une contribution. Un morceau de fresque à compléter. Sentiment d'en avoir dit trop peu. Complétons dès lors par quelques brefs commentaires en prélude à la lecture.

Les « nous » et les « on » indifférenciés, utilisés le long du texte, cachent trop souvent les rapports de force et les régimes de domination qui croisent les enjeux que nous avons essayé de dépeindre ici. Domination des riches sur les pauvres, des hommes sur les femmes, des blancs sur les non-blancs, du Nord sur le Sud... Peu traitées dans ce texte, nous ne les oublions pas. Car, in fine, c'est toujours bien de cela qu'il s'agit : comment lutte-t-on contre les régimes de domination, des plus visibles aux plus invisibilisés ? Comment lutte-t-on pour l'égalité et la dignité ? À défaut d'avoir traité de cela de manière directe, espérons que notre contribution puisse servir à mettre en lumière certains éléments de contexte avec lesquels ces luttes-là sont et seront amenées à composer.

« Les verrous économiques de la transition ». Ce titre à lui seul résume un autre sentiment contrasté. Celui d'en avoir dit beaucoup des verrous et finalement assez peu des clés. C'est pourtant bien la question des clés qui a guidé et motivé l'écriture. Mais nous cherchons trop souvent à dessiner les clés sans avoir pris le temps de comprendre les verrous qu'elles doivent ouvrir. Nous faisons ici le pari inverse. Analyser les verrous, c'est s'autoriser

à se réapproprier la conceptualisation des problèmes, pour mieux penser des clés réellement adaptées. Certain-e-s voudraient cantonner la transition écologique à un problème technique. D'autres à un problème moral. Nous rejetons ces problématisations de la question et la présentons comme ce qu'elle devrait être : une question profondément politique. Comment faire économie, comment faire société compte tenu des mutations qui se profilent ? Nous ne pointerons pas des comportements, mais des institutions. Ce texte est à ce titre une progression vers une esquisse de trousseau de clés qui ait, dans les gros traits, une bonne forme. Ce croquis emprunte les traits de l'économie sociale et solidaire. Un croquis à étoffer plus qu'une peinture achevée, donc. C'est le résultat de la complexité du sujet abordé, sa densité, sa dimension systémique, son caractère abstrait... Vous trouverez ici une direction, une piste plus qu'un chemin tracé. Des évolutions plus que des solutions.

Ce texte est une progression. Le second chapitre se lit à la lueur du premier. Le troisième à celle des deux précédents. Ces trois-là se concentrent sur les verrous. Ils pourraient s'avérer plombants. Ne commencez pas pour autant par le quatrième, qui essaie de donner sens à l'action, d'esquisser des clés. Ce dernier nécessite les trois premiers pour être bien compris. Pour une lecture plus éparse, plongez-vous dans les nombreux encarts qui agrémentent le texte principal.

Bonne lecture !



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. L'ÉQUATION CLIMAT-ÉNERGIE-CROISSANCE	7
Décarboner l'économie, c'est nécessairement décroître	8
Climat ou pas, il va falloir y passer !	12
Le salut par la technologie ?	18
Décroître n'est pas une croisière tranquille	30
II. LES VEROUS ÉCONOMIQUES DE LA TRANSITION	35
Faire décroître le PIB, c'est faire décroître les revenus	37
L'économie de marché bloque les initiatives de transition post-pétrole	39
Une économie capitaliste n'est pas faite pour décroître	44
Faire de L'UE le leader mondial de la transition : vraiment ?!	51
L'inertie d'un système pas près de rendre les clés	55
III. ALORS, QUOI ? « L'EFFONDREMENT » ?!	60
De quoi parle-t-on ?	62
Brève critique des critiques	66
« Effondrement » : Un mot pertinent ?	67
IV. DONNER SENS À NOS ALTERNATIVES !	72
Les « besoins sociaux » au 21 ^{ème} siècle	73
Contre la société de marché	74
Créer des affects démocratiques	76
S'attaquer au cadre	80
Les communs contre le capital	81
Réinventer l'associationnisme	82
CONCLUSION	87
LES BONUS	
L'équation de Kaya	11
« Mais nos émissions baissent pourtant ?! »	17
Repenser notre rapport à la technologie : les low techs	21
C'est quoi cette fameuse « croissance verte » ?	28
Les mots comptent: décroissance ou post-croissance ?	33
Les entreprises colibris ne nous sauveront pas !	42
Une histoire de chaussettes	48
Ne laissons pas les économistes parler de climat !	53
Les politiques, colibris comme tout le monde !	64
Travaillons nos imaginaires ! Le conseil lecture	78
Résilience ou résistance ? La stratégie de l'archipel... et ses limites	83
NOTES	89



Introduction

« On est plus chaud, plus chaud, plus chaud que le climat ! ». Soixante-cinq mille personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles le 2 décembre 2018 pour appeler à une politique climatique ambitieuse pour la Belgique. Cet événement préparait le terrain à une 2019 qui a vu les mobilisations pour le climat faire les gros titres. Le 27 janvier 2019, le cortège compte septante mille manifestant·e·s. Et sous la pluie cette fois. De janvier à juin 2019, des milliers d'élèves brossent les cours tous les jeudis pour rejoindre des marches des « jeunes pour le climat » aux quatre coins de la Belgique. Le 15 mars 2019, des dizaines de milliers de personnes étaient à nouveau dans les rues, en réponse à un appel international de grève pour le climat. La nuit du 24 au 25 mars 2019, des centaines de citoyen·ne·s bloquaient la rue de la Loi à Bruxelles pour réclamer l'adoption de la « loi climat ».

Depuis, la mobilisation s'est essouffée. Reste qu'il fallait des affects puissants pour réussir à faire bouger autant de monde pour une cause. C'est ce que procure la perception de plus en plus affûtée de la menace que fait peser le réchauffement climatique sur nos sociétés : montée des eaux, fonte des glaciers, désertification des sols... ou dans des termes plus parlants : 70% de la population mondiale les pieds dans l'eau, des villes dévastées par des ouragans, des famines, des cours d'eau asséchés et une raréfaction de l'eau potable, des migrations climatiques de masse... Au-delà de certains seuils de hausse moyenne des températures mondiales par rapport à l'ère préindustrielle, nous abandonnons toute maîtrise raisonnable des événements. S'il est difficile de chiffrer précisément ces seuils, celui de +2°C retenu lors de la COP de Copenhague en 2009 a marqué les esprits. Dépasser ce seuil, ce serait enclencher un risque presque garanti de réactions en chaîne (fonte du permafrost, fonte des calottes glaciaires, dépérissement des forêts, etc.) aux effets incontrôlables et irréversibles,

selon un effet boule de neige qui nous mènerait tout droit au scénario d'une « planète étuve » inhabitable à +5°C en fin de siècle.¹ Personne ne peut imaginer ce que représente une planète à +5°C. À titre de comparaison, 5°C, c'est ce qui nous sépare de la dernière ère glaciaire. Plusieurs kilomètres de glace recouvraient l'Europe du Nord et la Belgique ressemblait au nord sibérien actuel.²

Tout cela, on commence à bien le comprendre. Tout comme nous commençons à comprendre que les effets du changement climatique commencent déjà à se matérialiser. Qui peut, par exemple, encore douter que les causes profondes d'une part de la vague d'immigration actuelle sont climatiques ? Dans le monde arabe, l'enchaînement *sécheresse - envol du prix du pain - révoltes du printemps arabe - guerre civile - gens qui fuient leur pays*, est sans doute trop peu documenté mais bien réel. « Les générations futures, c'est nous ! », disent les jeunes en grève. Alors, on marche pour le climat. Et ces marches brassent large. C'est que, aujourd'hui, « sauver le climat », tout le monde ou presque est pour. Au soir de la manifestation du 2 décembre 2018, Charles Michel se réjouissait d'une marche pour le climat dans laquelle il voyait un « formidable succès de mobilisation citoyenne ». Lancée début 2019, la campagne « Sign for my future » voyait se côtoyer des chef·fe·s d'entreprises multinationales et des membres d'associations environnementales et d'ONG. À l'heure actuelle, tout le monde se réclame – plus ou moins fort – de la « transition ».

Néanmoins, une fois que l'on a dit cela, on n'a pas dit grand-chose. Tout le monde affirme vouloir du changement, mais nous nous avérons incapables de poser la première pierre allant dans le sens d'un changement ambitieux. Conscient·e·s des enjeux, convaincu·e·s que nous sommes à l'heure de la dernière chance, conscient·e·s que les actes individuels ne pourront jamais

se substituer à des mesures collectives ambitieuses, convaincu·e·s qu'à des problèmes macro-sociaux doivent s'opposer des réponses macro-sociales, conscient·e·s que les règles de marché ne pourront jamais solutionner un problème qu'elles ont causé, des citoyen·ne·s en appellent à la responsabilité de nos représentant·e·s politiques pour changer le système. Mais est-ce efficace ? Le discours de la dernière chance est mobilisé depuis bien des années. Mais qu'avons-nous gagné ? Des appels sans suite³ de nos politicien·ne·s – « make our planet great again »⁴ – et des reportages feel good sur le zéro déchet. Au rythme actuel, nous en serons toujours à marcher pour le climat en criant que c'est l'heure de la dernière chance dans un an, cinq ans, dix ans. Dix ans, pour les enjeux qui nous préoccupent, c'est une éternité.

Qu'est-ce qui, dès lors, nous empêche d'embrasser de véritables changements systémiques ? Tout en continuant à marcher, il convient de se poser sérieusement la question des *verrous* de la transition. Alors que nous sommes de plus en plus nombreux·euses à appeler cette dernière de nos vœux, pourquoi n'y arrive-t-on pas ? C'est à cette question que nous allons tenter d'apporter une partie de réponse. En se penchant sur la question des *verrous économiques* à la transition. Pour éviter les confusions, précisons d'emblée ce que nous entendons ici par « transition » et par « économique ».

« Transition », d'abord. En se popularisant, le terme « transition » a gagné en dénotation ce qu'il a perdu en connotation. Nous entendons parler tour à tour de transition écologique, de transition énergétique, de transition sociale, de transition économique, de transition politique, de transition démocratique, de transition culturelle ou même de transition anthropologique. Devrions-nous plutôt parler « des » transitions ? Assurément pas. Ce foisonnement conceptuel montre avant tout que nous traversons une crise multidimensionnelle, systémique, et que, systémique, « la » transition devra également l'être. Dans le cadre de cette contribution, nous allons toutefois recentrer le propos sur les fondamentaux de la transition, la dimension de la transition qui conditionne toutes les autres : l'énergie. Les liens entre énergie, économie et climat

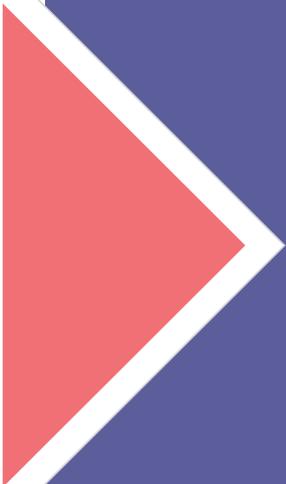
seront l'objet du premier chapitre de cette étude. Il nous semble qu'il s'agit d'un passage obligé pour bien comprendre en quoi notre système économique verrouille aujourd'hui toute transition écologique effective.

« Économique », ensuite. Il est tentant de limiter la question des *verrous économiques* à son seul volet *financier*. La manière dont on finance la transition est un problème auquel il faut s'attaquer, c'est évident. Mais il ne faudrait pas que cela nous mène à penser que le plus gros problème de la transition, c'est de savoir comment on va « se payer des éoliennes ». La problématisation économique du problème par l'unique volet du financement serait cohérente si le problème était uniquement d'ordre *technique* (à savoir *remplacer* des énergies polluantes par des énergies propres). Nous allons voir que ce n'est pas le cas, et qu'une transition rigoureusement comprise implique de penser la décroissance économique.

Ce qui est tout sauf évident et donne la mesure de la profondeur des *verrous économiques*. Dans le deuxième chapitre de cette étude, nous verrons en quoi une économie de la transition appelle une transformation profonde des *fondements* de notre système économique : le régime capitaliste d'accumulation et l'économie de marché. Rien que ça...

Les constats posés dans les deux premiers chapitres nous mèneront à discuter, dans un court troisième chapitre, de la notion d'« effondrement », qui s'invite de manière de plus en plus marquée dans le débat public, pour le meilleur et pour le pire. Quel sens nos alternatives économiques et sociales peuvent-elles trouver dans le cadre d'une embarcation qui prend l'eau ? C'est la question qui guidera le dernier chapitre de cette étude. En s'appuyant sur les discussions précédentes, nous y amorcerons une théorie de l'*action*. Nous y pointerons pourquoi l'*économie sociale et solidaire* s'avère plus que jamais d'actualité, pour répondre aux enjeux de la transition. En particulier, nous discuterons de l'urgence pour les alternatives économiques et sociales de renouer avec l'esprit de l'« *associationnisme* » qui fut aux origines des initiatives pionnières de l'économie sociale et solidaire.

I. L'équation Climat-Énergie-Croissance



Tout le monde est aujourd'hui au courant : pour limiter le réchauffement climatique au niveau le plus soutenable possible, il faut « décarboner » notre économie à une échelle mondiale. C'est-à-dire réduire *de manière drastique*⁵, en quelques années seulement – trois décennies grand maximum –, notre usage de sources d'énergie fossiles émettrices de gaz à effet de serre : charbon, pétrole, gaz.

Cette exigence a des implications sur notre économie. Avant de parler de verrous économiques de la transition, il est nécessaire de se pencher plus en détail sur les liens entre économie et transition. Et plus particulièrement sur les liens entre l'économie et la consommation d'énergie. Cette dernière ayant elle-même un lien étroit avec la problématique du réchauffement climatique, nous avons affaire à un problème à trois variables : énergie-économie-climat.

L'articulation entre énergie et économie nous mènera à comprendre pourquoi on ne vire pas vers une société « bas carbone » si facilement. Pourquoi ? Parce que décarboner l'économie, c'est *nécessairement* décroître. Et décroître, c'est tout sauf évident. Or, comme nous allons le voir, c'est aussi bien nécessaire (au regard des enjeux climatiques) qu'inéluctable.

Décarboner l'économie, c'est nécessairement décroître

La prospérité économique de nos sociétés industrielles – nous reviendrons sur le terme « prospérité », pour l'instant contentons-en nous – repose entièrement sur le fait de brûler des sources d'énergie fossiles. En réalité, le lien entre l'activité économique (le fameux PIB) et la consommation de ressources fossiles est largement démontrée. La corrélation entre croissance du PIB mondial et croissance de l'extraction annuelle mondiale de pétrole est presque parfaite. Quand on consomme plus de pétrole, on fait plus de PIB ; quand on consomme moins de pétrole, on fait moins de PIB. Cette relation, personne ne l'explique mieux que Jean-Marc Jancovici, ingénieur français spécialiste des questions d'énergie : *« Il existe une unité de compte pour la transformation du monde : c'est l'énergie. Avant d'être des kilowattheures sur une facture, l'énergie est en effet, par définition en physique, la marque du changement d'état d'un système, et donc la transformation de l'environnement. Tout changement de température, de vitesse, de forme, de composition chimique, de masse, de composition atomique, de position dans l'espace... demande ou fournit de l'énergie. De ce fait, transformer le monde qui nous entoure ou utiliser de l'énergie, c'est très exactement la même chose. Sans énergie, impossible de déplacer un objet (nous, éventuellement !), monter ou descendre une charge, faire circuler un liquide, illuminer ou chauffer une*

*pièce, transformer du minerai de fer en montures de lunettes ou un poisson dans l'océan en poisson dans notre assiette. »*⁶ Dès qu'un changement d'état intervient dans notre environnement, il faut de l'énergie. Le PIB, lui aussi, est une mesure – économique cette fois – de la transformation. Il mesure l'ensemble des choses que nous produisons. Et pour lesquelles il faut de l'énergie, dans la mesure où leur production est une transformation de notre environnement.

En deux siècles, la quantité d'énergie à disposition de chacun d'entre nous a littéralement explosé. En effet, la particularité des combustibles fossiles, c'est de constituer de véritables condensés d'énergie. Un plein d'essence, c'est l'équivalent de plusieurs années de travail humain !

L'humain ne fait pas le poids par rapport aux machines, abreuvées d'énergie condensée. L'énergie que nous déployons pour appuyer sur l'accélérateur d'une voiture se compte en millièmes de l'énergie dépensée par la voiture elle-même – en brûlant du pétrole – dans son déplacement. Jean-Marc Jancovici a développé le concept parlant d'« esclaves énergétiques ».⁷ Remplacez la consommation d'énergie d'un-e concitoyen-ne moyen-ne – toutes énergies confondues, du pétrole que vous mettez dans votre réservoir de voiture, à l'électricité que vous employez pour vous éclairer ou faire tourner votre machine à laver en passant par tout le pétrole et l'électricité employés pour produire et déplacer tout ce que vous consommez – par leur équivalent en travail humain à raison de huit heures par jour : vous obtiendrez une estimation de notre consommation énergétique individuelle en « équivalent esclave ». Et le résultat est éloquent : dans nos économies occidentales, nous avons en moyenne chacun-e entre 400 et 600 esclaves

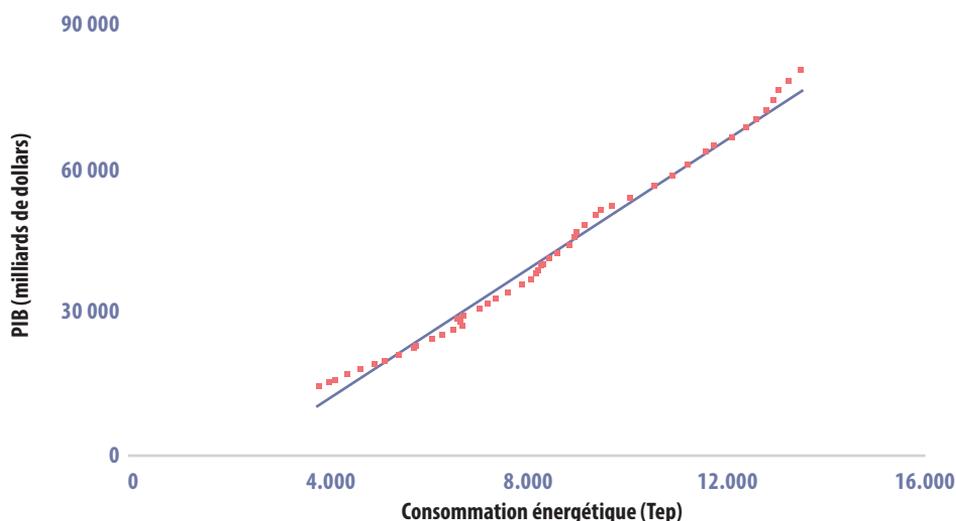
La particularité des combustibles fossiles, c'est de constituer de véritables condensés d'énergie. Un plein d'essence, c'est l'équivalent de plusieurs années de travail humain !

énergétiques à notre solde. La croissance économique exponentielle connue par nos sociétés industrielles depuis le début du 19^{ème} siècle repose entièrement sur l'accès

à des ressources fossiles bon marché. Celui-ci a multiplié par plusieurs centaines le potentiel humain de transformation de son environnement.

PIB - Énergie : une belle droite !

Le lien entre PIB et consommation d'énergie⁸



Chaque point montre, pour une année, le PIB mondial et la consommation énergétique mondiale. Nous voyons sur ce graphe à quel point consommation d'énergie et production économique sont corrélées, à une échelle mondiale (seule échelle pertinente, l'économie étant mondialisée ; voir « Mais nos émissions baissent pourtant ?! », p.17). Les chiffres montrent une relation linéaire presque parfaite entre le PIB mondial et la consommation mondiale d'énergie.

La corrélation entre PIB et consommation d'énergie est indiscutable. Une corrélation n'est pas toujours synonyme de relation de cause à effet. Et, surtout, s'il y a bien une relation causale, encore faut-il s'interroger sur le sens de celle-ci. En d'autres termes : n'est-ce pas tout simplement parce qu'il y a de la croissance économique que nous consommons plus d'énergie ? Les données tendent à prouver le contraire. Les interactions entre production d'énergie et production économique sont complexes et interdépendantes : une baisse exogène de la demande en biens et services entraînera une baisse de demande en énergie, qui

aura elle-même des répercussions sur l'offre d'énergie future ; une contraction de l'offre d'énergie entraînera une contraction de l'offre en biens et services, qui aura elle-même des répercussions sur la demande future. On observe toutefois que les variations du PIB suivent le plus souvent les variations de la production d'énergie, et non l'inverse. C'est cohérent avec l'explication théorique mentionnée ci-dessus : plus d'énergie nous permet d'augmenter le nombre de choses en tout genre que nous produisons, transformons, déplaçons... ce qui est ensuite capté par l'indicateur PIB, qui transpose cette capacité de transformation en termes économiques⁹.

Une fois que l'on a établi la relation directe entre énergie et PIB, on peut s'amuser tant que l'on veut à mettre des valeurs économiques sur ceci ou cela, on n'échappe pas à l'équation que moins d'énergie disponible – ce qui est le corollaire immédiat d'un désengagement des ressources fossiles –, c'est moins de PIB. On en revient en somme à la désormais célèbre citation de Kenneth Boulding : « *Celui qui croit à une croissance exponentielle infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.* » C'est que le lien entre croissance de la consommation de pétrole et croissance économique n'est, pour le coup, pas bien accepté par les économistes, qui ne s'alarment pas. Ils et elles préfèrent regarder la part du coût de l'énergie dans les coûts de production totaux et constater qu'elle s'élève à même pas 10%. Ce qui leur permet de conclure – convaincu-e-s que le coût de l'énergie reflète bien son apport réel à la production, via un tour de passe-passe appelé « théorème du *cost-share* » – qu'une baisse de l'approvisionnement énergétique n'a qu'un impact limité sur la production de biens et services¹⁰. « Divisez donc la chute de l'approvisionnement énergétique par environ 10 pour avoir son impact réel sur le PIB. Par exemple une chute de 20% de l'approvisionnement énergétique ne ferait baisser le PIB que de 2% ». Ce raisonnement ne tient pas la route. Il reflète avant tout la fâcheuse tendance des économistes à fonctionner « toutes autres choses égales par ailleurs » (voir aussi « Ne laissons pas les économistes parler de climat ! », p.53). Ce raisonnement est tout aussi valide que de dire que des baisses drastiques sur l'approvisionnement en

nourriture dans un pays – provoquant des famines – n'auraient qu'un impact limité sur la production totale du pays, parce que le coût de la nourriture que nous mangeons ne représente qu'une partie infime de l'ensemble des coûts encourus pour produire tout ce que nous produisons. Raisonnement absurde, on sait bien qu'une famine mettrait toute l'économie au ralenti. Pour l'approvisionnement énergétique, c'est pareil : si nous ne donnons plus à manger à nos machines (elles mangent du pétrole ou de l'électricité), c'est toute l'économie qui se grippe. Imaginez que, un jour par semaine, nous n'ayons pas accès à nos PC, que nous n'ayons pas de train ou de voiture pour nous déplacer, que soient à l'arrêt toutes les machines industrielles qui produisent les biens manufacturés que nous achetons, toutes les machines agricoles qui produisent les denrées que nous consommons, tous les camions qui déplacent toutes ces marchandises...

Il est évident que, sans énergie, l'économie est à l'arrêt. Nous sommes ultra-dépendants des machines. Sans elles, nous sommes à l'arrêt. Et si nous devons nous passer d'elles, nous ne serions pas en mesure de produire le tiers du quart de ce que nous produisons actuellement. Pas que nous manquions d'ingéniosité, mais bien que nous manquerions de force. Un litre de pétrole (absorbable par nos machines, mais pas par nous) dégage autant d'énergie que de 10 à 50 jours de travail humain !

On peut s'amuser tant qu'on veut à mettre des valeurs économiques sur ceci ou cela, on n'échappe pas à l'équation que moins d'énergie disponible, c'est moins de PIB.

L'ÉQUATION DE KAYA

$$\text{CO}_2 = \frac{\text{CO}_2}{\text{Énergie}} \cdot \frac{\text{Énergie}}{\text{PIB}} \cdot \frac{\text{PIB}}{\text{Population}} \cdot \text{Population}$$

Loin de nous l'idée d'effrayer qui que ce soit avec des mathématiques compliquées. Mais cette égalité, appelée équation de Kaya, peut aider à comprendre les données du problème. Cette égalité, elle est toujours vraie. Elle revient au même que d'écrire :

$$\text{CO}_2 = \text{CO}_2 \cdot \frac{\text{Énergie}}{\text{Énergie}} \cdot \frac{\text{PIB}}{\text{PIB}} \cdot \frac{\text{Énergie}}{\text{Énergie}} \text{ ou encore tout simplement } \text{CO}_2 = \text{CO}_2.$$

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut diminuer les émissions de CO₂, c'est-à-dire le terme de gauche de l'équation. Pour ce faire, il faudrait également baisser les termes de droite. Pas forcément tous, mais si l'un reste stable – ou même augmente ! –, alors il faudra d'autant plus faire baisser les autres.

 $\frac{\text{CO}_2}{\text{Énergie}}$ correspond au contenu en CO₂ de l'énergie employée.

Le charbon émet plus de CO₂ par unité d'énergie produite que le gaz, par exemple. On peut réduire ce terme en employant au maximum du gaz parmi notre usage des ressources fossiles (remplacer les centrales électriques au charbon par des centrales au gaz). Mais aussi par le développement des énergies renouvelables, qui émettent peu de CO₂ par unité d'énergie produite (mais en émettent quand même !). Ces dernières ne représentent toutefois qu'une part assez marginale de la production d'énergie et leur généralisation n'est pas une possibilité réelle (voir « Les éoliennes et les panneaux solaires vont nous sauver », p.19)

 $\frac{\text{Énergie}}{\text{PIB}}$ correspond à l'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB.

Il s'agit donc de l'efficacité énergétique. Là aussi, nous avons vu qu'il est possible de faire baisser le terme, mais dans des proportions modérées, loin des rêves technophiles de l'économie dématérialisée ou de la croissance verte...

 Population : la population mondiale, elle, est en croissance. Il n'est pas aisé d'agir sur cette variable (qui reste d'ailleurs assez taboue dans les discussions sur le changement climatique). Dans un contexte de crise, cette variable ne manquera bien entendu pas de s'ajuster d'elle-même (guerres, maladies, famines).

 Une variable qui monte, deux autres qui descendent mais modestement. Or, il faut réduire le CO₂ de manière drastique, pas de manière modeste. Quelle autre possibilité que de travailler le dernier terme de l'équation ?

$\frac{\text{PIB}}{\text{Population}}$, c'est-à-dire le pouvoir d'achat. Pour vraiment réduire les émissions de CO₂, faire baisser le pouvoir d'achat est un passage obligé. Et même si nous ne le souhaitons pas, on y passera quand même.

Voulons-nous y procéder de manière un tant soit peu consciente et réfléchie, ou de manière désordonnée et forcée ?

Climat ou pas, il va falloir y passer !

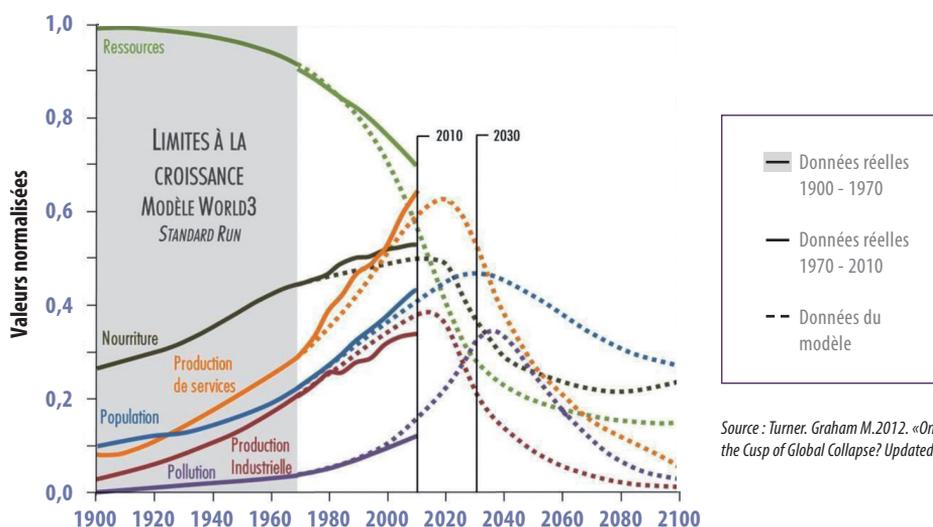
La question du dépassement des sources d'énergie fossiles est aujourd'hui inévitablement associée à l'enjeu climatique. Quand on manifeste, c'est avant tout pour « sauver le climat ». Pourtant, il y aurait de bonnes raisons de manifester pour sortir de notre dépendance aux énergies fossiles même s'il n'existait aucun risque pour le climat. De plus en plus de voix s'élèvent pour prévenir que nous courrons vers un « effondrement » de notre civilisation industrielle. Cet effondrement annoncé n'est pas uniquement le fruit des conséquences climatiques – qui agissent plutôt comme un facteur aggravant, et même sérieusement aggravant – mais bien d'un épuisement des ressources. Se passer des énergies fossiles est, dans tous les cas, quelque chose qui nous pend au nez. Il vaudrait nettement mieux décider de s'en passer volontairement que de le faire de manière contrainte et en situation de crise.

De temps en temps, on brandit dans les discussions autour des enjeux énergie-climat le fameux « Rapport Meadows ». Celui-ci fut publié en 1972 par le club de Rome sous le titre « The limits to growth »¹¹. Inhabituellement salué et lu – quoique peu suivi – pour un rapport scientifique, celui-ci employait la *dynamique des systèmes* – une discipline faisant honneur au caractère systémique des choses, aux antipodes du « toutes autres choses égales par ailleurs » des économistes – pour modéliser l'évolution à long terme des grandes variables économiques et démographiques mondiales. Le modèle prédit que, dans un scénario business as usual, on court vers un effondrement de tous les indicateurs – population, production alimentaire, production industrielle, services... – entre 2030 et 2060. En 2008, le physicien Graham Turner a publié une confrontation entre ce que prédisait le « Rapport Meadows » et ce qui s'était réellement passé en une quarantaine d'années. Les trajectoires actuelles collent étonnamment bien avec les trajectoires prédites par le rapport.¹²

Le premier scénario de déclenchement d'un effondrement des grands agrégats susmentionnés, c'est l'effondrement par intoxication : notre civilisation industrielle polluée tellement que, à un moment, le système ne peut plus absorber cette pollution et craque. Soit une hypothèse proposée à une époque où il n'est pas encore question de réchauffement climatique. Le réchauffement climatique, par rapport à cette prédiction, c'est du bonus. C'est que, au-delà des gaz à effet de serre, notre développement industriel engendre toute une série d'autres pollutions mortifères : désertification des sols, pollution des nappes phréatiques, saccage de la biodiversité, etc. Dans nos interactions avec notre environnement, on est dans le rouge partout. Et tout cela, nous en sommes probablement presque aussi conscient·e·s que des enjeux climatiques. Il y a fort à parier que, quand nous « marchons pour le climat », on marche aussi un peu pour la vie des sols et la santé des abeilles.

En 1972, le rapport Meadows prédit que, dans un scénario business as usual, on court vers un effondrement de tous les indicateurs entre 2030 et 2060. Les trajectoires actuelles collent étonnamment bien avec les trajectoires prédites par le rapport.

Scénario « business as usual » du rapport Meadows : où en sommes-nous ?¹³



40 ans après, les données observées collent de près aux trajectoires prédites par le rapport Meadows. Comme ironise l'économiste Gaël Giraud, spécialiste de ces questions : « L'équipe Meadows en 1972 a construit un modèle qui a prédit avec une très bonne fiabilité les variables essentielles d'évolution de la planète sur quarante ans. Nous, économistes, quand nous faisons un modèle macroéconomique qui dit des choses intelligentes sur deux ans, nous estimons mériter le prix Nobel. Meadows avait fait sans une ligne d'économie un modèle qui marche sur quarante ans. Et très bien ! »¹⁴

Penchons-nous plus en avant sur le second scénario d'effondrement. Il s'agit d'un effondrement déclenché par épuisement des ressources. C'est une réalité qui fait moins la une que les problèmes de pollution en tous genres engendrés par notre économie industrielle (qui eux-mêmes ne sont pourtant déjà pas tant couverts au regard du saccage dont il est question). Les ressources fossiles existent en quantité limitée. Le propre d'une énergie fossile est d'être « non renouvelable », c'est-à-dire disponible en quantité limitée. Il en ressort automatiquement que l'on ne peut pas baser une économie sur l'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon ad vitam æternam. À un moment, la fête s'arrête.

L'exploitation de ces ressources passe inévitablement par un pic de production. On extrait chaque année plus, jusqu'à atteindre un maximum, après lequel nous extrayons chaque année moins. Ce qui provoque le basculement, c'est une histoire de « *taux de retour énergétique* ». Celui-ci mesure la quantité d'énergie qu'il faut utiliser pour produire une unité d'énergie. Nous avons historiquement puisé nos ressources dans les gisements les plus faciles d'accès. Avec le temps, pour continuer à alimenter la demande en pétrole, il faut creuser toujours plus profond, dans des milieux toujours plus hostiles, se contenter de gisements plus petits, ou encore viser des ressources de moins bonne qualité nécessitant beaucoup plus de traitement.

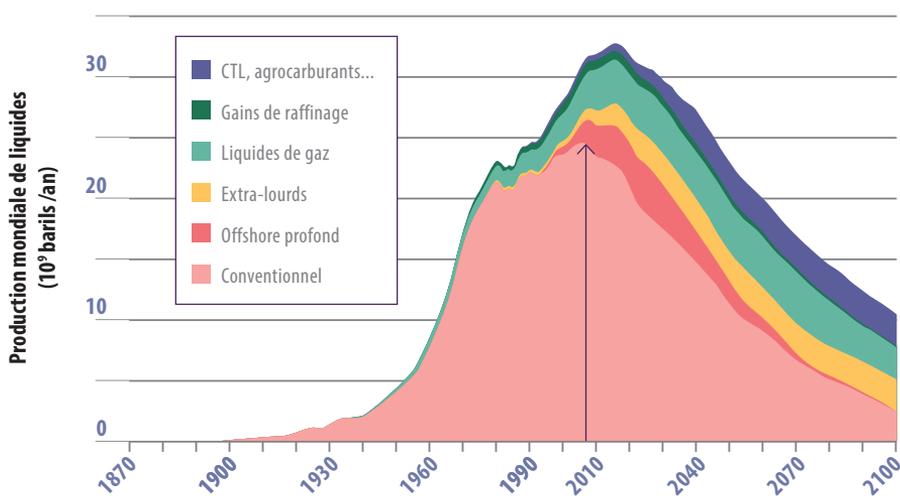
Le pic d'exploitation du pétrole ne survient donc pas parce qu'il n'y a plus de stocks, mais bien parce que, à un moment, cela demande tellement d'énergie d'aller chercher l'énergie, qu'il n'est plus possible d'en puiser chaque année plus.

Vu la consanguinité entre consommation de ressources fossiles et activité économique, on déduit facilement qu'un ralentissement de l'extraction des premières provoquera inévitablement un ralentissement de la seconde. La décroissance économique n'est donc pas une option. Or, le pic pétrole, nous y sommes. Les spécialistes nous relatent que le pic de production de pétrole conventionnel a été franchi en 2008.¹⁵ La production de pétrole non conventionnel (pétrole de schiste, obtenu par fraction hydraulique, aux effets environnementaux catastrophiques) permet juste de retarder le pic « tous pétroles » de quelques années. L'Agence internationale de l'énergie l'annonce

pour 2025 si les extractions de pétrole de schiste ne doublent pas, au minimum, d'ici là (ce qui est aussi peu souhaitable que peu probable)¹⁶. Cette pénurie annoncée entraîne bien entendu toutes sortes d'enjeux géopolitiques majeurs, que nous n'ouvrirons pas ici. Notons tout de même que l'Europe, importatrice nette de gaz et de pétrole, est dans une situation particulièrement vulnérable¹⁷. Elle est déjà touchée par le ralentissement de l'approvisionnement en énergies fossiles. Le palier d'approvisionnement en énergies fossiles sévissant depuis le second choc pétrolier (1980) a, un temps, été contré par l'apparition et le développement de l'énergie nucléaire. Depuis le milieu des années 2000 et les pics d'extraction du pétrole et du gaz en mer du Nord, l'approvisionnement en énergie fossile décroît (environ -2% par an). Cette chute de l'approvisionnement n'est pas compensée par les énergies renouvelables, qui restent marginales (voir « Le salut par la technologie ? », p.18).

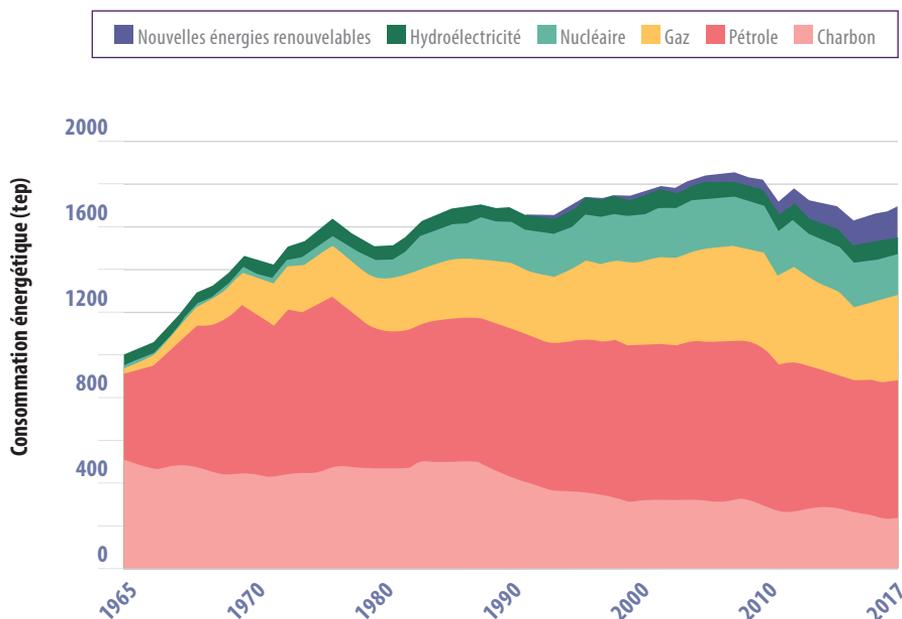
On ne peut pas baser une économie sur l'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon ad vitam æternam. À un moment, la fête s'arrête. Or, le pic pétrole, nous y sommes.

Le pic pétrole¹⁸



Nous voyons que le pic de pétrole conventionnel est déjà passé. Les pétroles non conventionnels ne font que décaler le pic de quelques années.

Consommation énergétique en Union européenne¹⁹



En Europe, la consommation d'énergie reste principalement liée aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Ces dernières connaissent une forme de palier depuis le second choc pétrolier (1980) et une décline progressive depuis 2006.

Les phénomènes économiques et sociaux sont généralement analysés sous l'angle de leurs causes proches. À un niveau *macro*, identifier les déterminants énergétiques sous-jacents permet de prendre de la hauteur. C'est que la raréfaction des ressources fossiles et leurs effets sur nos modèles économiques et sociaux se font déjà ressentir. La crise économique qui éclate à l'automne 2008, par exemple, est logiquement analysée comme une crise d'origine financière. Pourtant, certains commentateurs avisés pointent qu'elle n'est pas sans lien avec l'explosion des prix du pétrole dans la période qui a précédé, entre 2003 et 2008, et ayant constitué un sorte de *troisième choc pétrolier* resté largement invisible car contrebalancé par un endettement croissant – public comme privé – rendu possible dans un contexte de politique monétaire très accommodante des banques centrales américaine et européenne²⁰.

Les crises économiques ne sont pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que nous devons nous attendre à ce que – au-delà des soubresauts conjoncturels – on observe une baisse tendancielle de l'activité économique. Nos économies sont mises sous tension et sont appelées à l'être de plus en plus. Cela se traduit par des chocs sur la vie matérielle des populations : augmentation du chômage, précarisation de l'emploi, déclassement de franges de la population qui ne se sentaient jusqu'à présent pas menacées. Il est à ce titre intéressant de, par exemple, se pencher sur les déterminants énergétiques d'un mouvement social comme celui des gilets jaunes en France. Il convient aussi de se pencher sur les liens entre ces déterminants énergétiques et la montée de régimes de plus en plus fascisants aux quatre coins de l'Europe. Le racisme qui soutient la montée de l'extrême droite est « *un microcosme de ce qui peut arriver lorsque*

les États et les peuples ne comprennent pas la dynamique profonde d'un système défaillant : chacun réagit à ce qui se trouve devant lui. »²¹ Il est d'ailleurs intéressant de constater que, alors que les éditorialistes de tout poil tombent de leur chaise quand Donald Trump se fait élire ou que la fronde sociale monte par-ci ou par-là, les personnes qui étudient sérieusement les questions de rareté énergétique avaient prédit – sans en prévoir les contours exacts, bien entendu – ce genre de phénomènes avec une certaine acuité. Identifier les déterminants énergétiques des phénomènes macro-économiques et macro-sociaux n'est certainement pas une invitation au déterminisme – ni, d'ailleurs, une invitation à nier l'importance des analyses fines et nuancées des rouages plus directs de ces phénomènes –, mais bien une invitation à ne pas pour autant passer à côté de ce qui constitue une cause profonde de toute une série de phénomènes socio-économiques.

Cette donne intangible appelle, par elle-même, des modifications profondes de notre manière de faire économie et société. Si nous ne voulons pas *subir* les changements qui ne manqueront pas d'arriver, nous avons tout intérêt à les anticiper. Nous avons mis deux-cents ans pour en être au niveau où nous en sommes. Si nous sommes effectivement au pic d'utilisation des ressources, cela ne signifie-t-il pas que nous devons en utiliser moins chaque année, mais qu'il en reste tout de même un bon paquet sous terre ? N'avons-nous dès lors pas le temps de voir venir, d'amorcer un ralentissement modéré et à long terme de la production ? Sans même parler de l'enjeu climatique – qui devrait en réalité régler cette question ! –, un tel pari sous-estime les effets d'entraînement que des chocs économiques ont sur l'économie toute entière dans un régime de décroissance subie. Dans une économie capitaliste en rien compatible avec une économie en décroissance, la chute peut, par voie d'écroulement du système financier, s'avérer extrêmement rapide, quel que soit le temps qu'ait pris l'« ascension ».

Nous le voyons, limiter la réflexion sur les énergies fossiles aux enjeux climatiques,

c'est se couper d'une série d'enjeux tout à fait sérieux. Qu'on prenne la question par le climat ou par le pic des ressources, on arrive pourtant à un constat identique : il faut se défaire de notre dépendance aux énergies fossiles. Quand on introduit la question du changement climatique dans l'équation, la question devient d'autant plus urgente. Ne pas penser le dépassement des énergies fossiles à très court terme, c'est choisir de devoir le faire dans des conditions écologiques rendant le défi encore plus insurmontable. Toutefois, comprendre l'intérêt de dépasser notre dépendance aux fossiles au-delà d'une lecture par les enjeux climatiques peut nous fournir une nouvelle gamme d'incitants puissants.

Qu'on prenne la question par le climat ou par le pic des ressources, on arrive à un constat identique : il faut se défaire de notre dépendance aux énergies fossiles.

Car nous sortons du « dilemme du prisonnier »²² dans lequel nous enferme la question du réchauffement climatique. Pour qu'une communauté politique décide de se priver d'énergie fossile afin de contrer le réchauffement climatique, il faut qu'elle ait un certain sens de la solidarité internationale : si l'on doute que le voisin respecte ses engagements, l'incitant est fort de remettre en cause sa propre participation à l'effort collectif et de se limiter à mettre une couche de vernis vert sur un système inchangé. Décider, par contre, de se priver de ressources fossiles par souhait de rendre sa société plus résiliente à la raréfaction inéluctable de ces ressources est avant tout une politique de lucidité. Si l'on souhaite avoir un coup d'avance, en effet, on presse le pas pour se diriger vers une sobriété énergétique choisie qui nous laisse *un peu* de temps pour réfléchir aux arbitrages collectifs à effectuer pour ne pas vivre cette restriction dans le chaos qui mène tout droit à l'instabilité politique et potentiellement à des régimes politiques que l'on ne souhaite pas voir advenir.

MAIS NOS ÉMISSIONS BAISSENT POUTANT ?!

Nos modes de vie toujours plus sophistiqués ne reposeraient donc que sur une consommation de ressources fossiles toujours plus imposante et, donc, in fine, sur une pollution toujours plus grande de l'atmosphère. Alors, comment expliquer que, en Europe, les émissions de CO₂ tendent à baisser plutôt qu'à monter ? Entre 1990 et 2017, les émissions de CO₂ de la Belgique ont par exemple baissé de 17%.

Les émissions de CO₂ liées à la production d'un pays sont en fait un mauvais indicateur. Ou, à tout le moins, un indicateur qui ne raconte pas tout. La raison est simple : nous ne vivons pas en économie fermée. Nous importons une bonne partie de ce que nous consommons. Et nous exportons une bonne partie de ce que nous produisons. L'augmentation de notre PIB – et donc de notre « niveau de vie » – repose bien sur des émissions croissantes. Mais ces émissions ne sont pas forcément produites chez nous. On peut délocaliser les émissions en délocalisant les activités les plus polluantes. Mais si nous jouissons toujours de cette production, qui est maintenant importée plutôt que produite au sein de nos frontières, on n'a absolument rien réglé au problème. Or, c'est précisément ce que l'on fait. Un pays comme la Belgique consomme des choses polluantes produites ailleurs et produit des choses moins polluantes qu'il exporte ailleurs. C'est le fruit du vaste mouvement de délocalisations des activités industrielles connu au sein des économies occidentales. Pas de quoi jouer les chevaliers blancs, donc, alors que nous ne faisons que délocaliser des productions dont nous n'entendons pourtant pas nous passer.

Tout ceci explique pourquoi la corrélation très forte entre PIB et usage de ressources fossiles se démontre à un niveau mondial, et non national. Sans surprise, les émissions mondiales de CO₂ suivent la croissance de l'économie mondiale. Entre 1990 et 2018, les émissions mondiales ont progressé de 65%. Si nous souhaitons extraire une statistique intéressante à un niveau national, plutôt que les émissions de CO₂ associées à ce que nous produisons, nous devrions regarder les émissions de CO₂ associées à ce que nous consommons. C'est-à-dire l'empreinte écologique du pays. Du pétrole employé pour aller chercher les métaux rares qui foisonnent dans nos téléphones portables aux cargos dépêchés pour remplir les rayons des magasins de vêtements à bas prix, en passant par la déforestation qui permet de produire le soja servi à notre bétail. À cet égard le bilan des émissions de la Belgique entre 1990 et 2017 n'est pas de -17%, mais bien de +20%. Malheureusement, ce n'est pas l'indicateur retenu lorsque l'on souhaite se gargariser de nos supposés efforts.

Le salut par la technologie ?

Face au constat sévère de cette difficile équation climat-énergie-croissance, on peut se sentir démuni-e. On perçoit bien que l'ampleur des changements requis est si intense que ceux-ci sont difficilement maîtrisables. Un réflexe logique est d'essayer de trouver des solutions qui n'imposeraient que des modifications marginales des systèmes en place. Des solutions réconfortantes. Viennent alors naturellement toutes sortes d'idées – plus ou moins bien enracinées dans l'imaginaire collectif – pour ériger des alternatives aux fossiles. Au risque de faire passer pour des solutions révolutionnaires des choses qui ne sont que des fractions de solution à un problème qui dépasse largement la question de « par quoi allons-nous remplacer les énergies fossiles ? ». Ces solutions contiennent toutes une part plus ou moins importante de wishful thinking (« je crois que ça va advenir parce que je veux que ça adienne »). Et sont toutes reliées à la même croyance – ou plutôt espérance – qu'il devrait être possible d'avoir accès à de nouvelles sources d'énergie propre et pas chère pour remplacer charbon, pétrole et gaz. Elles sont aussi généralement

toutes empreintes d'une bonne dose de technologicisme. Nous n'ouvrons pas ici le dossier du fantasme du salut énergétique par le développement de la fusion nucléaire (si hypothétique qu'elle semble aujourd'hui surtout alimenter le discours qui veut que le « génie humain » finit toujours par trouver une « solution »), ni celui de la généralisation de la fission nucléaire (pas forcément une bonne idée dans un contexte probable d'instabilités croissantes). Interrogeons, par contre, en quelques mots deux idées bien ancrées qui pourraient faire plus de mal que de bien.

Un réflexe logique est d'essayer de trouver des solutions qui n'imposeraient que des modifications marginales des systèmes en place. Des solutions réconfortantes. On tombe alors très vite dans le « wishful thinking ».

« Les éoliennes et les panneaux solaires vont nous sauver ».

Certes, la capacité de production électrique liée aux éoliennes et aux panneaux photovoltaïques croît de manière impressionnante depuis une dizaine d'années. Mais les croissances à deux chiffres sont forcément plus faciles à obtenir lorsque l'on part de zéro. Un peu moins de 20% de l'électricité produite en Belgique est d'origine renouvelable, dont environ deux tiers viennent du soleil et du vent, soit environ 14%. L'électricité ne représente par ailleurs qu'environ 20% de notre consommation d'énergie : nos véhicules et machines de chantiers tournent au pétrole, on se chauffe au gaz, etc. L'un dans l'autre, nos belles éoliennes et nos beaux panneaux photovoltaïques produisent de l'ordre de 3% seulement de nos besoins actuels en énergie. Ces derniers continuent à être couverts à environ 75% par les énergies fossiles (essentiellement pétrole et gaz naturel). Qu'attend-on pour généraliser ces nouvelles technologies, et électrifier l'entièreté de notre consommation d'énergie ? Pas si vite !

Le problème du caractère *intermittent* de ces sources d'énergie est bien connu : on aimerait pouvoir faire rouler des trains et faire tourner nos ordinateurs même lorsqu'il n'y a pas de vent ou de soleil. Cela nécessite des infrastructures additionnelles qui rendent ces énergies renouvelables moins compétitives : des solutions de stockage (batteries, pompage-turbinage, production d'hydrogène par électrolyse...), extension internationale du réseau électrique pour diluer l'aléa de la production, maintien ou même construction de centrales électriques classiques (gaz, charbon ou nucléaire) pour bénéficier d'une alternative *pilotable* afin de compenser l'intermittence. Cette limite n'est cependant pas la seule. Elle joue un rôle de facteur aggravant de deux autres limites plus fondamentales.

Premièrement, le volume d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques qu'il faudrait installer se heurte

L'un dans l'autre, nos belles éoliennes et nos beaux panneaux photovoltaïques produisent de l'ordre de 3% seulement de nos besoins actuels en énergie.

à des contraintes géographiques rudimentaires. Il faudrait placer tellement d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques que nous manquerions tout simplement d'espace. Les ingénieurs Hervé Jeanmart et Louis Possoz se sont amusés à décliner un scénario mondial *tout renouvelable*²³ à des échelons nationaux, afin de rendre plus perceptible ce qu'il signifierait réellement²⁴. Pour un pays comme la Belgique, cela demanderait de l'ordre de 44 000 éoliennes (soit une couverture de 56% du territoire), 1 200 km² de panneaux photovoltaïques (soit l'équivalent de 120 millions de toits équipés de 10m² de panneaux), 5 000 centrales solaires à concentration (du type de celles que l'on trouve en Andalousie), 2 800 hydroliennes, 5 000 machines houlomotrices, 30 centrales géothermiques (du type de celles que l'on trouve en Islande), 6 centrales hydroélectriques (du type de celles que l'on trouve dans les montagnes turques). Pas l'un ou l'autre... tout en même temps ! Si les données datent un peu (2015), les ordres de grandeur restent pertinents. Nous voyons que ceux-ci sont tout simplement bien trop élevés pour que résiste le scénario qui voudrait simplement *remplacer* l'énergie fossile par de l'énergie renouvelable. Outre le fait que nous n'avons pas, chez nous, les propriétés géologiques pour construire des centrales géothermiques ou de grands barrages hydroélectriques, la quantité d'équipement en éoliennes et panneaux photovoltaïques n'est pas réaliste. En particulier parce que les rendements de ces installations sont décroissants. Les endroits particulièrement venteux ou ensoleillés sont limités. On place les premières éoliennes dans les zones les plus venteuses et les premiers panneaux photovoltaïques dans les zones les plus

enseillées. À mesure que ces zones favorables sont déjà utilisées, le *facteur de charge*²⁵ de ces installations se réduit. Le taux de retour énergétique de ces technologies d'énergie renouvelable décroît donc à mesure que leur volume augmente, c'est-à-dire que chaque unité d'énergie ainsi produite demande un investissement initial en énergie plus conséquent que la précédente²⁶.

Deuxièmement, la limitation des matières premières nécessaires. La contrainte sur les ressources n'est pas l'apanage des ressources fossiles. Elle concerne également les *métaux* (voir « Repenser notre rapport à la technologie : les low techs », p.21). Il faut cent fois plus de métal pour un système basé sur de l'éolien et du solaire que pour un système reposant sur les centrales électriques classiques avec lesquelles nous fonctionnons aujourd'hui. Par métal, il ne faut pas entendre seulement les ressources métalliques les plus couramment connues, celles qui sont « dures, brillantes et conductrices »²⁷ (or, argent, aluminium, cuivre...). Il en existe en réalité plus de quatre-vingts, qui ont chacune des propriétés propres qui peuvent les rendre intéressants pour des usages industriels spécifiques. Les ressources métalliques nécessaires pour fabriquer éoliennes, panneaux et dispositifs de stockage – nécessaires pour les sources d'énergie intermittentes que sont le vent et le soleil – sont également des ressources non renouvelables. Elles connaissent donc le même phénomène de « pic » que les énergies fossiles. Miser sur une abondance sans limite des ressources métalliques est tout aussi absurde que de miser sur une abondance sans limite des énergies fossiles. Compter sur une croissance infinie des éoliennes ou des panneaux photovoltaïques est à ce titre largement irréaliste. D'autant plus que, à mesure de leur raréfaction, les différentes ressources non renouvelables

sont de plus en plus difficiles d'accès (on pioche forcément d'abord là où c'est le plus facile), ce qui alimente un cercle vicieux : il faut de plus en plus de pétrole et de métaux pour aller chercher les métaux, et de plus en plus de métaux et de pétrole pour aller chercher le pétrole.²⁸ Plus que de « pic de pétrole », on peut parler de « pic de tout »²⁹.

L'idée n'est pas de disqualifier l'éolien ou le solaire. Mais bien d'éviter de les considérer comme des solutions clé sur porte qui pourraient tout bonnement remplacer les fossiles. On ne fera pas voler des avions, rouler des millions de véhicules, tourner la production de millions de tonnes d'acier et de béton, ou chauffer des millions d'habitations à la force du vent ou du soleil. L'énergie du vent, de la chute de l'eau et du soleil, nous l'utilisons depuis des siècles via des moulins pour moudre le grain ou via la photosynthèse qui fait pousser nos légumes. Éoliennes, barrages hydroélectriques et panneaux solaires nous permettent certes d'optimiser les rendements de ces énergies renouvelables, mais pas de manière suffisante pour se substituer aux énergies fossiles ; et pas sans s'appuyer sur l'exploitation d'autres ressources (métalliques) non renouvelables. Si nous voulons une énergie 100% renouvelable, il faudra certes planter des éoliennes, mais aussi et surtout réduire drastiquement notre consommation. Dans ce contexte, on voit par exemple assez mal comment transformer toute notre flotte de véhicules en véhicules électriques (et donc multiplier le besoin total d'électricité par deux) pourrait être une bonne idée. La foi placée dans ces technologies pour nous « sauver » permet surtout de ne pas ouvrir le chantier difficile qu'est l'interrogation profonde de nos modes de vie et la remise en question de notre système économique.

L'idée n'est pas de disqualifier l'éolien ou le solaire. Mais bien d'éviter de les considérer comme des solutions clé sur porte qui pourraient tout bonnement remplacer les fossiles.

REPENSER NOTRE RAPPORT À LA TECHNOLOGIE : LES LOW TECHS³⁷

Nous sommes le 13 octobre, il est 19h50, le journal télévisé quotidien de la RTBF entame son dernier tiers. Séquence « Un œil sur demain » oblige, on parle de transition, on parle du monde de demain. Aujourd'hui, ce sont les « smart cities » qui sont mises à l'honneur. Toutes ces technologies de pointe censées sublimer notre expérience de la ville. Éclairage public et panneaux de signalisation qui ne s'allument que quand il y a du passage, alerte automatique de la police sur base de bruits ou mouvements suspects automatiquement captés et triés... On apprend que, pour toutes ces technologies, « le rapport sur investissement devrait être de plus en plus intéressant, a fortiori quand les voitures autonomes, qui devront communiquer avec les infrastructures, débarqueront dans nos villes ». La vie en ville se fait de plus en plus le smartphone en main. On ne compte plus les « applications » qui optimisent notre expérience urbaine. Le plus souvent, les adjectifs « vert » ou « durable » sont associés à toutes ces technologies. Comme le résume le présentateur : « Le but de ces cités intelligentes, c'est d'améliorer notre quotidien tout en répondant aux défis environnementaux ». Mais ces technologies sont-elles si bénéfiques qu'on le prétend pour la planète ? À coup d'appareils connectés, de capteurs en tous genres, d'applications pour smartphone, de données massives à stocker... on dématérialise le côté face, pour mieux oublier que, côté pile, tout ce qui est « smart » – que ce soient les smart cities, le smart farming, les smart phones ou même le smart bikini (voir image) – repose en fait sur un magot de ressources non renouvelables : des métaux, et des combustibles fossiles pour aller les piocher. Nos nouveaux bijoux de technologie sont particulièrement gourmands en métaux rares : l'indium employé dans tous nos écrans tactiles, l'euporium, le terbium et l'yttrium utilisés dans les LED, le tantale utile pour construire des condensateurs, le germanium utilisé dans les fibres optiques, le rhodium et le platine utilisés dans les catalyseurs, etc. Dans n'importe quel ordinateur ou smartphone, il y a entre 40 et 60 métaux, qu'il a bien fallu extraire de la croûte terrestre.

Au rythme actuel, une étude du CNRS estime que les trente prochaines années nous verraient extraire plus de métaux pour nos besoins quotidiens que ce que l'humanité

a extrait en 70.000 ans³⁸. L'usage massif de métaux exige une perpétuation du modèle extractiviste actuel. L'extraction des précieux métaux ne se fait pas sans pétrole. Il y a une interaction systémique entre production d'énergie et extraction de ressources. On emploie une quantité énorme d'énergie pour aller creuser toujours plus loin, pour extraire des minerais à la teneur en métaux toujours plus réduite (on creuse d'abord là où les stocks sont les plus riches et accessibles). Réciproquement, il faut toujours plus de ressources métalliques pour extraire des combustibles fossiles toujours plus difficiles d'accès (idem, on pioche d'abord là où c'est le moins difficile). À travers leur recours massif à des métaux rares – cobalt, lithium, graphite, nickel, tungstène, etc –, prisés pour



The screenshot shows a web browser displaying an article on the website 'La Libre.be'. The article title is 'Le bikini connecté pour éviter les coups de soleil'. The text below the title reads: 'Après la brosse à dents ou les chaussures de sport, le maillot de bain devient à son tour «connecté»: c'est le pari d'une PME de Mulhouse, dont les bikinis munis d'un capteur solaire préviennent par smartphone leur propriétaire qu'elle doit s'enduire de crème solaire.' To the left of the article text, there is a vertical navigation menu with four circular icons, the top one of which is highlighted in red.

Le smart bikini



Mine à ciel ouvert

leur série de propriétés très spécifiques, les technologies numériques et autres « greentechs » ont en réalité des bilans carbone inquiétants via les émissions associées à leur production. C'est la fameuse « énergie grise ». Par exemple, sans même parler de l'origine de l'électricité qui les alimente, les batteries de voitures électriques – gourmandes en métaux rares – sont tout sauf propres. Les quatre kilogrammes de néodyme nécessaires pour une seule voiture électrique demandent, par exemple, d'extraire et de purifier nonante tonnes de roche !

Les émissions liées aux systèmes numériques représentent aujourd'hui l'équivalent des émissions de l'ensemble des camions qui circulent dans le monde, et connaissent une croissance exponentielle. Au-delà des émissions en CO2 engendrées, l'extraction des métaux ne se fait pas non plus sans dégâts plus localisés sur l'environnement et les populations. Dans la région des Grands Lacs, les métaux exploités (tungstène, étain, tantale, or) sont connus sous le nom de « minerais du sang », tant leur exploitation entretient et alimente les conflits armés. Quant aux terres rares (ensemble de métaux spécifiques, dont nos technologies numériques sont ultra-dépendantes), seule la Chine se prête encore à leur extraction, les pays occidentaux y ayant renoncé dans les années 1980 tant les dégâts environnementaux et sanitaires directs sont profonds (usage massif de produits chimiques, rejet de métaux lourds, eau et sols pollués, cancers subséquents...). Un mal nécessaire pour extraire des matériaux qui, par la suite, auront une durée de vie infinie, recyclés d'usage en usage ?

On comprend bien que les combustibles fossiles sont limités. Mais les ressources métalliques, le sont-elles aussi ? Contrairement au pétrole, on ne les brûle pas. Ne suffit-il pas, dès lors, de les recycler, et de les employer *ad vitam æternam* ? La réponse est, fort malheureusement, non. En tout cas, pas de la manière dont on les utilise pour l'instant. N'en déplaise aux chantres d'une certaine « économie circulaire » qui entend cumuler recyclage et technologie de pointe. Les possibilités de recyclage sont trop largement mythifiées. Une triple raison devrait nous pousser à ne pas les surestimer. Premièrement, une série de ressources métalliques font l'objet d'usages dits « dispersifs », par essence non sujets à quelque forme de recyclage. L'exemple le plus extrême est celui du titane : extrêmement bien recyclé lorsqu'il est utilisé sous sa forme métallique, il est cependant utilisé à 95% sous forme de colorant blanc universel (retrouvé dans les peintures, le papier, le dentifrice, les crèmes solaires, etc), et donc absolument non recyclable. La plupart des métaux connaissent des usages dispersifs, dans des proportions variables. Deuxièmement, on ne recycle pas ce qui pourrait l'être car le jeu économique fait que c'est « trop cher ». Quand le neuf coûte moins cher, le recyclage est vite oublié. Le paradoxe étant alors que, pour qu'émergent des filières de recyclage rentables, il faut augmenter les volumes et donc produire encore plus. Troisièmement, nos appareils high-tech sont toujours plus petits, plus intégrés, plus complexes, et requièrent à ce titre une miniaturisation de tous les composants, ce qui rend le recyclage très compliqué. Les métaux présents dans chaque appareil sont toujours plus nombreux. Et, pour l'amélioration des performances, on emploie souvent nos ressources métalliques non pas sous leur forme pure, mais bien via des alliages, qui font du recyclage un vœu pieux. Plus nos outils sont high-tech, plus ces différents phénomènes s'aggravent.

Alors, que faire ? L'ingénieur français Philippe Bihouix – spécialiste de la question et auteur du livre de référence *L'âge des Low Techs*, sur lequel s'appuie cette note – nous invite à repenser notre rapport à la technologie. Il ne s'agit pas tant de refuser la technologie que de lui ouvrir la voie sous une autre forme : les basses technologies. Quelles sont-elles ? En quelques points clés, il s'agit de la production de choses qui : (1) ont une réelle utilité sociale, (2) ont une longue durée de vie, (3) sont facilement réparables, (4) sont construites d'une telle manière que leurs composants sont facilement recyclables, (5) consomment pas ou peu d'énergie (autre que l'énergie humaine).

Un exemple ? Le vélo ! Aujourd'hui, qui se représente le vélo comme un outil « technologique » ? Pourtant, un vélo, c'est une montagne d'ingéniosité humaine. Il permet, dans nos déplacements, de décupler notre force. En marchant, nous parcourons quatre ou cinq kilomètres en une heure. À vélo, entre quinze et vingt-cinq. Mais, au-delà des objets particuliers, le low tech, c'est une philosophie pratique de la sobriété. C'est, par exemple, considérer que baisser le thermostat et mettre un pull est une meilleure option que de construire des maisons vantées pour leur exemplarité écologique tout en étant hyperconnectées ; qu'une voiture légère, sobre, moins rapide qui consomme un litre aux cents kilomètres est plus axée « transition écologique » que le SUV électrique bourré d'électronique ; que regarder des vidéos sur internet en basse résolution est mieux que de le faire en haute résolution ; que réparer son imprimante, c'est mieux que de la remplacer ; ou qu'apprendre à lire une carte est un savoir plus critique que d'apprendre à lancer Google Maps. C'est aussi dire qu'il faut, avant tout, purement et simplement se passer d'un tas de choses dont on n'a pas besoin. Stop aux bikinis connectés, aux colliers de chien connectés, aux toilettes connectées ; stop aux écrans à tous les coins de rue ; stop au développement des voitures autonomes ou au développement de la 5G. Penser un monde de basses technologies, c'est viser la réduction drastique et organisée des usages high-tech afin de faire dégonfler la bulle de manière organisée.

Si l'on reconnaît la nécessité d'opérer un virage vers les basses technologies en général, n'existe-t-il toutefois pas un peu de place pour certaines applications high-tech quand même ? Et, si oui, jusqu'à quel point ? On pense immédiatement à Internet, que l'on pourrait souhaiter préserver dans un monde bas carbone. Or, on parle de plus en plus de la consommation d'énergie abyssale – et qui va croissante – associée à notre usage du web. Faudrait-il

alors tout simplement enterrer internet ? La question fait peur et a à ce titre une fonction dans le débat : le fermer. C'est ne pas voir que tous les usages d'internet ne supposent pas la même gabegie énergétique, et que certains sont résolument plus low tech que d'autres. D'une certaine manière, on peut voir le low tech comme une échelle, plutôt que comme quelque chose de binaire. La question n'est pas tant « peut-on sauver internet ? » que « quel usage d'internet voulons-nous sauver ? ». On peut probablement très bien vivre sans Netflix (une catastrophe écologique) tout en préservant Wikipédia. Les vidéos en ligne comptent pour 80% de la bande passante d'internet ! Entre Netflix synchronisé sur l'ordinateur, la tablette et le téléphone de chacun•e, et Wikipedia dans la bibliothèque du village, il y a un spectre. Que pouvons-nous préserver, et que voulons-nous préserver ?

Les low techs nous invitent à repenser radicalement notre rapport à la technologie. Les basses technologies nous invitent d'abord à trier, parmi l'existant, l'utile de l'inutile, le soutenable de l'insoutenable. La technologie de demain, est-ce le vélo ou la voiture autonome ? La toilette sèche ou la toilette « intelligente »³⁹ ? Elles nous invitent, ensuite, à réinvestir les technologies passées – celles tombées en désuétude à l'ère du pétrole – et à en imaginer de nouvelles. Des outils, des savoirs et des pratiques qui soient à même, dans un monde post-pétrole, de nous émanciper, de nous rendre plus autonomes, plus efficaces, plus résilients, de renforcer notre capacité de faire. À l'heure où l'innovation high-tech rafle tous les financements – il n'y en a que pour les nanotechnologies, biologie de synthèse, numérique, robotique, intelligence artificielle, etc. –, comment peut-on favoriser le développement de basses technologies innovantes ? Des projets tels que ces ateliers de paysan•ne•s, qui s'organisent pour imaginer et réaliser des outils auto construits leur facilitant la vie dans leur pratique d'une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement⁴⁰. Comment favoriser une innovation tournée vers la résilience plutôt que vers tout son contraire ?

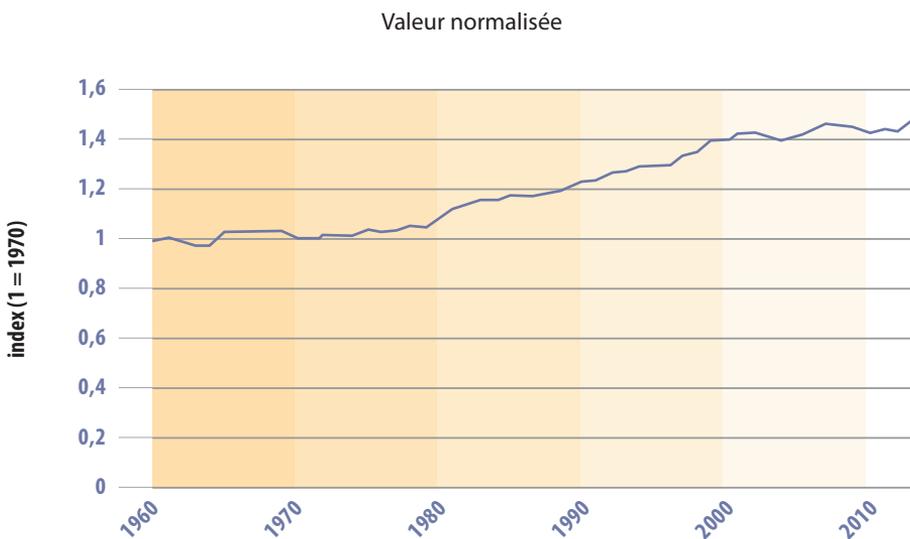
« Le salut, c'est l'efficacité énergétique ! »

La solution serait à trouver dans l'efficacité énergétique. Il s'agirait de faire des progrès technologiques substantiels afin que nos machines soient de moins en moins gourmandes en énergie. Des progrès technologiques, nous pouvons en faire. Mais certainement pas dans la mesure présentée par les discours de la « croissance verte » (voir « C'est quoi cette fameuse "Croissance verte" ?! », p.28). Ces derniers marchent d'autant mieux qu'ils s'avèrent rassurants. En réalité, la quantité d'énergie requise par unité de PIB produite est restée étonnamment stable au cours de l'histoire. Cette relation doit, une fois de plus, s'observer à un niveau mondial, les gains plus spectaculaires en efficacité énergétique observés à des échelons nationaux cachant le plus souvent la délocalisation des processus industriels

énergivores (voir « Mais nos émissions baissent pourtant ?! », p.17). Atténuer le lien entre consommation d'énergie et PIB est possible (produire la même chose avec un peu moins d'énergie). On parle de « découplage relatif ». Un découplage absolu (produire plus avec moins d'énergie), lui, tient du mythe complet.

La quantité d'énergie requise par unité de PIB produite est restée étonnamment stable au cours de l'histoire. Un découplage absolu (produire plus avec moins d'énergie) tient du mythe complet.

Efficiency énergétique : le rapport PIB / énergie³⁰



En 50 ans, à l'échelle mondiale, nous avons augmenté notre efficacité énergétique de 40%, soit d'environ 0,8% par an. Cette moyenne est tirée vers le haut par les gains opérés à partir des années 1980, suite aux chocs pétroliers. Depuis le début des années 2000, les gains en efficacité énergétique semblent avoir atteint un nouveau palier, caractérisé par une progression bien plus faible. L'efficacité énergétique est donc un facteur à prendre en compte, mais pas de quoi voir advenir les rêves de croissance dématérialisée !

Premièrement, à mesure que nous opérons des gains en efficacité énergétique, les nouvelles marges de progrès se font plus faibles. La technique se heurte à des limites physiques. Il y a un effet de saturation, qui s'applique à beaucoup de technologies ayant déjà bénéficié de recherches et de développements par le passé, même s'il reste des poches de progrès conséquentes (l'isolation des immeubles, par exemple).

Deuxièmement, contrairement à ce que nous chantent les disciples d'une « économie dématérialisée », il n'existe pas d'économie sans flux physiques pour la sous-tendre (voir « Repenser notre rapport à la technologie : les low techs », p.21). Ceux-ci peuvent par contre être plus ou moins visibles. Toute l'économie de l'information et du numérique n'est dématérialisée qu'en apparence. L'information n'est pas matérielle, mais tout ce qui la permet, oui. Il faut beaucoup d'énergie pour faire tourner les *data centers* ou pour extraire la myriade de métaux qui composent les ordinateurs et smartphones. L'équivalent de la quantité d'énergie utilisée pour produire un ordinateur se compte en dizaines d'années de travail humain). Aujourd'hui, les émissions liées à l'industrie numérique représentent près de 4% des émissions mondiales totales (soit plus que l'ensemble du secteur de l'aviation, par exemple), et connaissent une croissance fulgurante de 9% par an³¹.

Troisièmement, quand les gains en efficacité énergétique reposent sur les nouvelles technologies, la question de la rareté de certaines ressources métalliques revient avec d'autant plus d'acuité. Ces technologies sont en effet particulièrement gourmandes en métaux rares – employés pour leurs propriétés très spécifiques – dont certains voient déjà leurs stocks solidement entamés (voir « Repenser notre rapport à la technologie : les low techs », p.21).

Quatrièmement, nous avons une faculté impressionnante à contrebalancer les effets positifs des gains en efficacité énergétique par des « effets rebond » qui tiennent de la gabegie énergétique.

Inventer l'éclairage *led*, c'est l'opportunité de mieux mettre des écrans inutiles à tous les coins de rue. Améliorer les rendements des moteurs, c'est l'occasion de rouler dans des voitures toujours plus grosses et de rouler toujours plus de kilomètres. Améliorer le rendement des chaudières, c'est l'occasion d'augmenter le thermostat de quelques degrés et de chauffer toujours plus de mètres carrés par habitant·e.

Enfin, la raréfaction des énergies fossiles absorbe d'elle-même une partie des gains en efficacité dans leur usage. À mesure que les fossiles se raréfient, il faut creuser plus profond pour les extraire. En 1990, un baril de pétrole permettait d'extraire trente-cinq barils de pétrole. Aujourd'hui, un baril de pétrole permet d'en extraire douze. Les premiers pourcents de gain en efficacité énergétique ne servent donc qu'à absorber l'énergie supplémentaire qu'il a fallu consentir pour extraire la source d'énergie. Une tendance qui ne va faire que s'amplifier.

Ici aussi, ne nions surtout pas l'intérêt de gagner en efficacité énergétique là où c'est possible. Oui, isoler les logements est une mesure parfaitement utile, par exemple. Mais prenons acte du fait que l'efficacité énergétique n'est pas une solution miracle qui nous permettra de ne rien changer d'autre à nos modes de vie et nos modes de production. Plutôt que se demander comment on va diminuer à la marge l'énergie servant à produire, acheminer et faire fonctionner des choses dont nous n'avons pas besoin, pensons plutôt à nous en passer. Le meilleur moyen de faire des économies d'énergie reste et restera de ne pas consommer de l'énergie inutile. Et de concentrer les gains en efficacité énergétique sur les choses cruciales, et là où ils ont le plus d'impact.

Nous avons une faculté impressionnante à contrebalancer les effets positifs des gains en efficacité énergétique par des « effets rebond » qui tiennent de la gabegie énergétique.

C'EST QUOI CETTE FAMEUSE

Comment expliquer ce que c'est, la croyance dans une économie dématérialisée, une croissance verte qui tourne aux high-techs ?

Le mieux est encore de laisser parler des croyant·e·s de cette religion-là. Voici donc quelques morceaux choisis d'une carte blanche publiée le 23 avril 2019 par Corentin de Salle (directeur du centre Jean Gol, centre d'étude du MR) et Damien Ernst (professeur à l'université de Liège) dans les colonnes de *La Libre Belgique*³⁶. Et, non, ce n'est malheureusement pas un poisson d'avril un peu tardif. Mais bien un parfait exemple de wishful thinking.

Les gens ont raison de vouloir vivre entourés de végétation, de fleurs et d'oiseaux, de se déplacer à pieds ou à vélo, de manger des produits sains, frais, naturels et locaux, de chérir la nature, de bannir stress, bruit, trafic, pollution, gaz d'échappement, plastiques, pesticides, particules fines, perturbateurs endocriniens, additifs alimentaires, agents conservateurs, etc. Mais, ils ont également raison de vouloir bénéficier d'une médecine de pointe, de faire des enfants, de passer le week-end dans une capitale étrangère, de skier au printemps, de manger des fruits tropicaux, de communiquer à toute heure avec des centaines de gens sur des réseaux sociaux, de visionner des films à la demande, de s'extasier à plusieurs milliards devant le Mondial, d'étudier à l'étranger, de sillonner la planète avec un sac à dos, de vivre toujours plus vieux et en meilleure santé, de s'échapper dans la réalité virtuelle, de jouir de toujours plus de confort, de choix et de libertés, de repousser constamment les limites et d'explorer l'Univers.

(...)

La seule vraie question est celle-ci : une société authentiquement écologique et une société prospère et high-tech sont-elles - comme certains le prétendent - deux projets radicalement antagonistes ? Non seulement ce n'est pas le cas, mais notre thèse, c'est qu'il est impossible d'atteindre l'excellence écologique si l'on rejette l'innovation technologique et le modèle socio-économique complexe et mondialisé qui la sous-tend. (...) Loin de constituer une régression, cette société authentiquement écologique à laquelle nous aspirons tous correspond, selon nous, au stade le plus avancé de la civilisation. En effet, on constate empiriquement que la conscience écologique se développe avant tout dans les sociétés prospères et éduquées qui ont comblé les besoins de base.

(...)

Nous vivons précisément à cette période charnière. Notre génération est placée devant un choix : faut-il répudier, comme certains y invitent, notre modèle



« CROISSANCE VERTE » ?

économique et technologique ou faut-il, au contraire, mettre cette technologie au service de l'édification d'une société authentiquement écologique ?

La réponse est évidente : renoncer à notre modèle consiste à tuer le moteur économique et industriel seul à même, on le verra, de réaliser la transition écologique. (...) Une approche en vogue aujourd'hui consiste à vouloir interdire le comportement, l'acte de consommation ou la technologie qui engendrent du CO2. L'écologie que nous défendons consiste, au contraire, à transformer tout problème en opportunité de développement économique pour progresser vers cette société écologique authentique.

(...)

Faut-il interdire les «city trips» en avion comme on le préconise parfois ? Personne ne nie que le kérosène augmente considérablement le niveau des émissions de gaz à effet de serre. Mais, une solution technologique se profile : le kérosène vert. Lequel pourrait être fabriqué à partir d'eau, d'électricité verte (excédentaire à certaines périodes de l'année) et de... CO2 préalablement capté dans l'atmosphère. (...) Autre exemple : faut-il réduire la population en décourageant le choix d'avoir des enfants, faute de surfaces agricoles pour nourrir tout le monde ? Absolument pas. L'agriculture intelligente (smart farming) est en plein développement. On peut réduire considérablement les surfaces agricoles en cultivant massivement fruits et légumes dans d'immenses fermes verticales ou souterraines sous des lampes LED.

(...)

Bien entendu, le développement de telles solutions technologiques nécessite l'existence d'un moteur économique et industriel performant, et l'accès à une énergie bon marché, les deux étant souvent fortement liés. Cette énergie se doit d'être foncièrement verte. Grâce aux progrès fulgurants dans quantité de filières, on peut s'attendre, après la transition, à de l'énergie abondante et bon marché. Notamment en développant les infrastructures nécessaires pour mondialiser le marché de l'énergie renouvelable : en effet, il est techniquement possible de construire d'immenses interconnexions électriques, ou même une grille électrique internationale nous permettant d'accéder à des champs solaires et éoliens vastes et généreux qui peuvent être exploités pour produire une énergie renouvelable, peu chère et en quantité quasi illimitée.

(...)

Avec préscience, beaucoup d'auteurs de science-fiction ont décrit des sociétés futuristes où - comme dans Star Wars - un mode de vie sobre et presque rural coexiste harmonieusement avec la technologie la plus sophistiquée et les voyages interstellaires. Soyons optimistes et ambitieux.

Décroître n'est pas une croisière tranquille

La chute de l'activité économique semble aussi nécessaire qu'inéluctable (voir aussi « L'équation de Kaya », p.11). Mais, après tout, le PIB n'est-il pas « *tout sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue* »³² ? Des études ont montré que, passé un certain seuil, l'activité économique d'un pays n'est plus corrélée du tout avec le niveau de satisfaction de vie de ses habitants.

Assurément, nous produisons beaucoup de choses inutiles. Il doit y avoir moyen de trier l'utile de l'inutile dans la masse de la production agglomérée que reflète le PIB. Une modération de la production devrait théoriquement pouvoir se matérialiser sans anéantir la possibilité de continuer à vivre dignement. Mais, tout de même, on ne décroît pas comme cela si facilement. Il faut prendre conscience de la mesure de la frugalité – par rapport aux standards de notre société de consommation – vers laquelle il faudrait tendre si l'on venait à réellement se passer des énergies fossiles (voir « Les mots comptent : décroissance ou post-croissance ? », p.33).

Parler de « décroissance de la production », cela reste un concept relativement flou. Alors, dans les faits, ça veut dire quoi ?

Le PIB n'est rien d'autre que l'accumulation du pouvoir d'achat de toute une société. L'énergie, c'est donc du pouvoir d'achat, qui n'est lui-même rien d'autre que le pouvoir de transformer le monde. Ou, à un niveau individuel, la part d'accaparement de cette capacité collective à transformer le monde, à produire beaucoup de choses. L'histoire de notre civilisation thermo-industrielle a consisté à pouvoir s'offrir de plus en plus de choses par heure de travail humain, grâce à l'emploi de machines qui carburent à l'énergie bon marché. Moins d'énergie, c'est diminuer cette capacité. Beaucoup moins d'énergie, c'est diminuer drastiquement cette capacité, ce pouvoir d'accéder en quelques jours de travail à une montagne de choses qu'il nous faudrait des années à produire à la force de nos bras et de nos jambes.

Avec moins d'énergie, chaque chose que nous produisons va « coûter beaucoup plus cher ». C'est-à-dire qu'il faudra beaucoup plus de temps pour la produire, ce qui nous laissera moins de temps pour produire d'autres choses.

Avec moins d'énergie, chaque chose que nous produisons va « coûter beaucoup plus cher ». C'est-à-dire qu'il faudra beaucoup plus de temps pour la produire, ce qui nous laissera moins de temps pour produire d'autres choses. Fini, par exemple, l'alimentation bon marché. Aujourd'hui, la production agricole d'un pays comme la Belgique ne représente pas plus de 2% de tout ce que nous produisons. Il y a deux siècles, c'était plus de 50%. En finir avec les énergies fossiles, c'est inévitablement rouvrir des fermes par milliers et revoir la majorité de la population travailler dans les champs (précisément l'inverse de ce qui s'est produit à force de mécanisation et d'industrialisation de l'agriculture, gourmandes en combustibles fossiles, pour faire tourner les tracteurs et produire les fertilisants azotés). Fini aussi de se gaver de viande: il faut beaucoup de cultures pour nourrir les animaux dont on se nourrit, ce qui n'est permis que par beaucoup de pétrole. Derrière 1kg de viande de bœuf d'élevage industriel, il y a l'équivalent de 2 à 3kg de pétrole³³. Actuellement, l'agriculture absorbe plus d'énergie qu'elle n'en produit (à travers l'énergie que nous donne la nourriture que nous mangeons). Une aberration uniquement permise par notre magot de fossiles. Fini de voyager si facilement également. Imaginez le nombre d'esclaves énergétiques nécessaire pour faire voler l'avion qui vous emmène de l'autre côté de la planète³⁴... ou même le nombre d'esclaves énergétiques qu'il vous faudrait pour pousser votre voiture jusqu'au sud de la France. Captez l'énergie déployée par les quelques deux-cents cyclistes surentraînés pendant l'entièreté du *tour de France*. En première approximation, cette énergie est équivalente à celle



nécessaire pour qu'une seule personne puisse faire un aller-retour Bruxelles-New-York en avion. Sans ressources fossiles, on s'éloignera moins souvent et moins loin de chez nous, que ce soit pour voyager ou pour aller travailler. Le rétrécissement des distances n'est rendu possible que par une abondance d'énergie. Les activités liées à la sphère numérique, en apparence dématérialisées, ne seront pas plus épargnées. Quand nous envoyons un message par e-mail, whatsapp ou snapchat, nous ne voyons pas l'énormité de flux physiques nécessaires à cette activité. Mais les minerais nécessaires pour produire le smartphone ont bien dû être extraits, déplacés et assemblés, et les photos échangées ont bien dû être stockées. Fini aussi de renouveler sa garde-robe quand bon nous semble. Il faut cinquante heures pour tricoter un pull, mais pas plus de deux heures de travail faiblement rémunéré pour s'en acheter un fabriqué avec des machines – le plus souvent par des esclaves modernes, bien réels cette fois – et transporté avec des cargos. Il en va de même avec tous les biens manufacturés que nous nous offrons aujourd'hui pour une bouchée de pain. Allez faire un tour chez Ikea et multipliez tous les prix d'un facteur de 20 à 100 pour imaginer ce qu'il vous en coûterait si ces différentes choses n'étaient pas produites à coups de pétrole. En matière de logement, nous construisons en quelques mois ce qui mettrait des années à construire sans le concours des machines d'extraction des matières premières, les camions qui les acheminent et les machines de chantier. Dans une économie sobre en énergie, ce que nous qualifions aujourd'hui de logements insalubres pourrait bien être reconsidéré. De même que l'espace habitable requis par habitant·e. Notre rapport à la santé est également le fruit du magot de combustibles fossiles sur lequel nous sommes assis·e·s. De la batterie d'appareils gourmands en ressources métalliques diverses – qu'il faut extraire – aux chambres d'hôpital à chauffer en passant par tout notre arsenal de stérilisation et par notre capacité à former des médecins spécialisés en quantité, tout repose sur un emploi massif d'énergie.

Des quelques lignes qui précèdent, on comprend bien que, dans ce contexte, peu de personnes pourraient être rémunérées pour passer leur journée derrière un écran à faire de la consultance. La tertiarisation de notre économie n'est qu'un « luxe » bâti sur la réduction de la main d'œuvre humaine nécessaire pour assurer la production de biens matériels – en même temps que, bien souvent, sa délocalisation, autre conséquence de l'énergie bon marché sans laquelle la division internationale du travail n'existe pas (voir aussi : « Mais nos émissions baissent pourtant ?! », p.17). Dans une économie bas carbone, la structure de notre économie se modifie. De même que la structure d'aménagement du territoire, la création de vastes métropoles étant le fruit direct de la tertiarisation de l'économie.

Nous pourrions continuer l'exercice sans fin, tant l'entièreté de notre civilisation thermo-industrielle est basée sur l'abondance d'énergie bon marché. Passer à une société bas carbone est tout sauf évident. Ne sous-estimons pas notre attachement à des modes de vie qui nous paraissent, aujourd'hui, évidents. Reste que, dans cette sobriété énergétique, on peut tout de même vivre dignement, c'est certain. Dépenser une part beaucoup plus importante de son revenu pour se nourrir – d'une alimentation de meilleure qualité et débarrassée des coûts absurdes d'emballage et de transport –, moins voyager et voyager moins loin, baisser nos exigences en termes d'habillement, de logement, de soins médicaux... On sent toutefois que, ce qui est requis, ce ne sont pas des petits changements – chacun·e de son côté met un peu d'eau dans son vin – mais bien des changements profonds et *coordonnés* de nos modes de vie.

Ouvrir le chantier de la transition passe par un travail d'arbitrage collectif – et son lot de rapports de force, de conflictualité sociale ! – à propos de ce à quoi nous utilisons l'énergie disponible.

Dans ce contexte, ouvrir le chantier de la transition passe par un travail d'arbitrage collectif – et son lot de rapports de force, de conflictualité sociale ! – à propos de ce à quoi nous utilisons l'énergie disponible. Il s'agit très certainement de, premièrement, s'absoudre des besoins inutiles (se déplacer de l'autre côté du globe pour profiter d'un peu de soleil à Noël, crouler sous des montagnes d'objets manufacturés inutiles, manger de la viande trois fois par semaine, posséder individuellement des outils et appareils que l'on n'emploie pas quotidiennement...); deuxièmement, de réfléchir à comment réduire notre dépendance aux fossiles dans tous les secteurs stratégiques, c'est-à-dire ceux qui couvrent des besoins vitaux (se nourrir, se loger, se chauffer, se vêtir, se soigner, se déplacer...). Ce qui implique des changements profonds dans le rapport que nous entretenons à ces choses (moins de machines et de fertilisants non naturels en agriculture, moins de viande dans les assiettes, moins de béton en construction, moins de mètres carrés par habitation,

moins de degrés au thermostat, moins de déplacement, des déplacements moins loin, moins de textile importé, une consommation médicale et pharmacologique plus raisonnée...); troisièmement, s'éloigner des fausses bonnes solutions qui reposent sur des dispositifs *high-tech* par essence peu résilients (notamment car peu réparables et peu recyclables) et aux coûts énergétiques cachés énormes. C'est-à-dire orienter l'innovation vers les basses technologies (voir « Repenser notre rapport à la technologie³⁵: les low techs », p.21).

Changer radicalement, collectivement et solidairement nos modes de vie, donc. Le verrou à la transition serait-il dès lors plus social et culturel qu'économique ? Assurément pas. Faire sauter les verrous culturels est une condition nécessaire, mais non suffisante. Viser des changements culturels sans modifications des institutions économiques pour les soutenir n'est pas réaliste, comme nous allons le voir dans le prochain chapitre de cette étude.

Pour aller plus loin...

Quelques auteurs qui ont inspiré le propos de ce chapitre :

- + Jean-Marc Jancovici, *Dormez tranquilles jusqu'en 2100. Et autres malentendus sur le climat et l'énergie*, Odile Jacob, 2015.
- + Jean-Marc Jancovici, *Transition énergétique pour tous : Ce que les politiques n'osent pas vous dire*, Odile Jacob, 2013
- + Matthieu Auzanneau, *Or noir, la grande histoire du pétrole*, La Découverte, 2015.
- + Philippe Bihouix, *L'âge des Low Techs*, Le Seuil, 2014.
- + Richard Heinberg, *Pétrole : la fête est finie*, Éditions Demi-Lune, 2008.
- + Élise Dupont, Hervé Jeanmart et Louis Possoz, "Vers un monde 100% renouvelable ?", *Regards économiques*, n°135, 2017, p. 5-16.

LES MOTS COMPTENT: DÉCROISSANCE OU POST-CROISSANCE ?

« Il était entendu que lorsque le novlangue serait une fois pour toutes adopté et que l'ancilangue serait oublié, une idée hérétique – c'est-à-dire une idée s'écartant des principes de l'angsoc – serait littéralement impensable, du moins dans la mesure où la pensée dépend des mots. (...) La plus grande difficulté à laquelle eurent à faire face les compilateurs du dictionnaire novlangue, ne fut pas d'inventer des mots nouveaux mais, les ayant inventés, de bien s'assurer de leur sens, c'est-à-dire de chercher quelles séries de mots ils supprimeraient par leur existence. » - George Orwell, dans 1984.

L'expression « développement durable » ne trompe plus grand monde. Comprise comme il fallait la comprendre, elle ne veut rien dire d'autre que « croissance verte ». Il s'agit donc d'associer deux mots antinomiques. Une tactique orwellienne, qui brouille les pistes. Les mots comptent. C'est avec eux que nous pensons. Si l'on se rend compte que « développement durable » était bien mal adapté, quels mots employer ? Faut-il parler de « transition » ? Au risque d'utiliser un terme qui charrie tant de significations, de discours, de récits... un concept qui renvoie à tant de choses différentes qu'il risque de ne plus renvoyer à rien de très précis ? Faut-il parler d'économie circulaire ? Au risque de prêter le flanc à toutes ses dérives et de se voir assimilé•e•s aux chantres d'une économie dématérialisée fantaisiste ? Faut-il se doter d'un lexique plus radical, alors ? Parler d' « effondrement » par exemple ? Nous discutons des limites de ce terme dans le troisième chapitre de cette étude.

N'est-il pas temps de relégitimer un mot qui ne connaît pas les effets de mode des concepts précédemment cités, mais qui porte en lui une radicalité non périssable : « décroissance » ! De décroissance, on en parle depuis les années septante, dans le sillage de la publication du rapport de Rome, sous la plume de pionniers de l'écologie politique comme André Gorz ou Murray Bookchin. Plus récemment, le concept de « post-croissance » a commencé à s'affirmer comme vocable alternatif. Le mot décroissance ferait peur. Trop anxigène, trop radical, trop clivant, voire trop dogmatique. Ne vaut-il pas alors mieux lui préférer un terme un peu plus doux, plus inclusif ? La post-croissance est notamment prônée par des personnes impliquées dans la recherche d'indicateurs de développement alternatifs au PIB. L'important, ce serait d'arrêter de s'intéresser au PIB, qui, dépassés certains seuils, devient un indicateur non pertinent pour mesurer le bien-être d'une société.



La décroissance pour la décroissance serait le dogme inverse de la croissance pour la croissance. Choisissons des indicateurs appropriés et, que la production croisse ou décroisse, ce ne sera plus la variable d'attention.

À ceci près que la « décroissance » ne relève pas tant d'une obsession que d'un constat. L'approche qui lie consommation d'énergie et production économique attire notre attention sur le fait que la décroissance n'est pas une option. À ce titre, la décroissance est moins dogmatique que pragmatique. Elle invite à ce que, au départ d'un constat commun, l'on planifie quelque chose d'aussi souhaitable qu'inéluctable – une sobriété énergétique, synonyme de sobriété tout court – afin d'éviter de le subir dans des conditions chaotiques. Le mot décroissance a ainsi le mérite d'attirer l'attention sur la matérialité des enjeux de transition énergétique et économique : il va falloir produire moins ! Le substantif nous fait louper quelque chose : une économie qui doit décroître, on peut voir de quoi il en retourne. Mais une économie qui « post-croît », que cela peut-il bien signifier ?

Cela, nombre d'adeptes du terme de post-croissance le savent. L'usage de l'un ou de l'autre renverrait plutôt à des enjeux de communication : il s'agit d'employer un terme qui s'attaque moins frontalement au système et plus susceptible d'être accepté. Mais, à ce jeu-là, ne risque-t-on pas de déforcer le propos ? Le temps perdu avec le « développement durable » devrait nous porter à être particulièrement attentif•ive•s au potentiel de détournement, de récupération des mots que l'on emploie. Le concept de décroissance déplaît aux tenant•e•s du système tel qu'il est. Il s'attaque au cœur du problème et souligne que, au-delà des indicateurs sur lesquels nous portons notre attention, il va falloir opérer des changements systémiques profonds. Il est, à ce titre, peu sujet aux récupérations. Le concept de post-croissance est moins engageant. Au risque d'être adopté mais vidé de sa substance ?

II. Les verrous économiques de la transition

« Évoquer l'écologie, c'est comme parler du suffrage universel et du repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change (...) C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? ».

André Gorz, 1974.

Transition écologique et économie. Le précédent chapitre de cette étude ne laisse pas place au doute : les deux sont intimement liés. Cela, nous sommes nombreux·euses à le sentir. De plus en plus, des voix s'élèvent pour dire que « le problème, c'est le capitalisme ! ». Elles restent très minoritaires et trop souvent limitées à ce slogan épuré, mais elles portent cette intuition profonde qu'il ne s'agit pas de donner deux coups de pinceau pour repartir de plus belle, mais bien de s'attaquer à un *système*, dans toute sa complexité.

De son côté, le discours établi assure qu'il faut « réussir notre transition énergétique ». La transition serait donc un problème parmi d'autres. Un problème d'importance, certes, mais un problème qui, comme tous les autres, peut se penser en silo. Cette manière d'aborder la problématique permet de poursuivre la conception et la réalisation de nos politiques économiques et sociales sans se poser de questions sur le logiciel. Au niveau politique, les questions écologiques et de transition énergétique sont dès lors traitées plus ou moins indépendamment des autres matières, sociales et économiques. L'accord de gouvernement de la Région wallonne, conclu en septembre dernier, est une illustration parmi d'autres : aux socialistes les matières sociales, aux libéraux les matières économiques, aux écologistes les matières d'environnement et d'énergie. Pour un accord qui « *nourrit une triple ambition : une ambition sociale, une ambition écologique et une ambition économique* »⁴¹. Et ce genre de déclaration de mettre en avant des ambitions climatiques fortes – -55% d'émissions pour 2030, neutralité carbone en 2050 – mais qui semblent incompatibles avec les ambitions sociales et économiques affichées. Or, s'il existe une matière transversale par excellence, c'est bien la transition écologique. L'ampleur des changements requis est telle qu'une réelle politique de transition demanderait forcément de repenser tous les domaines de l'action publique à leur lueur. Mais, tant que perdure le mythe que la transition énergétique n'est qu'une affaire « technique » – développer des énergies renouvelables pour progressivement *remplacer* les énergies fossiles – peut

perdurer une vision étroite d'une transition écologique qui n'impacte le reste qu'à la marge. On passe alors à côté du problème, à savoir que les choix qu'appelle la transition ne sont pas essentiellement d'ordre technique, mais bien d'ordre *politique* !

Dans ce contexte, les questions économiques que pose la transition sont, elles, réduites à une dimension financière : qui va payer ? Pas de quoi trop s'alarmer, donc. Mieux : il faudrait voir cet effort de transition comme une *opportunité* pour notre économie. Des emplois créés et des investissements rentables. Quand le problème de la croissance économique est soulevé, il l'est de manière douce – « il faut sortir de *l'obsession* de la croissance ! » (voir « Les mots comptent : décroissance ou post-croissance ? », p.33) –, sans trop creuser les implications logiques d'une telle assertion pour les fondements de notre économie. Peu de place est laissée à un discours qui lie transition et critique *radicale* du système économique en place. Or, ce dernier est profondément antinomique avec les enjeux *macro* que pose la transition, tels que présentés dans le précédent chapitre.

D'un côté, un problème purement technique et financier, pour régler tant que possible la question de *l'offre* d'énergie. De l'autre côté – puisque l'on sent tout de même bien que cela ne suffira pas complètement –, un souci porté sur la *demande* d'énergie. Et cette question de s'aborder, le plus souvent, comme un problème de *comportements individuels* : la transition devrait s'opérer à travers des modifications à la marge de nos modes de vie. Bien trier ses poubelles, manger un peu moins de viande rouge, voire réduire ses déplacements en avion. Pour ce volet de la transition, il faudrait s'en remettre à des citoyen·ne·s « consom·acteurs » et « consom·actrices », et à des entreprises « responsables », que l'on pourra tantôt sensibiliser, tantôt inciter, à travers des politiques publiques adaptées (voir aussi « Les entreprises colibris ne nous sauveront pas ! », p.42). Si nous en étions à devoir faire des adaptations à la marge, cela serait intéressant – ne pas tout mettre à plat, changer les choses à partir de l'existant –, mais une transition réelle nécessite de vrais

changements de trajectoires, qui ne se contentent pas de gagner quelques petits pourcents par ci ou par là⁴².

Décroître n'est pas qu'une histoire d'adaptation de nos modes de vie *toutes autres choses égales par ailleurs* ! Il s'agit également d'adapter notre *système économique*. Car la manière dont nous organisons la production et l'échange de biens et de services détermine en bonne partie nos modes de vie, et est absolument incompatible avec les enjeux de transition pointés tout au long du premier chapitre de cette étude. Les fondamentaux du système économique contemporain sont des verrous puissants de la transition. En réalité, une économie de la transition invite à remettre en question et le régime capitaliste d'accumulation et la concurrence généralisée instituée par le libre marché.

Faire décroître le PIB, c'est faire décroître les revenus

Avant de rentrer dans le vif du sujet, un petit rappel s'impose. Qu'est-ce que c'est le PIB, en fait ? Pour comprendre ce que veut dire « décroissance », il peut être utile de faire un rapide détour par le champ de la *comptabilité nationale*. Le PIB, c'est la somme de tout ce que l'on produit au sein de nos frontières en une année. Plus précisément, c'est la somme des *valeurs ajoutées* de tous les biens et services produits en Belgique en une année.

Magie de la comptabilité nationale, le produit intérieur brut (PIB) est strictement équivalent au revenu intérieur brut (RIB), à savoir la somme de tous les revenus perçus en une année. Ces revenus sont de trois types : revenus du travail, revenus du capital, revenus de l'État.

Une économie qui croît, c'est une économie où l'on peut potentiellement satisfaire tout le monde. On produit chaque année plus de valeur ajoutée, et les fruits de cette croissance peuvent être répartis entre capital et travail. Les investisseur·*· y gagnent,

les travailleur·euse·s y gagnent. Ce compromis fut à la base du contrat social des Trentes Glorieuses, cette période d'après-guerre marquée par une forte croissance économique. Quand le gâteau grossit, on peut donner un peu à chacun.

Les Trentes Glorieuses (quel terme, avec le recul !) sont cependant bien loin, et la croissance du PIB s'est largement réduite.

Plus on s'approche d'une économie à croissance nulle, plus on vit dans un jeu économique à somme nulle. Ce qui est donné à l'un·e est forcément pris à l'autre. Alors que les revenus du capital se portent bien, les revenus du travail ont progressivement été mis sous pression : chômage, travailleurs précaires, etc.

Cette pression sur les revenus du travail engendre des déclassements en tous genres qui ne sont pas sans lien avec toutes sortes de phénomènes sociaux observés ces dernières années. Des frondes sociales diverses à la montée en puissance de l'extrême droite un peu partout dans le monde. Les déterminants énergétiques des phénomènes sociaux sont rarement identifiés, les causes proches étant privilégiées. Ils n'en sont pas moins bien réels, même s'ils se combinent avec d'autres causes telles que la concurrence généralisée des travailleur·euse·s induite par une mondialisation toujours plus accrue de la production marchande.

Les tensions que génèrent des économies à croissance proche de zéro risquent bien de s'aggraver. Car dans une économie qui décroît, on n'est plus dans un jeu à somme nulle mais bien dans un jeu à somme négative. Le gâteau rapetissait. Et, à avidité du capital inchangée, la pression sur les revenus du travail risque bien de grandir encore.

* Il est des termes pour lesquels appliquer une écriture inclusive peut piquer les yeux. Et pas pour des raisons graphiques de « lisibilité » ! Il serait dommage que ce qui doit servir à sortir du régime *d'invisibilisation* des femmes serve *in fine* à les assimiler à des groupes critiquables au sein desquels elles ne représentent qu'une proportion très minoritaire, et à ainsi *invisibiliser* une asymétrie dans les *responsabilités* consubstantielle des rapports de domination qui structurent la société. Ce problème nous est apparu à la relecture de ce chapitre. Aussi, avons-nous décidé d'y appliquer une écriture inclusive à géométrie variable.



Alors qu'une frange de plus en plus grande de la population entre dans la précarité – ou sous sa menace –, on cherche des coupables. Certain-e-s pointent les étranger-e-s, d'autres les bénéficiaires d'allocations sociales. D'autres – et c'est bien mieux venu – pointent du doigt les bénéficières plantureux des actionnaires. Car les revenus du capital, c'est autant de revenu qui n'est pas distribué aux travailleuses et travailleurs. Les bénéfices des entreprises peuvent servir à financer de l'investissement. Mais, aujourd'hui, les investissements se tarissent et les bénéfices des entreprises servent prioritairement l'appétit du capital sous forme de dividendes et de plus-values.



Quand les questions de transition se braquent sur un volet financier, une question récurrente devient : qui va payer la transition ? Quand on a un minimum de souci d'équité, la réponse suggérée est forcément la suivante : pour financer la transition, allons chercher l'argent là où il est. Justice environnementale et justice sociale doivent être les deux faces d'une même pièce. Ce n'est pas aux pauvres et aux classes moyennes de payer la facture, commençons plutôt par lutter efficacement contre la fraude fiscale et recommençons à imposer les richesses à un niveau décent. Le problème de cette manière d'aborder les enjeux économiques de la transition, c'est qu'elle peut laisser entendre que la transition est, *in fine*, une simple question de portefeuille à ouvrir. En réalité, même le pouvoir d'achat des moins aisé-e-s d'entre nous n'est absolument pas soutenable dans une société sobre en énergie. Le niveau de réduction de la production que l'on doit atteindre est tel que l'on devrait tous s'appauvrir considérablement en termes de pouvoir d'achat (ce qui ne veut pas forcément dire que nous sommes *condamné-e-s* à vivre moins heureux-euses). Pourtant, oui, la justice sociale doit être part intégrante de la transition. Mais la question qu'elle entraîne est de savoir quel niveau d'inégalités on veut accepter – ou ne pas accepter – dans le contexte de notre appauvrissement général. La pauvreté est quelque chose de relatif. Je suis pauvre parce que j'ai moins que mon voisin. Si l'on a tou-te-s moins de pouvoir d'achat mais qu'il y a, en même temps, moins de disparité entre les pouvoirs d'achat des

un-e-s et des autres, la pauvreté relative baisse. L'égalité dans la sobriété est sans doute le meilleur moyen que cette dernière soit « heureuse ».

Opérer une répartition socialement plus juste de la valeur ajoutée est sans aucun doute une première étape à activer. Mais se posent deux difficultés. Premièrement, ce n'est pas simple. Deuxièmement, ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas simple, car un premier grand verrou économique se pose d'emblée : celui de la propriété de l'entreprise. La plupart du temps, l'entreprise est la propriété non pas de celles et ceux qui y travaillent ou de celles et ceux qui y achètent, mais bien de ceux et celles qui y investissent. Les propriétaires étant également, en dernière instance, les décisionnaires, on aperçoit assez mal comment s'opérerait *spontanément* un rééquilibrage de la part de valeur ajoutée allouée aux travailleur-euse-s, ou des décisions d'abandonner les politiques d'« optimisation fiscale » amenant toujours plus de grandes entreprises à éluder l'impôt. A fortiori lorsque les revenus du capital, eux aussi, seront de plus en plus sous pression. Ce constat n'est pas nouveau. Il est cependant plus lourd dans une économie qui décroît, et où une part moins grande de la valeur ajoutée ne signifie pas une moindre hausse des revenus, mais une plus grande perte de revenus. D'autre part, une plus juste répartition de la valeur ajoutée envers les revenus du travail ne suffira pas à faire passer l'orage sans trop de conséquences sur le plus grand nombre. La baisse de la production requise pour une transition sérieuse est telle que les revenus du travail devront, eux aussi, inévitablement baisser. Cela signifie, très concrètement – et en stricte opposition à toutes les promesses électorales observées partout dans le monde –, faire baisser le pouvoir d'achat. Si les inégalités de revenus nécessitent d'être pointées du doigt et drastiquement réduites, c'est avant tout parce que l'inégalité est encore plus injuste dans un monde où, globalement, les revenus baissent.

Les discours qui affirment que taxer le top 1% qui se gave permettrait de continuer à faire tourner nos politiques sociales et à préserver le pouvoir d'achat de tou-te-s les autres, est trompeur.

La question qui se pose est plutôt la suivante : dans un contexte de baisse générale des revenus, comment s'applique-t-on à ce que celles et ceux qui ont le plus perdent le plus et que celles et ceux qui ont le moins perdent le moins ?

L'économie de marché bloque les initiatives de transition post-pétrole

« Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés (...) Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en développement. » Gary Becker, « Prix Nobel » d'économie, 1993.

Notre système économique repose sur la croyance que la mise en concurrence à travers le libre marché garantit l'efficacité économique. Dans ce régime de concurrence généralisée, les initiatives de production économique *bas carbone* sont intenables. Car elles sont mises en concurrence avec la production à coup de ressources fossiles. Or, on ne fait pas concurrence avec le pétrole !

Passer à une société bas carbone ne s'improvise pas. Il s'agit de se réapproprier toute une série de savoirs, en développant des expérimentations d'activités économiques sobres en énergie appelées ensuite à se généraliser (assez vite si nous prenons la mesure de l'urgence du problème). Tant qu'elles sont mises en concurrence avec des activités économiques similaires qui, elles, tournent aux fossiles, ces expérimentations post-pétrole sont bloquées.

Prenons le cas emblématique du système alimentaire industriel. Aujourd'hui, celui-ci carbure aux énergies fossiles. Du carburant nécessaire pour faire tourner les machines agricoles au gaz naturel nécessaire pour produire les fertilisants. Du carburant nécessaire pour faire avancer les camions qui acheminent les marchandises vers des centres de transformation puis vers des centres de distribution, au carburant nécessaire pour faire rouler les voitures des consommateurs-riche-s jusqu'aux hypermarchés, en passant par le pétrole nécessaire à nos beaux emballages en

plastique et celui nécessaire, ensuite, au transport, au recyclage et à l'incinération des déchets.

Si l'on croit à tout ce que nous avons dit ici, il semble logique de faire du développement d'une agriculture sobre en énergie une priorité stratégique. Croissance ou non, nous aurons toujours besoin de manger. Si nous voulons développer un système de production résilient, nous devons nous réapproprier une série de savoirs paysans. S'inspirer de techniques agricoles paysannes développées à des époques où l'on ne pouvait pas s'appuyer sur les ressources fossiles pour faciliter la production, en développer de nouvelles qui s'appuient un maximum sur des basses technologies innovantes, tout en concentrant le peu d'énergie non humaine consommée là où elle est la plus utile pour éviter de s'épuiser à la tâche (faucher un champ à la force de ses bras n'est, par exemple, pas spécialement amusant). Des initiatives de ce genre émergent. La dure réalité économique que connaissent ceux et celles qui les portent est là pour rappeler que faire concurrence au pétrole est un défi compliqué. La pomme de terre plantée et récoltée sans machine motorisée aura beau ne pas faire trois fois le tour de la planète avant d'être vendue ou éviter les coûts absurdes d'emballage, elle restera non concurrentielle tant que l'on pourra s'offrir l'équivalent de plusieurs centaines de jours de travail humain pour trois fois rien à la pompe.

Ce qui est dit pour le système alimentaire peut-être dit pour toutes sortes d'autres secteurs stratégiques (logement, santé, habillement, etc.), qui connaissent nettement moins d'expérimentation de désindustrialisation. Sans doute car la concurrence avec les ressources fossiles y serait encore plus inéquitable. Il y existe donc peu de réappropriation de savoirs artisanaux cruciaux à l'émergence d'une économie résiliente.

La mise en concurrence généralisée pousse à l'industrialisation. Pétrole et économies d'échelle sont deux réalités qui vont bien ensemble. Tout chemin vers une économie rendue résiliente devrait pousser en sens contraire, vers la relocalisation et la désindustrialisation de la production. Il s'agit de poser des choix : quelles productions nécessitent réellement d'être maintenues ? (voir aussi « Les entreprises colibris ne nous sauveront pas ! », p.42). Parmi celles-ci, lesquelles nécessitent de préserver une certaine forme d'industrie, lesquelles peuvent être assurées avec une mécanisation plus légère ? (voir aussi « Repenser notre rapport à la technologie : les low techs », p.21). Et à quelle échelle organise-t-on quel type de production ? La question de la démécanisation mérite en effet la nuance : des petites unités de production ciblées qui nécessitent quelques machines énergivores, et des filières ultra-mondialisées pour la production de tonnes de choses inutiles, ce n'est pas à mettre dans le même panier ! Mais la possibilité même de se poser de telles questions restera une chimère tant que nous serons dans un régime de marché mondialisé qui carbure aux énergies fossiles.

L'enjeu est en réalité bien connu. C'est celui de la « compétitivité ». Ce n'est pas que les initiatives économiques de transition ambitieuses ne soient pas intéressantes... c'est plutôt qu'elles ne sont pas compétitives. Et, dans ce contexte, leur développement est tout simplement verrouillé. On sait fort bien ce qu'est le dumping social, ou le dumping environnemental : lorsque l'on est mis en concurrence avec des entreprises agissant dans des pays qui ont une législation sociale ou environnementale

plus « souple », on a beau avoir beaucoup de bonne volonté, on ne fera pas le poids. À ce titre, toute règle qui favorise le commerce international est un verrou pour une communauté politique qui souhaiterait s'émanciper de la pression du marché. Dans les arguments pour s'opposer aux vastes accords bilatéraux de libre-échange négociés par l'Union européenne (TAFTA, CETA, accord avec le MERCOSUR...), la dimension écologique n'est pas oubliée. Le plus souvent, pour rappeler que transporter des marchandises sur des milliers de kilomètres est un non-sens écologique. Le verrou du libre marché nous fait voir que le problème de ce type d'accords ne tient pas seulement au fuel consommé par les bateaux, camions ou avions qui acheminent les marchandises... il tient aussi et surtout au fait qu'il renforce la mise en concurrence et, par-là, le verrou de marché à la transition. Quand il s'agit d'étendre le périmètre du libre marché, les contestations pointent souvent le danger de concurrence déloyale issue du fait de normes écologiques moins contraignantes ailleurs. Et c'est bienvenu. C'est vrai, l'harmonisation des normes nécessaire à ce type d'accords aboutit le plus souvent à un *nivellement par le bas* des standards écologiques de production. Mais, au-delà des normes *telles qu'elles sont aujourd'hui*, la question des normes *telles qu'on les voudra demain* devrait tout autant nous occuper. Car toute harmonisation des normes de production – même si elle se fait par le *haut*, en prenant les normes les plus « poussées » de chaque côté – annonce une perte relative de souveraineté politique. Lorsque l'on se rendra compte que nos normes à nous, prétendument contraignantes, sont loin d'être suffisantes, les structures d'échange international dans lesquelles nous serons pris-e-s pourront alors agir comme un puissant verrou supplémentaire à faire sauter. Ces accords organisent une dilution du pouvoir d'action politique. La facette la plus visible de ceci réside bien entendu dans les possibilités octroyées par ce genre d'accords à des s d'attaquer un État qui prendrait, ultérieurement, des normes qui menacent le rendement de leur investissement. Ces dispositions actent la domination des intérêts financiers privés sur l'intérêt public, et favorisent l'inertie institutionnelle.

Ce n'est pas que les initiatives économiques de transition ambitieuses ne soient pas intéressantes... c'est plutôt qu'elles ne sont pas « compétitives ». Dans le contexte du « tout au marché », leur développement est tout simplement verrouillé.

Ce qui est dit pour les accords internationaux de libre échange peut bien entendu être appliqué au sein même de l'Union européenne. Un pays qui souhaiterait favoriser l'émergence d'une activité économique radicalement *bas carbone* serait immédiatement rattrapé par la perte de compétitivité face aux 26 autres pays de l'Union. Les défis que pose la transition nous mettent en réalité devant une problématique déjà pointée par l'économiste et historien Karl Polanyi dans les années d'après-guerre : l'idée de séparer l'économie du politique est une mauvaise idée. Un libre marché ne devrait exister que dans le cadre d'une communauté politique bien établie, qui discute des normes qu'elle s'applique. La construction européenne a organisé un grand marché économique sans communauté politique. À l'époque, elle avait de plus ou moins bonnes raisons de le faire (créer des interdépendances pour éviter de retomber dans les conflits armés). Entre temps, la communauté politique n'est jamais survenue et – aidé par le tournant néolibéral des années 1980 – le libre marché est devenu un dogme qu'il convenait d'élargir tous azimuts. Ce qui est dit pour l'Union européenne peut malheureusement être étendu au sein-même d'une économie nationale, où les initiatives économiques de transition non compétitives seraient aujourd'hui tout autant susceptibles de se heurter à la concurrence d'entreprises nationales qui carburent aux énergies fossiles. La vraie question qui devrait dès lors se poser aujourd'hui n'est pas de savoir s'il faut ou non réinjecter du protectionnisme, mais bien de s'interroger sur l'échelle des territoires à protéger. Celle des échelons politiques auxquels il est possible de prendre des décisions fortes pour organiser une économie de la résilience. Cela suppose une communauté politique forte, partageant un référentiel commun des enjeux. C'est à cet échelon-là qu'il faudrait alors poser des barrières à la concurrence, si l'on veut éviter que les tentatives mises en place meurent sous la pression du marché. S'il faut transitionner vers une économie de la résilience, a-t-on d'autres choix que de viser à développer des communautés

La question qui devrait se poser aujourd'hui n'est pas de savoir s'il faut ou non réinjecter du protectionnisme, mais bien de s'interroger sur l'échelle des territoires à protéger.

économiques partageant un référentiel commun suffisamment puissant pour ne pas être tentées par les sirènes du choix de consommation bon marché que nous offrent les canaux commerciaux industriels mondialisés et déshumanisés ?

Dans son ouvrage le plus célèbre, *La Grande Transformation*, Karl Polanyi explique que, lorsque la logique de marché se met à prendre tant de place qu'elle régit l'essentiel des relations humaines, il convient de parler de « société de marché ». Il démontre comment l'affirmation d'une société de marché – profondément liée à l'économie industrielle qui a pris son essor au 19^{ème} siècle et repose sur l'essor des ressources fossiles – a engendré le fascisme des années 1930. Le lien entre le tout au marché et le fascisme, donc. En période de crise, les discours et les actes politiques nauséabonds trouvent un terreau fertile dans une société qui a atomisé des individus opprimés par les rouages de la logique de marché. Or, cette société de marché, nous en accentuons les traits un peu plus chaque jour, alors même que l'économie est appelée à être mise de plus en plus sous tension. La foi inébranlable dans l'efficacité économique des marchés – et les institutions de marché qui vont avec – est donc doublement néfaste. Premièrement, elle verrouille l'émergence d'une économie de la transition, elle verrouille la possibilité d'une transition choisie vers une économie décarbonée et résiliente. Deuxièmement, elle prépare le terrain aux autoritarismes et à l'accentuation des régimes de domination de tout poil dans le contexte d'une décroissance *subie*.

LES ENTREPRISES COLIBRIS NE NOUS SAUVERONT PAS !

Si l'on veut d'une économie soutenable, ne faudrait-il pas avant toute chose responsabiliser les entreprises ? Les limites de la « consom'action » sont de plus en plus évidentes : impossible pour les consommateurs et consommatrices d'être parfaitement au courant de l'entièreté de la chaîne de production de tout ce qu'ils et elles consomment. Alors, les changements économiques ne doivent-ils pas aussi, et avant tout, passer par un changement des modes de production ?

Les grandes multinationales sont sur la balle. Selon une tactique bien connue des industries de tous genres quand une réalité les menace : lorsque le problème ne peut plus être nié, faire mine que l'on va le régler soi-même. McDonald's remplace les pailles en plastique par des pailles en carton, Carrefour propose des sacs à pains entièrement biodégradables, Coca-Cola envahit les abribus de son nouveau slogan : « N'achète pas Coca-Cola si tu ne nous aides pas à recycler », Décathlon commercialise des t-shirts à partir de coton recyclé... Le tout à grands coups de campagnes de communication. « À chacun•e de faire sa part ! ». La fable du colibri a gagné les cœurs. En régime d'hégémonie culturelle libérale, elle est en terreau fertile. « Il n'y a pas de petite action, si elle va dans le bon sens ». Ce discours consacré travaille les représentations collectives – tout autant qu'il en est issu – et fait le ciment des élans de sympathie malvenus pour ce que nous pourrions appeler « colibrisme d'entreprise ».

Encore que les entreprises en question n'aimeraient probablement pas que nous les qualifiions de colibris, ou que les mesures qu'elles prennent soient qualifiées de « petites actions ». Car les entreprises-colibris aiment à se faire passer pour des entreprises-pélicans. À coup de rapports de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), où l'on nous sert de « l'impact » à tous les coins de page. Et ça marche. Faites l'exercice, lisez un rapport RSE bien agencé. Il faut être sérieusement vacciné•e contre les illusions d'optique en tout genre pour ne pas tomber dans le panneau et se dire que, effectivement, ça va « dans le bon sens ». Et, ainsi, celles qui devraient être considérées comme une partie du problème arrivent à se faire considérer comme des participantes actives aux « solutions ». La participation à l'effort collectif d'une transition écologique, la majorité des entreprises – grosses ou petites – y sont sensibles. Mais de quel effort collectif parle-t-on au juste ? Celui qui consiste à repeindre la façade en vert, ou celui qui consiste à s'attaquer aux fondations du bâtiment ?



Les limites de la « pensée colibri » - à propos desquelles nous avons déjà eu l'occasion d'écrire⁵⁵ - sont extrapolables à sa version entrepreneuriale : les petites actions individuelles sont futiles lorsqu'elles ne sont pas coordonnées, qu'elles ne s'inscrivent pas dans une vision politique articulée. Qu'elles soient issues de bonnes intentions ou de mauvaises, les modifications à la marge adoptées par les entreprises ne règlent pas le problème.

Bien entendu, il ne faut pas être une multinationale pour se faire colibri. Combien de petites entreprises, combien d'associations n'essaient-elles pas aussi de « faire leur part » en modifiant quelques petits gestes du quotidien au sein de leurs structures ? Montrer ce qu'on fait concrètement au jour le jour pour le climat est devenu un réflexe logique. Ne doutons pas que la majorité est animée par des intentions nobles et sincères. Mais en entretenant un rapport de surface à la transition - c'est-à-dire sans lecture politique des enjeux que pose la transition à la société -, ne participons-nous pas à faire tourner la roue tout en se disant que le problème est pris en charge ? Au risque que « ce qui va dans le bon sens » s'avère contre-productif ? Comment pouvons-nous, en tant qu'entreprises et associations, avoir une lecture politique de nos engagements dans la transition ?

Mettre en marche une économie de la transition dépasse largement le champ d'action des entreprises installées. Compter sur les suppléments d'âme cédés par ces dernières, c'est dépolitiser la question. Or, penser une économie de la transition est une affaire hautement politique. Les réformes à la marge des pratiques de production actuelles ne suffiront jamais. Et ces réformes resteront d'autant plus insignifiantes si nous acceptons que les plus grosses entreprises s'autosaisissent du problème et continuent à imposer leur agenda. C'est-à-dire si nous acceptons de nous laisser déposséder des choix d'orientation économiques radicaux à mettre en place. Commençons donc par interroger les modes de production de manière beaucoup plus accrue. Ce qui ne se fera pas sur base volontaire. Plutôt qu'accepter naïvement les auto-régulations de tout poil, relégitimons l'action politique forte et mettons une fois pour toutes le vocable « écologie punitive » à ce qui devrait être sa place : la poubelle. Au-delà, interrogeons-nous sur la pertinence de la production tout court. Comment s'élever contre la logique qui veut que toute activité économique est bonne à prendre si, au bureau, chacun·e veille à bien jeter le papier dans la bonne poubelle ? N'est-il pas largement l'heure de s'interroger sur le sens même de nos activités économiques avant de s'interroger sur les manières de changer à la marge les processus qui encadrent des productions qui n'ont, parfois, aucune place dans un monde post-carbone ? Avant de se demander « comment », se demander « pourquoi ». C'est-à-dire mettre au cœur de nos préoccupations la finalité de l'entreprise.

Une économie capitaliste n'est pas faite pour décroître

La manière dont nous organisons l'échange des biens et services – le marché – verrouille la transition. C'est également le cas de la manière dont nous organisons le financement des outils de production – le capitalisme. Le régime capitaliste dans lequel nous vivons repose entièrement sur la croissance économique. Notre système économique est complètement dépendant de la croissance. D'une dépendance qui relève de l'addiction. Se sevrer de la croissance économique sans s'y préparer, c'est courir vers le désastre. Or, on ne se libère pas de l'alpha et de l'omega de notre système économique aussi facilement.

Notre économie tourne à l'endettement. Nous récoltons le capital nécessaire à lancer et à soutenir des activités économiques en empruntant – par emprunts, obligations ou actions – de l'argent à des investisseurs auxquels nous promettons qu'ils repartiront avec plus que ce qu'ils ont apporté. Cette logique d'accumulation est au cœur du capitalisme. L'argent doit avant tout servir à faire plus d'argent. Et cet argent est investi sur base d'arbitrages privés en fonction de ce qu'il est susceptible de répondre à cette promesse d'accumulation, avant de savoir s'il sert à produire des choses utiles. La production de choses utiles ne peut être financée qu'à condition qu'elle soit également susceptible de dégager du profit. Si l'on gage que les activités économiques qui viseraient à anticiper la sobriété énergétique ne sont pas vraiment celles qui mènent le plus naturellement à des rendements positifs (voir section précédente « L'économie de marché bloque les initiatives de transition post-pétrole », p.39), la logique capitaliste d'accumulation aboutit à freiner le financement d'une économie résiliente et pousse au financement de l'économie la plus inadaptée possible aux défis de la sobriété énergétique. C'est selon ce mécanisme que l'économie industrielle permise par le capitalisme – les deux ont partie liée depuis le début du 19^{ème} siècle – nous a menés au saccage écologique et

Tout notre appareil de production ne fonctionne donc aujourd'hui que par la promesse que l'on pourra produire plus demain. Une fois que l'on a compris que cette promesse est intenable, le château de cartes s'effondre.

à la surexploitation des ressources que l'on connaît.

Tout notre appareil de production ne fonctionne donc aujourd'hui que par la promesse que l'on pourra produire plus demain. Une fois que l'on a compris que cette promesse est intenable, le château de cartes s'effondre. Or, si nous voulons éviter le désastre écologique, la sobriété énergétique s'impose. Et, si nous ne voulons pas l'éviter ou que nous tardons (encore un peu plus) à le faire, la sobriété énergétique s'imposera à nous de toute façon. Et, avec elle, la contraction de l'activité économique. Une économie qui décroît, c'est une économie qui garantit aux investisseurs que, en moyenne, ils récupéreront moins d'argent que ce qu'ils ont investi. Dans ce contexte, comment organise-t-on le financement de l'appareil productif ? En particulier, nous devrions craindre la prochaine crise financière. Lors d'une crise financière, la confiance se brise, ce qui bloque le crédit. C'est ainsi qu'une crise financière se transforme en crise économique, car l'économie a besoin que l'argent circule comme un corps a besoin que circule le sang. Le financement de l'économie peut reprendre lorsque la confiance se rétablit. Comme on se rétablit d'une grippe. Si l'on en vient à se rendre compte que les crises à venir ne seront pas des gripes mais les symptômes d'un cancer, on peut observer une paralysie complète de l'économie. Avec les effets d'entraînement que l'on connaît. Une décroissance soudaine et subie sans y être préparés, c'est le risque de chaos social. Or, c'est ce à quoi mène tout droit le capitalisme. Mettre

en place une économie de la transition, c'est *nécessairement* remettre en cause le capitalisme, afin de se donner les moyens d'orienter les investissements vers des secteurs stratégiques – même si non « rentables » – afin d'organiser la résilience de notre économie, c'est-à-dire la préparer à une ère de sobriété énergétique.

Le financement capitaliste des outils de production est un puissant verrou économique de la transition. Comme tout verrou, il ne tombe pas du ciel. Il repose sur des *institutions* concrètes. La dimension institutionnelle de ce verrou peut s'analyser au regard des solutions qui pourraient lui être opposées.

Comment pourrait-on permettre à des projets économiques non rentables – mais utiles pour demain – de se financer ? Telle est donc la question. À moins de penser que ces alternatives peuvent intégralement se financer via des plateformes de financement participatif qui offrent une carte postale aux connaissances qui déposent 10€, il va falloir trouver des leviers de financement plus importants.

Première possibilité : compter sur la bonne volonté des détenteurs de capitaux pour placer de l'argent à perte. C'est-à-dire compter sur la philanthropie. C'est en réalité une tendance déjà partiellement observable. Toutes proportions gardées, bien entendu : les sommes en question restent extrêmement marginales au

Mettre en place une économie de la transition, c'est nécessairement remettre en cause le capitalisme, afin de se donner les moyens d'orienter les investissements vers des secteurs stratégiques – même si non « rentables » – afin d'organiser la résilience de notre économie.

regard des besoins, bien souvent à visée instrumentale, et il serait à ce titre naïf de s'attendre à une redirection philanthropique massive des capitaux. Dans tous les cas, ce genre d'option pose une question bien plus fondamentale : est-ce désirable ? Cette voie marque surtout une dépossession politique⁴³ !

Autre possibilité : compter sur une moralisation des intermédiaires financiers. Des organismes de crédit alternatifs existent. Ceux-ci misent sur le caractère éthique de leurs investissements. Au premier rang desquels les initiatives étiquetées « développement durable ». Récemment, certains de ces acteurs présents en Belgique se sont même regroupés sous une plateforme commune – nommée *Solifin* – afin « *d'intensifier la collaboration entre ces acteurs afin de répondre au mieux aux besoins de financement des entreprises à impact social et/ou environnemental.* »⁴⁴ En Belgique, nous sommes également en train d'observer la naissance d'un nouvel organisme bancaire éthique et solidaire, sous forme de coopérative citoyenne : NewB. Objectif ? Financer des activités « éthiques, transparentes et 100% tournées vers la transition énergétique »⁴⁵. La *licence bancaire* – obtenue par NewB, ce qui ne fut pas une mince affaire ! – est à ce titre un enjeu d'importance : elle donne une autorisation à la « création monétaire », c'est-à-dire qu'elle permet d'accorder des crédits dans une bien plus large mesure que celle des dépôts collectés. Cela permet de décupler les investissements éthiques. S'il faut saluer ces initiatives, qui participent à orienter une part des capitaux vers des investissements plus responsables (ou moins irresponsables, c'est selon), il convient également d'en anticiper les limites. Car une question subsiste : quels types d'investissement dans la transition peut-on réellement financer de la sorte ? Ces banques et fonds d'investissement éthiques restent, eux aussi, pris dans le jeu d'institutions économiques et financières qui en limitent la portée. En particulier, tous vertueux soient-ils, ils n'évoluent pas moins dans un secteur concurrentiel qui les oblige à viser une certaine rentabilité. Sans quoi ils couleraient.

Fonds d'investissement responsables, banques éthiques... S'il faut saluer ces initiatives, il convient également d'en anticiper les limites.

Les verrous de marché pointés plus haut ne manqueront pas d'également s'appliquer à ces investisseurs vertueux. Ne pas investir dans les industries pétrolières ou de l'armement, pour investir dans des projets économiques « responsables ». À condition toutefois que ces derniers assurent, en moyenne, des rendements positifs. Sans doute que, dans le cadre d'une banque coopérative, on se contentera de rendements plus faibles. Mais il faudra tout de même éviter les pertes ! Dans ce cadre, les initiatives de transition sont vouées à être jugées non seulement sur leur potentiel de participation à la création d'une économie résiliente, mais également sur leur capacité à générer, en passant, des bénéfices, même minimes. Cette normalisation par voie de concurrence résulte bien du méta-verrou économique qu'est la loi du marché.

La troisième possibilité est sans doute celle qui vient le plus naturellement à l'esprit : compter sur l'État. L'État pourrait investir dans ces projets non rentables mais qui préparent un tissu économique résilient à la hauteur des enjeux d'une société post-carbone. Mais le peut-il vraiment ? La dernière décennie n'a fait qu'accentuer un retrait de l'État observable depuis le tournant néolibéral des années 1980. À la suite de la crise financière de 2008, nous sommes rentré·e·s dans une période de « crise des dettes souveraines ». Les plus touché·e·s – la Grèce par exemple – ont été sommé·e·s de vendre leurs actifs publics les plus rentables au rabais afin de poursuivre l'interminable quête de l'équilibre budgétaire. Des dettes trop élevées ? Elles ne sont trop élevées que selon une certaine lecture. Cette lecture est héritée de ce qui a été appelé le « consensus de Washington » – une feuille de route libérale à appliquer

aux économies en difficulté : rigueur budgétaire, privatisations, coupes dans les dépenses publiques, ouverture absolue au commerce international, liberté de circulation des capitaux, etc. – incarné par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. La stérilisation financière des États repose sur des institutions concrètes. En Europe, L'Union européenne joue directement le rôle de chien de garde de cet ordre économique. L'Union européenne a gravé dans ses traités – c'est-à-dire dans des règles qu'on ne peut changer à moins d'avoir l'assentiment unanime des tous *les pays membres* – des règles de politique économique : pas question de dépasser 3% de déficit budgétaire ; quant au niveau d'endettement maximum, il doit tendre vers 60% du PIB. Alors que les moyens budgétaires des États sont entamés et limités par des carcans institutionnels, comment la puissance publique pourrait-elle être à la manœuvre d'un vaste plan d'investissement à perte dans des activités économiques qui prépareraient une ère de sobriété énergétique réelle ? Si une légère souplesse peut, parfois, être accordée sur le sacro-saint principe de rigueur budgétaire lorsqu'il s'agit de procéder à des dépenses d'investissement, il doit bien entendu s'agir d'investissements rentables, qui favoriseront la croissance et donc les excédents budgétaires futurs. L'arsenal de règles européennes en matière de coordination et de rigueur budgétaires s'appelle d'ailleurs « Pacte de stabilité et de croissance ». Le programme est clair.

À politique budgétaire cadenassée, reste alors à L'État à faire valoir ses prérogatives monétaires ? Entendre : financer une économie résiliente en imprimant de l'argent (tout simplement). Cela pourrait passer par une *banque nationale d'investissement* spécialement dédiée au financement d'une économie de la transition, d'une économie de la sobriété, et qui pourrait se refinancer directement auprès de la banque centrale. Financer une économie de la transition de la sorte est une option également verrouillée par les institutions en place. Les dogmes monétaristes préconisent de

ne surtout pas laisser les États faire tourner la planche à billets, histoire d'éviter les risques de dérive d'États « irresponsables ». Dès lors, les États empruntent leurs fonds sur les marchés financiers, comme tout le monde. Et ils remboursent avec intérêts, comme tout le monde. Des intérêts très bas pour ceux qui sont dans les clous, des intérêts élevés pour ceux qui souhaiteraient s'en éloigner. Les États européens membres de la « zone euro » ont tous abandonné leur souveraineté monétaire depuis l'institution de la Banque centrale européenne, fin des années 1990. Pas question non plus de parler de souveraineté partagée, puisque la Banque centrale européenne a été instituée comme un organe *indépendant*, qui a pour unique quête le maintien d'une faible inflation et qui ne devrait surtout pas être influencée par des considérations politiques. Sauf, bien entendu, quand il s'agit de sauver le système financier de la banqueroute, comme on a pu le constater ces dernières années.

À défaut de procéder directement aux investissements nécessaires lui-même, l'État pourrait s'en remettre aux intermédiaires privés, tout en *dirigeant* les investissements par un certain nombre de contraintes imposées aux organismes de crédit et aux fonds d'investissement. Ce genre de mesures est inenvisageable dans la situation donnée. Les verrous institutionnels posés par le système économique en place sont intransigeants. Toute mesure politique de contrainte sur la direction que doivent prendre les investissements privés nationaux ne peut s'envisager que dans un cadre institutionnel qui pose une méta-contrainte en la matière : la limitation de la liberté de circulation des capitaux. Imaginez un peu : l'État explique aux investisseurs que toute une série d'investissements rentables ne sont plus accessibles au sein de l'économie nationale et que les capitaux doivent être dirigés vers des activités moins rentables, voire à perte. Mais, en même temps, il autorise ces mêmes investisseurs à investir – sans restriction – dans des pays qui ne s'embarrassent pas de telles contraintes.

Les capitaux fileront à l'étranger, là où les rendements sont plus intéressants.

La mondialisation n'a pas engendré qu'une libéralisation du commerce des biens et services. Elle a également démantelé les limitations à la liberté de circulation des capitaux qui pouvaient exister antérieurement. Au sein de l'Union européenne, la totale libre circulation des capitaux vient compléter la totale libre circulation des marchandises. Un État volontariste qui voudrait orienter les investissements au sein de son économie nationale se verrait contré par la concurrence d'investissements plus rentables à l'étranger.

Toute mesure politique de contrainte sur la direction que doivent prendre les investissements privés nationaux ne peut s'envisager que dans un cadre institutionnel qui pose une méta-contrainte en la matière : la limitation de la liberté de circulation des capitaux.

UNE HISTOIRE DE CHAUSSETTES

**Tout ce charabia économique n'est pas très clair ?
Prenons un exemple très simple.**

Jeanne et Sarah pensent que l'heure est à la relocalisation de l'économie. Elles aiment toutes les deux avoir les pieds au sec et au chaud. Elles estiment que la qualité des chaussettes a fortement baissé ces vingt dernières années, et s'inquiètent de savoir que cet habit simple que tout le monde porte au quotidien soit réalisé par des travailleuses exploitées dans des pays d'Asie. Elles ont ainsi lu qu'une paire de chaussettes sur trois vendue dans le monde vient de la ville chinoise de Datang. Elles trouvent complètement déroutant qu'un objet si simple doive traverser la planète entière pour parvenir à nous. Elles sont inquiètes du manque de résilience de l'industrie de la chaussette. Quoi que nous réserve le futur, nous aurons toujours besoin de chaussettes, se disent-elles. Contrairement à toutes sortes d'autres vêtements, les chaussettes sont des pièces qu'on accumule peu et que l'on trouve peu en deuxième main. Ainsi, elles décident de créer une petite entreprise de confection et de réparation de chaussettes, *Chaud les pattes*. Le but est de fabriquer localement de bonnes chaussettes en laine du pays. Choquées par le fait que les chaussettes soient devenues un objet jetable, elles prévoient aussi un service de réparation, pour reprendre les chaussettes usées. Une pratique tombée dans l'oubli, mais elles se souviennent avoir vu leurs grands-mères s'y prêter. Au-delà de l'aspect local de leur activité, elles souhaitent se réapproprier les techniques de la fabrication artisanale de chaussettes, et veulent ainsi recourir aussi peu que possible à la mécanisation.

Au cours de leur périple, Jeanne et Sarah vont déchanter, à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, la recherche de fonds. L'activité envisagée ne demande pas des capitaux très conséquents. Mais, tout de même, nos deux entrepreneuses doivent récolter 20.000€ pour se lancer, pour acheter les quelques machines nécessaires, financer les premiers loyers de leur atelier et constituer des stocks de laine. Elles se rendent à la banque, qui leur rit au nez et les congédie. Convaincues de leur approche, elles vont trouver un organisme de crédit spécialisé dans

le financement d'activités de transition. Celui-ci leur montre la porte nettement plus gentiment, en leur conseillant de revoir leur *business model*. Mais, finalement, à force de persévérance, l'entreprise voit le jour. Elle aura du compter à hauteur de 5.000€ sur l'engagement des réserves financières personnelles des entrepreneuses, et de 5.000€ sur des proches généreux, qui ont libéré des fonds, via une plateforme de financement participatif, en échange de la promesse d'une bonne paire de chaussettes le temps venu. Les 10.000€ restant, nos entrepreneuses les ont trouvés auprès de la puissance publique. Coup de chance, elles sont tombées sur un directeur de cabinet sensible aux enjeux d'une relocalisation de la production et collectionneur de bas en tout genre.

Le deuxième problème rencontré, ce sont les sources d'approvisionnement. Jeanne et Sarah l'avaient anticipé, mais elles ne pensaient pas que ce serait si compliqué : grande difficulté à s'approvisionner en laine locale, *a fortiori* en laine appropriée pour la confection de chaussettes, difficulté à trouver les vieilles machines nécessaires (il a fallu arpenter les brocantes pour trouver de vieux métiers à tisser) et difficulté à les réparer (personne ne fait ça, il a fallu apprendre), etc. Nos entrepreneuses réalisent que la question n'est pas seulement l'art retrouvé de la chaussette, mais bien toute la filière de la production textile, qui est industrialisée et mondialisée. Les entreprises du secteur encore présentes par chez nous sont le plus souvent ultra-spécialisées et, surtout, ultra-industrialisées. À force d'abnégation, les jeunes entrepreneuses réussissent tout de même à lancer la machine et à sortir leurs premières paires de chaussettes locales et artisanales.

Ce ne fut que pour mieux déchanter. La paire de chaussettes ainsi confectionnée doit se vendre 40€ pour qu'elles puissent rentrer dans leurs frais et se dégager un salaire un minimum décent. Elles pensent pouvoir descendre à 30€ une fois qu'elles se seront fait la main, mais pas plus bas. Une fois les paires promises à leurs financeurs écoulées, il n'y a plus grand monde pour acheter ces biens de qualité. Quant au service de réparation, il ne décolle pas. Rares sont celles et ceux qui semblent prêt·e·s à payer 5 ou 10€ pour faire reprendre de bonnes chaussettes. C'est que, toute de qualité soit leur production, la concurrence est intenable. Chez H&M, le lot de 5 paires se vend pour seulement 10€, soit vingt fois moins cher. Ce n'est pas la même qualité, certes, mais le différentiel de prix semble trop grand pour que les consommateurs et consommatrices franchissent le pas. Jeanne et Sarah râlent sur la société qui accepte de faire reposer sa consommation sur l'exploitation humaine à l'autre bout de la planète. Mais elles râlent aussi sur l'énergie pas chère. L'industrie textile est l'une des plus polluantes au monde, mais tout le monde semble s'en foutre.

Elles râlent sur le gaz naturel nécessaire à produire les engrais qui font pousser le coton, sur le pétrole qui fait avancer les tracteurs qui le récoltent, sur le fuel qui fait avancer les cargos qui inondent l'Europe de textile à bas prix... Elles pensaient qu'un marché de niche de la chaussette éthique et de qualité existait. Elles ne s'étaient pas trompées, mais durent constater que ladite chaussette éthique est bien bio, mais moyennement locale puisque produite au Portugal, à plus de 2000 kilomètres, et, surtout, ne remet pas vraiment en cause la chaîne de production industrielle. Même sur le marché des chaussettes éthiques, il est très compliqué de se faire sa place sans déroger à ses principes.

Comme elles croient dur comme fer au sens de leur projet, Jeanne et Sarah s'accrochent. Elles revoient à la baisse leur rythme de vie déjà fort sobre, et se paient des salaires minuscules. Des connaissances à elles constatent leurs difficultés et tentent de les aider. L'implication bénévole de celles-ci s'avère vitale pour survivre, le temps de trouver un meilleur équilibre. Le coup de grâce viendra de l'administration. Les coups de main sont vus comme de la « concurrence déloyale », contraires au principe de concurrence libre et non faussée auquel doit se soumettre toute entreprise européenne. On les invite à cesser cette pratique, sans quoi les sanctions tomberont. La goutte fait déborder le vase. Nos deux entrepreneuses mettent fin à l'aventure.

Quand, des mois plus tard, Mehdi et Jean-Claude, deux autres passionnés de chaussettes qui pensent se lancer dans une aventure de la sorte, viennent trouver Jeanne et Sarah pour leur demander conseil, ces dernières leur conseillent de ne pas se lancer, à moins que ce soit pour en faire un hobby ou, au mieux, une activité complémentaire. Ils essaient tout de même de frapper à la porte du ministre qui avait soutenu l'initiative à l'époque. Mais, même son de cloche : « on a testé, on a vu que ce n'était pas possible ». La reprise en main du savoir artisanal de la confection de bonnes chaussettes bien chaudes pour l'hiver attendra bien encore un peu.



Faire de L'UE le leader mondial de la transition : vraiment ?!

La chanson sonne comme une comptine aux oreilles. L'Union européenne aurait vocation à se muer en *leader* mondial de la transition énergétique. Il faudrait être naïf pour miser sur les États-Unis pour endosser ce rôle, alors que, dès 1997, ils refusaient de ratifier le protocole de Kyoto et qu'ils ont annoncé se retirer de l'accord international sur le climat adopté à la suite de la COP21, en 2017, à peine plus d'un an après son entrée en vigueur. Il ne faudrait pas plus compter sur la Chine, qui – malgré l'image de championne émergente de la transition qu'elle véhicule parfois – continue à grande vitesse le développement de centrales électriques au charbon⁴⁶. Non, l'Europe doit endosser ce rôle, et toute l'expertise qui va avec. Mais compter sur l'UE pour mener une politique de transition, est-ce bien lucide ?

La nouvelle Commission européenne le promet, en tout cas : la priorité de la législation sera à l'écologie. Dès sa nomination, Ursula von der Leyen, nouvelle présidente de la Commission, l'a affirmé : elle veut un « Green New Deal » pour l'Europe. Mais, comme le soulignent une série de mandataires européens de gauche : « *Pour être à la hauteur de la situation écologique, sociale et politique européenne, des mobilisations citoyennes et de la jeunesse qui nous enjoignent d'agir, ce Green New Deal ne peut constituer à notre sens un énième vague plan qui se contente de propos incantatoires.* »⁴⁷ Des propos incantatoires, c'est bien le danger. Les dirigeants européens – comme de partout ailleurs – manient depuis bien longtemps l'art des appels sans suites et des déclarations d'intention, en matière de politique de transition.

Pourtant, ce qui fait aujourd'hui le ciment de l'Union européenne nous ramène systématiquement aux verrous économiques pointés tout au long de ce chapitre. La déclaration d'intention sur le climat et la transition est belle, mais on voit mal comment elle peut devenir effective alors que, par ailleurs, une modification des règles

Tout ce qui fait aujourd'hui le ciment de l'Union européenne nous ramène systématiquement aux verrous économiques pointés ici. La déclaration d'intention sur le climat et la transition est belle, mais on voit mal comment elle peut devenir effective.

de fonctionnement économique au sein de l'UE n'est pas dans les papiers de la Commission, que du contraire. Convaincue que le marché est la solution à tout, l'Union européenne étouffe toute possibilité que les pouvoirs publics prennent le relais pour lancer les chantiers nécessaires.

La limitation des déficits des États membres à 3%, c'est l'Union européenne. La limitation des capacités d'endettement des États membres, c'est l'Union européenne. Le libre marché généralisé et indiscutable, c'est l'Union européenne. Son extension via la négociation de traités de libre-échange avec les autres régions du monde, c'est l'Union européenne. La liberté de circulation des capitaux, c'est l'Union européenne. L'indépendance de la Banque centrale, c'est l'Union européenne (plus exactement la Zone Euro).

La transition énergétique proposée par l'Europe est une transition qui n'a pas à remettre ces principes cardinaux en question. Équation impossible ? Pas si, derrière « transition écologique », on veut dire « croissance verte » (voir aussi « C'est quoi cette fameuse croissance verte ? », p28). Comme le résume Simon Kuper dans une chronique publiée dans le Financial Times : « *Voilà l'histoire sur le climat que nous, les gens de gauche, nous racontons à nous-mêmes. Une fois que nous serons débarrassés des politiciens dinosaures comme Trump, nous nous attaquerons au lobby des carburants fossiles et des entreprises cupides et voterons un «green new deal» [une nouvelle relance économique verte].*

Elle financera des industries propres en croissance rapide: solaire, éolien, véhicules électriques, vêtements durables.

Cela sera gagnant-gagnant: nous allons verdir nos sociétés et continuer à consommer. Cette histoire est appelée la croissance verte. »⁴⁸ Le problème n'est pas l'apanage des libéraux réactionnaires ou climatosceptiques... On ne s'en sortira pas, non plus, avec les libéraux souriants, même s'ils s'auto-attribuent des étiquettes de « gauche » ou d'« écolo ». Pour une Europe qui planifie une vaste politique anti-fossiles drastiquement contraignante – autrement que par la délocalisation de ses activités polluantes (voir « Mais nos émissions baissent, pourtant ?! », p.17) –, et organise une décroissance économique à un niveau continental, il faudra repasser !

En attendant, tout État membre qui souhaiterait développer ce genre de programme à son échelle se verra bloqué par les carcans européens. Pas question de contrevenir aux règles budgétaires

européennes ! Pas question non plus de contrevenir de quelque manière que ce soit à la liberté de circulation des biens et services ou à celle des capitaux. Ces principes sont l'ADN même de l'Union, avec la liberté de circulation des personnes. Plus qu'un attachement historique, les instances européennes croient dur comme fer aux garanties d'efficacité économique prodiguées par une libre circulation des biens, des services et des capitaux. Elle participe activement à sa généralisation internationale, en se faisant le chantre d'accords bilatéraux en la matière. Elle semble bien moins attachée à l'extension de la liberté de circulation des personnes, comme en témoigne sa politique migratoire – et même ses engagements en matière d'asile – qui se resserrent toujours un peu plus, sous la pression des droites nationalistes. Au même moment qu'elle annonçait vouloir un *Green New Deal* pour l'Europe, Ursula Von der Leyen annonçait que l'on rebaptiserait le portefeuille du commissaire à la migration

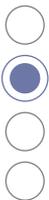
en commissaire à la « protection de notre mode de vie européen ».

La remise en question de la construction européenne a mauvaise presse. Toute critique suffisamment virulente – qui irait jusqu'à questionner le bienfondé d'une appartenance à l'Union – mène à se voir affublé du qualificatif d'*eurosceptique*. Et, de là, tout le lexique du nationalisme et du repli sur soi. Le problème ne serait pas l'Europe en tant que telle, mais ce qu'on en fait. Les règles européennes ne sont pas bonnes ? Il faudra en changer. « S'il faut faire quelque chose, c'est transformer l'Europe ». « Le problème n'est pas l'Union européenne, mais la majorité néolibérale qui la gouverne ». Néanmoins, les différents méta-verrous institutionnels européens pour une

économie de la transition ne se modifient pas à la majorité simple. Ils sont tous – sans exception – part intégrante des traités européens. C'est-à-dire qu'agir sur eux suppose d'obtenir l'unanimité au sein

des États membres. En absence d'espace de délibération démocratique à l'échelon européen, on voit mal comment les astres pourraient s'aligner et pondre des majorités écologistes radicales dans tous les pays en même temps. En attendant, les clés sont dans les mains de technocrates et autres responsables politiques coopté-e-s complètement soumis-e-s aux dogmes du marché. Comment l'écologie politique peut-elle éviter de tomber dans les mêmes travers que ce qu'a connu la social-démocratie, dont la ligne politique a été et reste « transformer l'Europe de l'intérieur pour faire advenir l'Europe sociale ». On l'attend toujours, l'Europe sociale⁴⁹. Pour éviter de se faire assimiler à l'euroscepticisme de droite – qui, pour le coup, est bien souvent un repli sur soi aux relents nauséabonds –, la gauche s'est censurée des critiques existentielles qu'elle aurait dû adresser à l'Europe depuis longtemps. Combien de temps attendrons-nous béatement « l'Europe écologique » ?

Comment l'écologie politique peut-elle éviter de tomber dans les mêmes travers que ce qu'a connu la social-démocratie ? Combien de temps attendrons-nous béatement « l'Europe écologique » ?



NE LAISSONS PAS LES ÉCONOMISTES PARLER DE CLIMAT !⁵⁶

Convaincu·e·s de la pureté de leurs méthodologies, certain·e·s économistes néoclassiques ont pris pour habitude d'appliquer leurs méthodes de recherche à d'autres champs d'études que l'économie, s'ingérant ainsi dans des disciplines qui ne leur ont pourtant rien demandé. On peut parler de vampirisation. L'environnement et le climat ne font malheureusement pas exception. En 2018, le mal nommé Prix Nobel d'économie⁵⁷ fut carrément délivré à un chercheur, William Nordhaus, s'étant évertué à « intégrer le changement climatique dans l'analyse des tendances macroéconomiques de long terme »⁵⁸.

Tenez-vous bien, les résultats détonnent. William Nordhaus nous explique que le réchauffement climatique « optimal » pour l'économie mondiale est un climat qui se stabilise à +4°C par rapport à l'ère préindustrielle. Oui, +4°C ! Comment donc cet économiste arrive-t-il à ce résultat alors que, par ailleurs, tout le monde s'égosille à répéter qu'il ne faut surtout pas dépasser +1,5°C si l'on veut garder une chance de ne pas perdre tout contrôle de la situation ? Par une bonne vieille analyse coût-bénéfice, pardi ! Comment n'y avions-nous pas pensé plus tôt ? Mais encore faut-il être en mesure d'évaluer les coûts et les bénéfices... N'est-ce pas compliqué sachant que nous n'avons jamais observé de tel réchauffement et que nous savons que, dépassés certains seuils, le réchauffement climatique entraîne des effets en chaîne très difficile à anticiper correctement ? Pas pour Nordhaus, qui ne s'embarrasse pas de ces détails.

Comment notre économiste estime-t-il les coûts et les bénéfices du changement climatique ? En regardant l'influence de la température moyenne d'une région sur son activité économique. C'est facile : comparez l'activité économique d'une série de régions au sein d'un pays, et observez si les différences peuvent être expliquées par la variable « climat » (en prenant soin de « neutraliser » les autres variables susceptibles d'influencer l'activité économique, bien entendu). Nordhaus trouve ainsi une relation quadratique assez peu intense entre les deux : toutes autres choses égales par ailleurs, l'activité économique est plus faible quand les températures sont vraiment froides, elle augmente quand le climat se réchauffe, jusqu'à un certain point (un « optimum ») où il commence à faire trop chaud et l'activité économique se remet ainsi à baisser. Conclusion du savant : un réchauffement du climat serait certes dommageable pour les pays et régions où il fait déjà fort chaud, mais cela bénéficierait par contre aux régions dont le climat affiche des températures inférieures à celles qui « optimisent » la production économique. Reste alors à trouver l'augmentation des températures qui optimise la production mondiale. C'est-à-dire celle qui minimise les coûts et maximise les bénéfices.

Ce sera +4°C. Selon les calculs de Nordhaus, un réchauffement climatique de +4°C n'entraînerait qu'une baisse de 3,6% du PIB mondial. Une limitation à +2°C limiterait la baisse à moins de 1%, mais engendrerait d'énormes coûts de lutte contre le réchauffement climatique, qui viendraient contrebalancer la limitation de la baisse de production économique, ce qui en fait une option moins désirable. Pour l'économiste, même une hausse de 10°C de la moyenne des températures mondiales ne causerait qu'une chute de 23% du PIB mondial. Enfin un peu d'optimisme dans l'alarmisme ambiant ! C'est que les climatologues, pour leur part, sont assez formel•le•s sur la question : +4°C c'est l'assurance d'un monde à peu de choses près inhabitable.

Le prix Nobel d'économie ne tient bien entendu pas compte qu'un réchauffement global n'a rien à voir avec les différences de températures entre régions observables aujourd'hui. Mais, puisqu'il n'a pas de données sur une économie avec un réchauffement climatique global de la planète, l'économiste fait comme si la relation « activité économique – climat » qu'il a identifiée à un temps t et dans une situation donnée tenait inévitablement à travers le temps. Comme si le réchauffement climatique n'était finalement qu'une petite question de météo, qui deviendra plus favorable par-ci et moins favorable par-là. Mauvaise nouvelle, le réchauffement climatique, ce sont des glaciers qui disparaissent (donc des populations privées d'eau), des mers qui montent (donc des littoraux inhabitables, pour les 60% de la population qui y vivent), une érosion et une désertification des sols (donc des tensions sur la production alimentaire), des phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient (sécheresses, pluies destructrices, etc.), des courants océaniques qui se modifient (et modifient le climat de régions entières), et des réactions en chaîne qui alimentent un cercle vicieux amplifiant les différents effets, hors de tout contrôle. Les analyses coût-bénéfice d'un économicisme naïf semblent bien mal adaptées aux phénomènes qui connaissent des points de rupture, des évolutions qui débordent des marges. Comme le souligne Steve Keen dans son intervention à l'OCDE sur le sujet (et sur laquelle s'appuie largement cet encart), nous n'avons pas d'exemple d'un monde à +4°C mais bien d'un monde à -4°C, il y a 20.000 ans, lors de la dernière ère glaciaire. Toute l'Amérique du Nord depuis New-York et l'Europe depuis Berlin étaient recouvertes d'une épaisse calotte glaciaire. De quoi mettre en perspective les -3,6% de PIB de Nordhaus...

Se pourrait-il donc, après tout, que ce soient les scientifiques spécialistes du climat qui aient raison en matière de climat ?! Les économistes du genre de Nordhaus raisonnent « toutes autres choses égales par ailleurs » et jouent avec des modèles inadaptes et naïfs alors que la planète brûle. Leurs résultats pourraient prêter à rire s'ils n'étaient pas dangereux, car infiltrés jusqu'au sein même du GIEC, et écoutés par les personnes que la dédramatisation arrange bien. En attendant, on gratifie ce genre de recherche de Prix Nobel d'économie. À quand le Prix Nobel des trolls néfastes ?

L'inertie d'un système pas près de rendre les clés

Les verrous de la transition ne se logent pas uniquement dans des composantes sociales et culturelles. Changer nos modes de vie n'est certainement pas un défi facile. Mais il faut comprendre ces modes de vie comme imbriqués dans des rapports de production et d'échange capitalistes, qui les verrouillent d'autant plus. Une lecture marxisante de la situation pourrait même nous faire dire que les facteurs sociaux et culturels ne sont que la conséquence du mode de production économique. En particulier, la surconsommation peut être vue comme une composante fonctionnelle d'un système économique capitaliste qui a besoin d'une croissance de la consommation pour soutenir une croissance de la production, qui repose elle-même sur notre capacité à brûler des combustibles fossiles. Les initiatives de transition faites de sensibilisation et d'adaptation éclairée de nos comportements de consommation sont aussi utiles qu'incomplètes. Quand elles sont isolées, elles risquent d'être inutilement culpabilisantes pour peu d'impact. Quand elles s'articulent entre elles, elles peuvent espérer constituer des sous-systèmes, qui sont autant de bulles d'expérimentation. Elles n'en restent pas moins imbriquées dans un système dominant qui exerce mécaniquement une pression qui pousse au nivellement par le bas. Pour s'en prémunir, elles doivent viser à faire système. Percevoir et faire fleurir dans leur action le statut d'embryon d'un système alternatif. Cela nécessite d'adopter des postures radicales et de tester, au-delà de la consommation responsable ou de la production qui a du sens, d'autres modes de financement que le financement capitaliste et d'autres logiques d'échange que celle du marché.

Au bout du compte, comprenons bien que les enjeux économiques de la transition – comprise à travers son prisme énergétique, qui n'est pas négociable ! – ne peuvent se limiter à

des enjeux financiers qui consisteraient à déterminer comment nous allons financer la mise en place de solutions techniques magiques qui nous éviteraient de devoir ouvrir les questions qui fâchent. L'équation économique difficile – c'est un euphémisme – de la transition réside dans ce profond verrouillage des fondamentaux de notre système économique capitaliste de marché. Dans une économie capitaliste, penser une décroissance de la production n'est tout simplement pas envisageable. Dans une économie de marché généralisée, envisager la mise en place d'activités économiques résilientes est presque impossible. Et c'est pour ça que rien ne bouge, que l'on enchaîne les appels sans suite. Aujourd'hui, il ne faut plus être millénariste ou croire dans les prophéties mayas pour parler *d'effondrement* (voir prochain chapitre, p.60). Une littérature rigoureuse et transdisciplinaire sur ces questions commence à voir le jour et nous alerte de l'inextricabilité de la situation, la déconstruit et propose des pistes d'action, plus ou moins radicales. On peut souligner l'acuité du constat – ce n'est pas la norme, mais ça arrive – mais nous avons du mal à le transformer en actions concrètes susceptibles de changer quoi que ce soit. C'est que, même si l'on croit dans les bonnes intentions de nos « élites » économiques, politiques et médiatiques, celles-ci restent bloquées dans les rouages d'un système d'une inertie qui semble indépassable.

Changer nos modes de vie n'est certainement pas un défi facile. Mais il faut comprendre ces modes de vie comme imbriqués dans des rapports de production et d'échange capitalistes, qui les verrouillent d'autant plus.

Derrière les verrous économiques, se cachent des verrous institutionnels. Pas de capitalisme sans institutions capitalistes. Pas de société de marché sans institutions de marché. Pour une vraie transition, il va falloir plus que des bonnes intentions !

Aucun blocage économique n'est indépassable par nature. Notre système économique n'est jamais qu'une série – certes complexe – de règles humaines ayant été fixées par certains et pouvant être déconstruites par d'autres. Derrière les verrous économiques, se cachent donc des verrous institutionnels. Pas de capitalisme sans institutions capitalistes. Pas de société de marché sans institutions de marché. Pour une vraie transition, il va falloir plus que des bonnes intentions. Il va falloir s'attaquer à des modifications profondes des institutions sur lesquelles repose notre système économique. Cela demande de la lucidité sur les enjeux et la création de rapports de force favorables. Il est toutefois d'autant plus compliqué de se sortir de l'inertie du système en place que nous avons dilué une bonne partie de notre souveraineté dans la mondialisation des échanges et dans des traités internationaux – au premier rang desquels les traités européens – qui verrouillent les institutions à double tour. Plus forte est l'inertie du système en place, plus les ruptures doivent gagner en radicalité.

Ne sous-estimons surtout pas la capacité du système économique en place à se défendre bec et ongles pour se maintenir en place, jusqu'à ce que la planète soit consumée et le chaos social généralisé. Le capitalisme accueille à bras ouverts les contestations qu'il estime récupérables. Mais il fait taire les critiques qui attaquent le système à sa racine (voir aussi

« Résilience ou résistance ? La stratégie de l'archipel... et ses limites », p.83). En cette fin d'année 2019, deux petits événements l'illustrent, si besoin en est.

Fin septembre, Jacques Crahay, président de l'Union wallonne des entreprises (syndicat de patrons wallons), donne une interview à l'écho⁵⁰. Nourri de la lecture des mêmes auteurs que ceux dont les propos ont alimenté le premier chapitre de cette étude (Jean-Marc Jancovici, Philippe Bihouix, Gaël Giraud...), il dresse le constat d'une économie dans l'impasse pour faire face aux enjeux de la transition : « *Notre modèle économique est dans l'impasse, il faut le changer.* » ; « *Il n'y a pas de solution au niveau de consommation des ressources où nous sommes. De toute façon, il faudra réduire notre consommation, quoiqu'il arrive. (...) En fait, il faut accepter la fin de la domination économique sur la société.* » ; « *L'économie est là pour nous faire vivre et nous rendre service, elle n'est pas là pour nous dicter sa loi.* » La réaction ne tarde pas. Au sein des cénacles wallons, le propos ne passe pas⁵¹. L'ancien président de l'UWE estime que Jacques Crahay a commis « une faute » : « *Soit il fait amende honorable, soit il doit tirer les conséquences de sa prise de position unilatérale.* » Et le principal intéressé de témoigner : « *Trois semaines avant de prononcer mon discours de prise de fonction, je l'ai partagé avec le bureau de l'UWE. J'ai dû écrire huit versions pour que*

Ne sous-estimons pas la capacité du système économique en place à se défendre bec et ongles, jusqu'à ce que la planète soit consumée et le chaos social généralisé. Il accueille à bras ouverts les contestations qu'il estime récupérables, mais fait taire celles qui attaquent le système à sa racine.



cela passe la rampe. J'ai enlevé 75% des idées d'origine, comme le mot «sobriété» par exemple, qui avait mis le feu aux poudres. On m'a accusé de partisan de la décroissance, de président des écolos, etc. »

Le 23 septembre, Greta Thunberg s'exprime à la tribune de l'ONU. Un peu moins d'un an auparavant, la militante suédoise lançait le mouvement des « grèves scolaires pour le climat », qui enclenche de vastes contestations de « jeunes pour le climat » à de nombreux endroits dans le monde. Elle ne tarde pas à se faire inviter à témoigner à plusieurs tribunes très institutionnelles : la COP 24, l'Assemblée nationale française, le Parlement britannique... Son discours ne semble pas tant gêner que cela, et les élites politiques et économiques de souligner son courage et d'encourager son combat. Mais le 23 septembre à l'ONU, sa critique se fait plus radicale et pointe pour la première fois le système économique en place : « *Des gens meurent, des gens souffrent. Des écosystèmes entiers s'effondrent, nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle ? Comment osez-vous !* » ; « *Comment osez-vous prétendre que cela puisse être résolu par du business as usual et des solutions techniques ?* »⁵². Dans la foulée, elle porte une action en justice auprès du comité des droits de l'enfant contre cinq pays pollueurs, dont la France et l'Allemagne, pour dénoncer l'inaction des dirigeants. Si la personne de Greta Thunberg avait son lot de détracteurs aigris, conservateurs ou complotistes avant cette intervention, la levée de boucliers se fait tout d'un coup plus générale et atteint de grands industriels et autres défenseurs bien en vue du libéralisme⁵³. Le lendemain, Emmanuel Macron lui répond, pour la remettre à sa place, l'accusant de tenir « *des positions très radicales, de nature à antagoniser nos sociétés* », et l'invitant à plutôt se remettre à faire des petites actions consensuelles, se dédouanant de quelque responsabilité : « *Je pense surtout maintenant qu'on a besoin d'une*

jeunesse qui nous aide à faire pression sur ceux qui bloquent (...) Il y a des tas d'actions citoyennes qui sont utiles »⁵⁴.

Nous n'éviterons pas la contraction économique. Ne pas l'anticiper est le meilleur moyen d'aboutir à de nouvelles formes d'organisation politique, sociale et économique reproduisant et accentuant les mécanismes de domination et d'oppression. Nous sommes déjà partiellement en train de le vivre. L'anticiper peut porter le maigre espoir d'en sortir grandi-e-s, de réadosser les activités économiques à des rapports sociaux et de vivre un approfondissement démocratique, d'imaginer un système qui oppose les communs au capitalisme et qui oppose au régime de concurrence généralisée un régime de solidarités.

Si les mobilisations pour le climat mènent à des nouvelles promesses sans suites ou à des mesures qui renforcent le problème en faisant semblant de le traiter – généralisation des voitures électriques, pour ne citer qu'un exemple à la mode –, nous aurons une fois de plus perdu. Alors, tout en continuant à marcher, posons-nous sérieusement la question de ce qui verrouille réellement la transition.



ANGELA MERKEL

© 2020 OFFICE DE PRESSE ET D'INFORMATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



NOUS N'AVONS
QU'UNE SEULE PLANÈTE

EMMANUEL MACRON

RÉPOND À DONALD TRUMP - 02/06/2017 - LE MONDE

MAKE THE PLANET
GREAT AGAIN



LAURENT FABIUS

LIBERATION - 30/11/2015



CET ACCORD NOUS
NE POUVONS PAS LE
REMETTRE À DEMAIN

ANGELA MERKEL

PARIS MATCH - 31/05/2019

J'APPELLE À FAIRE

TOUT CE QUI EST
HUMAINEMENT
POSSIBLE



BARACK OBAMA

LE SOIR - 04/08/2015



NOUS N'AVONS
QU'UNE PLANÈTE.
IL N'Y A PAS
DE PLAN B

DONALD TUSK

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'EUROPE DOIT
ALLER PLUS LOIN
ET PLUS VITE



CHARLES MICHEL

BELGA - 28/01/2019



DES ACTES. DES ACTES. DES ACTES...

EMMANUEL MACRON

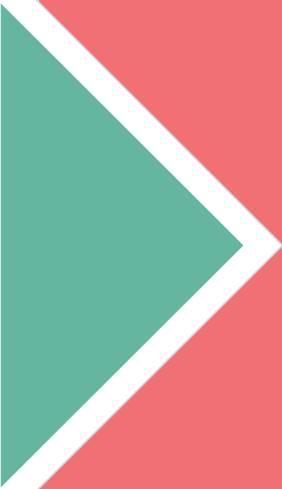
FRANCEINFO - 23/09/2019

BEAUCOUP A ÉTÉ
FAIT, MAIS PEUT-
ÊTRE PAS ASSEZ
EXLIQUÉ



III. Alors, quoi ?

« l'effondrement » ?!



« La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître : pendant cet interrègne on observe les phénomènes morbides les plus variés. »

Antonio Gramsci, Cahiers de prison.

À la lecture des deux premiers chapitres, les bras peuvent nous en tomber. Le constat dressé n'est pas rose : nous allons droit dans le mur tout en semblant bien incapables de dépasser les inerties systémiques qui verrouillent les chemins alternatifs à l'autoroute qui a depuis trop longtemps été tracée. Et, encore, il faudrait compléter le tableau.

Les verrous économiques devraient être complétés par tous les verrous complémentaires et interconnectés : verrous politiques, sociaux, culturels... Au-delà du climat, nous n'avons rien dit non plus d'autres effondrements écologiques déjà bien en cours, à commencer par la chute complètement folle de la biodiversité (un enjeu tout aussi important que le changement climatique, mais moins médiatisé). Et, en matière de climat, les chiffres devraient être abordés avec encore bien plus d'« alarmisme ». On sait en effet que les chiffres, méthodologies et conclusions du GIEC – qui sont repris partout comme référence, y compris dans le premier chapitre de cette étude – sont en fait l'objet de consensus larges et ont une tendance structurelle à sous-estimer la vitesse et les effets du dérèglement climatique⁵⁹. Jamais la question du réchauffement climatique n'a été à ce point documentée. Ni celle de l'épuisement des ressources fossiles et de ce que cela a de signification sur la non soutenabilité intrinsèque de notre modèle économique. En attendant, les taux de dépressions chez les climatologues font des bonds⁶⁰ et le terme « éco-anxiété » s'invite au dictionnaire.

Et, pourtant, on ne fait rien. L'inaction politique est un témoin de l'inertie d'un système qui court tout droit vers le gouffre. Même les mesures prétendent les plus radicales ne font pas le poids. On pratique le goutte à goutte là où il faudrait sortir le karcher⁶¹. Quand on n'affuble pas du qualificatif d'« écologique » ce qui participe directement à rendre la planète inhabitable. Les discours politiques ont quelque chose d'orwellien. « *La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force.* » Est-on si loin d'un monde où la propagande s'organise dans un « ministère de la vérité » et la torture dans un « ministère de l'amour » ? À quand : « *La croissance, c'est l'écologie* »

« La doublepensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes deux. Un intellectuel du Parti sait dans quel sens ses souvenirs doivent être modifiés. Il sait, par conséquent, qu'il joue avec la réalité, mais, par l'exercice de la doublepensée, il se persuade que la réalité n'est pas violée. Le processus doit être conscient, autrement, il ne pourrait être réalisé avec une précision suffisante, mais il doit aussi être inconscient. Sinon, il apporterait avec lui une impression de falsification et, partant, de culpabilité. »

George Orwell dans 1984.

gravé sur les murs d'un « ministère de la Planète » où l'on organiserait méthodiquement l'étendue sans limites du marché ? En matière d'écologie, les dirigeant-e-s politiques et autres « élites » économiques pratiquent la « doublepensée » orwellienne avec brio.

Aujourd'hui, pour décrire l'aboutissement de cette course folle, le concept d'« effondrement » est de plus en plus mobilisé. Il ne s'agirait plus tant d'esquisser des « solutions » que d'« éviter l'ingérable et gérer l'inévitable »⁶². Ce mot, « effondrement », s'est invité depuis peu dans le débat public. Et il clive. Concept qui traduit enfin l'urgence des enjeux pour les un-e-s, concept démobilisateur et alarmiste pour les autres, concept anthropocentré et occidentalocentré pour les troisièmes, il nous paraît aujourd'hui difficile de ne pas en toucher un mot au vu du propos des deux précédents chapitres. Si, dans sa reprise médiatique, le concept d'effondrement est souvent assimilé à un discours de « la fin du monde », il mérite d'être creusé au-delà de cette simplification, pour en souligner les atouts aussi bien que les limites. Cette discussion est importante : quels mots employons-nous ? Pourquoi les employons-nous ? Et comment les comprenons-nous, que mettons-nous derrière ? Car c'est de nos représentations collectives des enjeux – cristallisées dans les concepts que nous employons ou que nous nous refusons d'employer (voir aussi « C'est quoi cette fameuse "croissance verte" ? », p.28 et « Les mots comptent : décroissance ou post-croissance ? », p.33) – que naissent ensuite les pistes d'action, que peuvent s'articuler de réelles théories de l'action.

De quoi parle-t-on ?

De quoi parle-t-on ? D'auteurs et d'autrices qui réactualisent ce qui était déjà évoqué dans le rapport de Rome en 1972, tout en pointant que nous n'avons pas agi et que le scénario selon lequel on observerait une chute brutale de tous les grands agrégats sociaux, économiques, démographiques et naturels serait aujourd'hui devenu inéluctable. Certain·e·s se qualifient de « collapsologues », aux manettes d'une science du « collapse », c'est-à-dire de l'effondrement. Dans leur ouvrage « *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* », qui a marqué la naissance du terme, Pablo Servigne et Raphaël Stevens définissent la collapsologie comme « *l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle, et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition, et sur des travaux scientifiques reconnus.* » D'autres réfutent cette appellation de « collapsologie », la jugeant inadéquate car trop fourre-tout, en l'absence d'un cadre méthodologique de référence. Ils·elles n'en appellent pas moins – dans une proportion croissante – au terme d'« effondrement ». Ce dernier serait, selon une définition souvent admise, « *le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) ne sont plus fournis (à un coût raisonnable) à une majorité de la population par des services encadrés par la loi* »⁶³. Un enchaînement de catastrophes plus

ou moins désagréables, de crises qui s'alimentent et se déclenchent les unes les autres, tant elles sont interconnectées.

Le thème de l'effondrement a été popularisé par Pablo Servigne, à partir de 2015, à travers l'ouvrage susmentionné. Il a trouvé un écho impressionnant. Le livre en question s'est vendu à près de 100.000 exemplaires. Depuis quelque temps, la sphère médiatique s'est emparée de la question avec plus ou moins de ferveur. Un journal relativement conventionnel comme *Le Soir* s'y est référé une dizaine de fois en cinq mois, entre juin et octobre 2019. Une recherche rapide sur internet du mot « collapsologie » nous fait voir que le sujet a été directement traité – souvent à plusieurs reprises, parfois même en « une »⁶⁴ –, sur cette même période, par *Le Soir*, *La Libre Belgique*, la RTBF, *L'Écho*, RTL, le Huffington Post, *L'Obs*, France Culture, Mediapart, *Le Figaro*, Moustique, BFM TV, *Le Monde*, *Paris-Match*, LCI, TF1... Une série sobrement nommée « *L'Effondrement* » s'est même vu diffusée sur les ondes de Canal Plus à partir de novembre 2019.

Les constats mis en avant par les théories de l'effondrement s'apparentent à ceux pointés tout au long de cette étude. Ils lient la question écologique à la question énergétique, montrent les liens entre l'exploitation des énergies fossiles et des métaux, d'une part, et le développement industriel d'autre part, soulignent l'insoutenabilité de la croissance économique et l'inéluctabilité d'une décroissance, l'impossibilité d'une « transition » énergétique vers les énergies renouvelables à consommation inchangée, l'échec annoncé des solutions technologistes. Ils pointent une situation plus ou moins inextricable qui repose sur des inerties de toutes sortes très difficiles à dépasser. Ils pointent la fragilité systémique intrinsèque de systèmes (économiques, sociaux, naturels...) toujours plus complexes, mondialisés, intriqués les uns aux autres.

Depuis quelque temps, la sphère médiatique s'est emparée de la question de « l'effondrement ». En cinq mois, le sujet a été traité, souvent à plusieurs reprises, par Le Soir, La Libre Belgique, la RTBF, L'Écho, RTL, le Huffington Post, L'Obs, France Culture, Mediapart, Le Figaro, Moustique, BFM TV, Le Monde, Paris-Match, LCI, TF1...

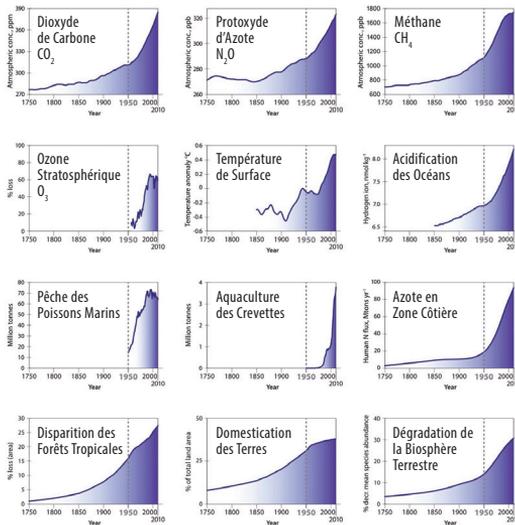
Les théories de l'effondrement pointent le caractère intenable et mortifère de courbes qui croissent de manière exponentielle (production, population, émissions de CO₂, déforestation, etc), avec une accélération depuis les années 1950, tandis que d'autres chutent d'une manière jamais vue sur des horizons aussi courts (biodiversité, etc). C'est ce qui a été appelé la « grande accélération ».

Ce qu'interroge le discours de l'effondrement, ce sont les éternels slogans qui, à force de se vouloir porteurs d'espoir, nuisent à la lucidité sur l'état de la situation.

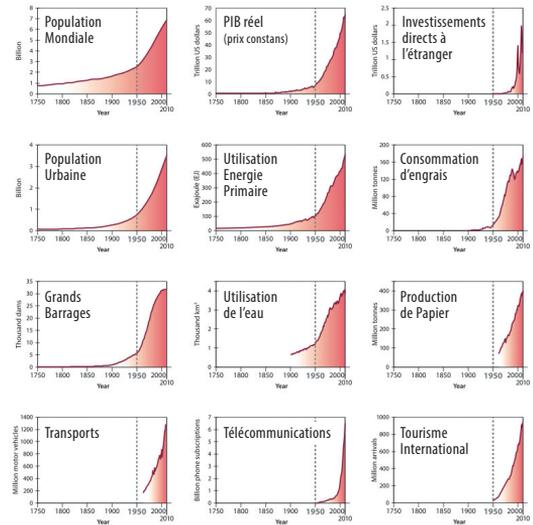
*« Il est encore temps ! »
Mais de quoi exactement ?*

La grande accélération

Tendances système terre



Tendances socio-économiques



Ce qu'interroge, en substance, le discours de l'effondrement, ce sont les éternels slogans – « Il est encore temps », « Inverser le cours de l'Histoire est encore possible », « On peut encore éviter le pire », « C'est maintenant ou jamais, demain il sera trop tard » – qui, à force de se vouloir porteurs d'espoir, nuisent à la lucidité sur l'état de la situation. « Il est encore temps ! » Mais de quoi exactement ? Il y a déjà toute une série de choses sur lesquelles on ne pourra plus revenir. Des tas de points de non retour ont déjà été franchis. Et toutes sortes d'autres seuils seront indéniablement dépassés dans les années et les décennies qui viennent.

À moins de croire que des changements systémiques radicaux peuvent survenir d'une action volontaire et coordonnée, contrairement à tout ce qu'indiquent les évolutions politiques prises depuis que l'on connaît le problème. On entend de plus en plus que, pour éviter la catastrophe écologique, il faudrait que nous passions – dès demain, le temps presse ! – dans ce qui s'apparenterait à un véritable « effort de guerre », une action collective, rapide et coordonnée, lors de laquelle toutes nos forces seraient concentrées vers un unique objectif commun : l'organisation générale d'une décroissance choisie et la plus « douce » possible.

LES POLITIQUES, COLIBRIS COMME TOUT LE MONDE !

En ce début d'année 2019, la transition écologique est un sujet bouillant. À deux mois des élections générales, *Le Soir* s'interroge⁸¹ : « Que font les cabinets, parlements et partis pour le climat ? ».

L'occasion d'apprendre que tel parti s'éclaire avec des ampoules LED, que tel autre veille à ne pas imprimer des documents inutiles et utilise du papier certifié issu de sources responsables, que le Parlement bruxellois a obtenu deux étoiles du jury du label « Entreprise éco-dynamique », qu'une ruche a été installée sur les toits des bureaux du ministre président wallon, ou encore que les salles du palais royal ne sont pas chauffées lorsqu'elles ne sont pas utilisées. Nos représentants politiques ratifient des accords commerciaux internationaux à n'en plus finir et subsidient les voitures de société. Mais, rassurons-nous, ils ne font pas que ça : ils impriment recto-verso, font le tri et installent des éclairages automatiques dans les toilettes. Ouf !



The screenshot shows the website 'LE SOIR' with a navigation menu including 'Belgique', 'Monde', 'Économie', 'Sports', and 'Culture'. The article title is 'Que font les cabinets, parlements et partis pour le climat?' and the sub-headline is 'Ils nous demandent de changer nos habitudes pour préserver l'environnement. Mais eux, que font-ils pour verdir leurs comportements professionnels ? Petit coup de sonde auprès de nos dirigeants.' Below the text is a photograph of a large, modern brick building with a central entrance and a clock tower, identified as the renovated Ecolo headquarters. At the bottom of the screenshot are social media sharing icons for Facebook, WhatsApp, Telegram, Twitter, LinkedIn, and Email.

Belgique Monde Économie Sports Culture ...

Accueil > Belgique > [Politique](#)

Que font les cabinets, parlements et partis pour le climat?

Ils nous demandent de changer nos habitudes pour préserver l'environnement. Mais eux, que font-ils pour verdir leurs comportements professionnels ? Petit coup de sonde auprès de nos dirigeants.



Rue de la Marlagne à Namur, le siège d'Ecolo a été rénové Il y a dix ans et est labellisé « éco-construction ». - Mathieu Gollinvaux/ Le Soir.

f WhatsApp Telegram Twitter in Email

Mais nous ne sommes pas en temps de guerre. Comment croire, dès lors, que pourraient survenir des affects suffisamment puissants pour nous mettre en régime de guerre – au régime tout court, en fait – alors que rien ne nous y pousse vraiment ? Ce qui est « théoriquement faisable » se heurte aux mécanismes sociaux les plus élémentaires : nous sommes des êtres d'affect⁶⁵. Parler de manière abstraite de réchauffement climatique affecte peu. Parler de montée des eaux ou de sécheresse un peu plus (ça laisse une image). Vivre, de plus en plus fréquemment, des anomalies climatiques, encore un peu plus. Parler de pic des ressources et de lien entre les kilowattheures consommés et le produit intérieur brut affecte indéniablement très peu. « Il n'y pas de force intrinsèque de l'idée vraie », disait le philosophe Spinoza. Cela signifie que ce n'est pas le caractère vrai ou non d'un discours qui lui donne sa puissance, sa force sociale. Qu'une idée n'a aucune force si elle n'est pas chargée d'affects. Les discours alarmants sur les transitions nécessaires devraient *en théorie* nous pousser à tout faire pour opérer des changements systémiques intenses et rapides. Mais nous y sommes d'autant plus affectivement hermétiques que la société thermo-industrielle et capitaliste dans laquelle nous vivons nous a doté-e-s des « plis affectifs » particuliers, nourris de puissants affects contraires (le désir de pouvoir consommer toutes sortes de choses qui rendent la vie plus confortable, par exemple).

Ce que tout cela laisse supposer, c'est que, comme souvent, les changements systémiques, les changements radicaux naissent dans les interstices ouverts par des crises. Et qu'il faudra le plus probablement attendre que s'opèrent des chocs concrets et puissants sur la vie matérielle d'une masse critique de personnes pour qu'il se passe « quelque chose », pour qu'une décroissance s'opère, probablement de manière pas ou très peu préparée. Avec la particularité que, plus nous nous entêtons dans la voie tracée, plus la chute sera brutale. Avec la particularité, aussi, que, en

Les changements systémiques, les changements radicaux naissent le plus souvent dans les interstices ouverts par des crises. Il faudra le plus probablement attendre que s'opèrent des chocs concrets et puissants sur la vie matérielle d'une masse critique de personnes pour qu'il se passe « quelque chose ».

attendant, le thermomètre grimpe et le risque de rendre la planète proprement inhabitable grandit de jour en jour. Le CO2 reste 100 ans dans l'atmosphère avant de commencer à retomber (il ne suffira pas de se casser la pipe pour que la planète se refroidisse !) et nous avons sans doute encore suffisamment de ressources fossiles sous terre pour parachever notre œuvre de destruction.

Les discours sur un probable effondrement sont souvent accusés d'être pessimistes. Ceux et celles qui s'en revendiquent nous disent, eux-elles, que ce n'est pas le débat. Qu'il s'agit avant tout d'inviter à gagner en *lucidité*. De manière générale, les constats posés par les tenant-e-s de l'effondrement invitent avant toute chose à « *ne plus se mentir* », comme le titre Jean-Marc Gancille dans son dernier ouvrage⁶⁶.

Le concept d'« effondrement » ne laisse assurément pas indifférent-e. Il a même une sérieuse tendance à cliver. À déchaîner les passions. Si certain-e-s voient dans le message des « collapsologues » une sorte de révélation, de bonne parole à propager dans une optique presque évangélique, bien d'autres lui adressent toute une série de reproches plus ou moins virulents. Les discours sur l'effondrement seraient peu porteurs d'espoir. Ils feraient tourner le business séculaire de la « fin du monde », qui joue sur les peurs des gens. Pour les un-e-s, ils seraient de la propagande d'extrême gauche, d'une caste d'écolos radicaux-ales ; pour les

autres, ils flirteraient avec une écologie réactionnaire aux affinités bien à droite. Les critiques de gauche et écologistes sont généralement plus construites : ces discours effondrementistes seraient anthropocentrés. Pire, ils seraient occidentalocentrés, et aveugles aux effondrements déjà bien en cours ailleurs. Ils ne se préoccuperaient pas assez des oublié-e-s du système, ailleurs comme ici. Ces discours seraient bien trop déterministes, en présentant un effondrement comme *inévitabile*. Ils nieraient la conflictualité du politique, ne remettraient pas assez en cause l'ordre établi et rechigneraient à pointer les rapports de force capitalistes. Ils ne serviraient en rien pour guider l'action. Ils seraient paralysants. Ils ne dérangerait pas les plus puissants, preuve de leur inoffensivité.

Certaines de ces critiques sont assurément fondées⁶⁷. D'autres le sont nettement moins. La prochaine section se penche sur trois types de raisonnements critiques qui nous semblent problématiques. La section d'après se concentre sur ce qui nous semble le plus critiquable dans les théories de l'effondrement : le mot « effondrement » lui-même (quand il est décliné au singulier).

Brève critique des critiques

La critique par le sens commun

On peut regretter que derrière une série de critiques des discours de l'effondrement se cache un rejet de tout discours qui pointerait de manière radicale la gravité de la situation et l'inertie du système en place. Ces critiques visent en effet aussi bien les auteur·rice·s qui usent du mot « effondrement » que, dans une moindre mesure, celles et ceux qui ne l'emploient pas mais posent des constats similaires⁶⁸. La disqualification s'opère par un procès en « catastrophisme ». Ces critiques sont bien entendu d'autant plus virulentes que l'on croit dans la « croissance verte » (voir « C'est quoi cette fameuse "croissance verte" ? », p.28), que l'on pense que les solutions aux problèmes

énergétiques existent à foison et sont à trouver dans la technique. Or, cette croyance est solidement ancrée dans nos représentations collectives. Dès lors, un discours qui parle d'effondrement de notre société thermo-industrielle se voit par défaut apposer l'étiquette « catastrophiste ». C'est la critique par l'impensé, la critique par le sens commun.

Les procès d'intention

On peut également regretter que, de l'autre côté du spectre, ces discours soient trop souvent disqualifiés car ils délaisseraient supposément la question de « la fin du mois » au profit de celle de la « fin du monde ». L'effondrement serait une préoccupation de privilégié-e-s. Il existe une certaine tendance à la critique sur ce qui n' pas été dit plutôt que sur ce qui est dit. Pointer les angles morts et les impensés des discours sur l'effondrement est en réalité quelque chose d'absolument utile, sans qu'il soit nécessaire de rejeter, en passant, les constats de départ. Toute une série de critiques devraient pouvoir s'avérer complémentaires plutôt qu'antinomiques⁶⁹. Alerter sur l'occidentalocentrisme de la notion d'effondrement, par exemple, est quelque chose de salutaire – parler d'effondrement *futur* en Syrie ou au Yémen, ou de « confort » et de nécessité de décroître dans des régions n'ayant pas de système généralisé de distribution d'eau potable ou d'électricité, a quelque chose d'indécent, c'est évident. De même qu'il est crucial de montrer que les choix de sociétés passés qui nous ont mené-e-s où nous en sommes ne sont pas le fait de « l'humain » – d'un *anthropos* indifférencié dont l'évolution spontanée

Un discours qui parle d'effondrement de notre société thermo-industrielle se voit par défaut apposer l'étiquette « catastrophiste ». C'est la critique par l'impensé, la critique par le sens commun.

serait de désirer des iPhones et des SUV – mais bien le fruit de rapports de force historiques qu'il est nécessaire de déconstruire⁷⁰. Tout ceci ne devrait cependant pas nous amener à négliger le fait que, oui, la « civilisation thermo-industrielle » est à son crépuscule.

Distinguer le descriptif du prescriptif

À la lecture des théories de l'effondrement, il est crucial d'opérer une distinction entre ce qui tient du descriptif (les constats) et ce qui tient du prescriptif (les pistes d'action). De trop nombreuses critiques jettent le bébé avec l'eau du bain.

Les constats des différent·e·s auteurs et autrices apparenté·e·s aux théories de l'effondrement ont été rappelés. Ces constats convergent. Ils s'appuient sur des bases très solides et sont étayés par une littérature scientifique rigoureuse. De manière générale, ces constats sont peu remis en question, ou alors ils le sont par des argumentaires bien moins étayés et convaincants, faits de lectures peu systémiques et bien souvent empreintes de biais cognitifs qui visent avant tout à préserver les croyances en place (voir aussi « Ne laissons pas les économistes parler de climat ! », p.53).

Mais, une fois que l'on a acté ces constats, tout n'est pas dit, loin de là. Ce n'est en réalité que le début, le préalable à des questions autrement compliquées : qu'en fait-on ? Comment oriente-t-on nos actions à partir de ces constats ? Quelle théorie de l'action, quelle stratégie sociale, économique et politique ?

Les prescriptions normatives, elles, sont nombreuses et varient en fonction des interlocuteur·rice·s. On peut adhérer à certaines, juger d'autres inopportunes voire dangereuses. Mais il serait dommage de jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est-à-dire rejeter les constats – voire ne même pas s'y attarder – sur base d'un rejet de ce que ceux et celles qui les posent proposent d'en faire.

On peut par exemple regretter, comme Jean-Marc Gancille, que Pablo Servigne

Une fois que l'on a acté ces constats, tout n'est pas dit, loin de là. Ce n'est en réalité que le début, le préalable à des questions autrement compliquées : qu'en fait-on ?

Comment oriente-t-on nos actions à partir de ces constats ? Quelle théorie de l'action, quelle stratégie sociale, économique et politique ?

et ses acolytes aient préféré faire évoluer leurs recherches et leur discours vers une « surexposition des approches "écopsychologiques" et narcissiques au détriment des réponses collectives à construire, à tel point que beaucoup semblent avoir perdu l'objectif de conjurer le pire par l'activisme, la contestation ou l'élaboration de stratégies de résilience, pour se résoudre joyeusement à l'apocalypse via les rites initiatiques du "happy collapse". »⁷¹ Ou regretter les positions pro-nucléaires de Jean-Marc Jancovici, qui voit dans l'atome la possibilité de jouer le rôle de coussin amortisseur dans un contexte de chute du recours aux énergies fossiles. Ou encore s'interroger sur la pertinence d'accoler une date précise à « l'effondrement », comme le fait Yves Cochet dans son dernier ouvrage⁷². On peut regretter que certain·e·s rechignent à pointer du doigt le capitalisme et ses multiples régimes de domination, ou que certain·e·s préfèrent se déclarer « apolitiques » – plutôt que « apartisan » – dans l'espoir de ne pas voir leur propos déforcé. Tout cela ne devrait pourtant pas nous amener à rejeter les constats de départ.

« Effondrement » : Un mot pertinent ?

« Face à l'inéluctable, la meilleure consolation c'est l'action. Or la bataille n'est jamais terminée. Elle ne s'arrête ni à +1,5 °C ni au dernier dauphin de Chine. Il y a toujours un dixième de degré à aller chercher, une espèce d'invertébré, un hectare de terre agricole à sauver. Et la dignité des combats

qu'on mène non par certitude de les gagner, mais simplement parce qu'ils sont justes. Cette dignité du présent est ce qu'il nous reste de plus sûr face à l'improbabilité de victoires futures, de plus en plus hypothétiques au fur et à mesure que notre civilisation sombre. C'est une manière de faire de nécessité vertu et de ne pas tout perdre à la fin — ou si l'on gagne in fine, de le faire bien. » - Corinne Morel Darleux, « Y a-t-il un sens à prédire la fin du monde ? », La décroissance, n°163, octobre 2019.

Nous l'avons souligné, en matière de « transition », un enjeu important est de savoir comment réussir à émettre un discours porteur d'affects alors que les dangers ne se matérialisent que peu au quotidien et que nous peinons à voir de quoi il en retournerait réellement (les images nous manquent). Le mot « effondrement » a assurément une capacité à affecter que n'ont pas d'autres concepts plus doux. Mais, en passant, il charrie également son lot de représentations inadaptées, qui, l'un dans l'autre, peuvent nuire au propos et aux actions que l'on en retire.

Tout le monde connaît le mot « effondrement ». Il s'emploie, par exemple, quand on fait sauter un bâtiment. Nous pouvons voir le bâtiment en question dressé devant nous. Quelqu'un appuie sur un bouton, et, cinq secondes plus tard, il n'y a plus qu'un gros tas de cailloux.

Le mot « effondrement » laisse entrevoir quelque chose de soudain, d'instantané. Une chute brutale contre laquelle on ne peut lutter. Il n'y aurait alors plus qu'à repartir du tas de ruines qui en est l'issue, et à recréer quelque chose de neuf. C'est probablement les représentations préétablies inévitablement associées au mot « effondrement » qui ont amené à ce que, dans son traitement médiatique, le concept d'effondrement soit bien souvent associé à la « fin du monde ». Or, il n'y a pas lieu de parler de fin du monde. Au mieux, de « fin d'un monde ». On peut concevoir que le monde tel qu'il est n'est pas tenable, sans tomber dans une lecture binaire qui conclut que, alors, c'est la fin de tout. Entre la fin du monde

Il n'y a pas lieu de parler de fin du monde. Au mieux, de « fin d'un monde ». On peut concevoir que le monde tel qu'il est n'est pas tenable, sans tomber dans une lecture binaire qui conclut que, alors, c'est la fin de tout. Entre la fin du monde tel que nous le connaissons et la fin du monde tout court, il y a des milliers de mondes possibles, et certains sont nettement moins désirables que d'autres.

tel que nous le connaissons et la fin du monde tout court, il y a des milliers de mondes possibles, et certains sont nettement moins désirables que d'autres.

La question de l'échelle de temps, de la vitesse à laquelle s'opère une décroissance subie est centrale. En réalité, personne n'est en mesure d'établir des prévisions précises à ce sujet, tant les facteurs qui encadrent la question sont nombreux, complexes, et en partie indéterminés. On comprend que les courbes exponentielles qui décrivent une série d'agrégats (production industrielle, population, production alimentaire...) sont destinées à s'inverser, mais on sait bien trop peu du « comment », qui reste largement sujet à hypothèses et interprétations. Certain·e·s pointent l'extrême fragilité d'un système mondialisé complexe et ultra-interdépendant, qu'une étincelle peut faire s'embraser de manière rapide et généralisée. D'autres pointent les capacités de résilience partielle subsistant en son sein et impliquant des effondrements plus fragmentés. Les scénarios sont multiples, ont des probabilités propres difficilement estimables, et nécessitent d'être appréhendés par une approche interdisciplinaire renforcée qui peine à voir le jour. Or, cette question est lourde d'impact sur la question des actions proportionnées



à mener, ici et maintenant. La diversité d'approches normatives au départ de constats communs – telle que pointée précédemment (voir « Distinguer le descriptif du prescriptif », p.67) – sont en partie le reflet de cette limite, de cette hétérogénéité des représentations de l'effondrement comme processus. Aussi, la suite du propos s'appuie sur une représentation des choses qui pense éviter de tomber dans certains biais, mais qui nécessiterait assurément d'être creusée au-delà de ce qui en est dit ici.

Prise à l'échelle d'un temps très long – celle de l'histoire géologique ou de l'histoire de l'humanité –, la chute de toutes nos exponentielles ressemblera indéniablement à quelque chose qui s'effondre subitement. Mais à l'échelle du temps vécu, c'est une autre affaire, il s'agira plus probablement d'un « déclin qui sera plutôt multiple et diffus, protéiforme, étalé dans le temps, chaotique, souvent imperceptible sur une période donnée »⁷³. Comme le souligne Pablo Servigne : « On a malheureusement tendance à percevoir l'effondrement comme un seul événement, en faire une singularité dans le temps, ce qui biaise l'analyse et empêche

d'y répondre correctement au niveau imaginaire, émotionnel, politique. »⁷⁴

Dans une étude de l'ASBL Barricade intitulée « L'effondrement, parlons-en... Les limites de la collapsologie », Jérémie Cravatte exprime parfaitement bien cette idée : « Un autre exemple de ce récit de rupture est l'image de magasins vides en trois jours, puisque le pétrole « c'est bientôt fini » et que nos villes n'ont presque aucune autonomie alimentaire. Cette image est très efficace pour faire comprendre ce manque d'autonomie, mais elle devrait être présentée comme une illustration théorique utilisée en ce sens, pas comme une réalité. Les magasins ne

seront pas vides en trois jours à cause d'un manque énergétique (ils le sont par contre lors de mesures restrictives volontaires), certains de leurs rayons seront de moins en moins approvisionnés. L'électricité ne va pas disparaître, les coupures se feront sporadiquement. Internet ne s'effondrera pas du jour au lendemain, une partie de la population s'en verra déconnectée avec des accès de plus en plus impayables. Les voitures ne vont pas s'envoler d'un coup, ceux qui pourront se permettre de payer du quatre euros le litre continueront de rendre nos villes invivables avec ces véhicules. Les collapsos en sont conscients, mais ce n'est pas cette continuité – et les rapports de force qui vont les traverser – qu'ils traitent, c'est un imaginaire de rupture. »⁷⁵

Ce que le mot « effondrement » nous pousse à ne pas voir, c'est qu'il y a inévitablement de la continuité entre l'avant et l'après. L'« après » dépend de ce qui se passe « pendant », qui dépend lui-même de ce qui se passe « avant ». Ce simple principe de continuité devrait suffire à désarmer l'à-quoi-bonisme. C'est carrément la notion d'« avant » et d'« après » qui devrait être questionnée, car l'« effondrement » n'est

pas un événement unique bien situé dans le temps, mais un processus, plus ou moins long, et partiellement déjà en cours (si l'on enlève ses lunettes d'occidentaux-ales riches et blanc-he-s). Des milliers de personnes noyées en Méditerranée en tentant de fuir un pays ravagé par une guerre

d'origine (notamment) climatique, outre la dimension dramatique, injuste et révoltante de la situation, c'est déjà un symptôme. L'imaginaire associé au mot « effondrement » pousse à se représenter un champ de ruines, dans lequel certains ne manquent pas de voir une remise à plat, l'occasion de reconstruire, sur les ruines, un monde nouveau et meilleur. C'est un fantasme, il n'y aura rien de la

Ce que le mot « effondrement » nous pousse à ne pas voir, c'est qu'il y a inévitablement de la continuité entre l'avant et l'après. L'« après » dépend de ce qui se passe « pendant », qui dépend lui-même de ce qui se passe « avant ». Ce simple principe de continuité devrait suffire à désarmer l'à-quoi-bonisme.

sorte. Se projeter dans un monde « post-effondrement » est pourtant une pente glissante empruntée par des personnes aux représentations anthropologiques diamétralement opposées et tout aussi naïves : des survivalistes qui pensent que « l'homme est un loup pour l'homme », aux tenant-e-s d'une anthropologie qui considère que la *nature* de l'humain réside profondément dans l'entraide et la coopération⁷⁶.

S'il y a inévitablement continuité, la question importante qui se pose est : quelle continuité ? À cet égard, le défi n'est pas tant l'« après effondrement » que le « pendant effondrements ». En particulier, il s'agit de reconnaître que les humains sont tout autant capables de se comporter en « loup » les uns envers les autres, qu'en êtres altruistes et coopératifs. La question qui devrait nous occuper est celle des *dispositifs institutionnels* (au sens large) que l'on met en place pour pousser tant que possible vers le second type de comportements plutôt que vers le premier dans un contexte de raréfaction des ressources. C'est dans l'interstice des crises que « naissent les monstres », nous disait Antonio Gramsci. Le spectre de régimes fascistes plane sur ce contexte de crises profondes annoncées. Le spectre d'une certaine lutte pour la survie dans un contexte de rationnement. Le spectre de la peur de l'étranger dans un contexte d'intensification des migrations. Le spectre de la reproduction de tous les régimes de domination existants, mais en pire. Comment endigue-t-on ces

Le spectre de régimes fascistes plane sur ce contexte de crises profondes annoncées.

Le spectre de la reproduction de tous les régimes de domination existants, mais en pire.

Comment s'organise-t-on pour éviter tant que possible que, dans l'interstice des crises, « naissent les monstres » ?

trajectoires-là ? Comment s'organise-t-on pour éviter tant que possible que, dans la crise, s'observent les « *phénomènes morbides les plus variés* » ?

En bref se demander : « comment s'effondre-t-on ? » plutôt que « comment évite-t-on de s'effondrer ? ». Et de voir, alors, que cette question n'a pas tant à voir avec une apocalypse future qu'avec le « déjà là ». Cela nécessite de s'intéresser au monde tel qu'il est, aux règles générales qui l'encadrent. Loin d'un quelconque fatalisme, c'est alors une invitation à ne pas lâcher l'action politique (au sens large du terme), à continuer à vouloir changer les institutions en place, à lutter. Mais avec lucidité. En particulier, en se démarquant des éternels slogans universalistes qui se veulent porteurs d'espoir. « Demain, il sera trop tard. » Mais trop tard pour quoi exactement ? Il est déjà indéniablement beaucoup trop tard pour toute une série de choses, des basculements écologiques irréversibles sont déjà bien en cours. Mais il n'est, en soi, *jamais* trop tard pour faire « quelque chose » quand même. Quel que soit le niveau de crise, il y a *toujours* moyen de faire pire, et moyen de faire mieux. Même dans un monde qui connaît une chute de 30% de son PIB en quelques mois, même dans un monde à +5°C, même dans un monde de pénuries, de services de base qui ne sont plus encadrés par la loi, même dans un monde où des gens meurent en masse, dans un monde où le bruit des bottes résonne beaucoup trop fort, dans un monde de guerre civile – en fait, *surtout* dans ces mondes-là –, c'est-à-dire dans des mondes du « trop tard », il y a des luttes à mener, des institutions à changer, pour une société plus juste, plus égalitaire (ou moins injuste et inégalitaire, c'est selon). En fonction du niveau de « trop tard » dans lequel on se trouve, on doit toutefois penser à adapter nos actions, pour les rendre stratégiquement pertinentes, sur base d'une analyse lucide du contexte. Comme le souligne Jean-Marc Gancille : « *L'optimisme à tout-va peut se révéler « inadaptatif » dans certaines situations. Continuer à se raconter des*

histoires malgré l'évidence des faits ne contribue en rien à produire des réactions vitales. (...) Ainsi, admettre qu'il n'y aura pas de « solution » ne relève en rien du fatalisme, de la résignation. Encore moins du nihilisme. C'est au contraire l'antidote le plus puissant aux illusions, le carburant de la détermination, le plus sûr chemin vers une action proportionnée, la condition de l'adaptation, la seule chance d'émancipation réelle d'un système devenu mortifère »⁷⁷.

Par ailleurs, les représentations préétablies véhiculées par le mot « effondrement » poussent trop peu à s'interroger sur une question primordiale : à quoi ça pourrait ressembler ? Comment ça pourrait se dérouler, concrètement ? Par quelles étapes on passe ? À quelle vitesse ? Si l'on peut comprendre et accepter que les courbes exponentielles des grands agrégats économiques et sociaux vont inmanquablement s'inverser, il semble crucial d'essayer de mieux comprendre comment. Histoire de ne pas sombrer dans des images d'apocalypse indifférenciées – ou, au moins, de les affiner tant que possible. Comme le souligne Christophe Bonneuil (historien, co-auteur de *L'événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, éditions du Seuil) : « On ne peut pas penser politiquement l'effondrement en confrontant simplement une courbe de la population mondiale à une courbe de disponibilité des ressources ou de dépassement de limites planétaires. Ces courbes ne disent rien sur ce qui se passe au plan géopolitique, sur la manière dont évoluent les rapports sociaux et politiques, sur qui sont les gagnants et les perdants de ces bouleversements. »⁷⁸

Le mot « effondrement » pousse à rechercher d'autres effondrements civilisationnels dans l'histoire, même si ceux-ci ont peu à voir avec le contexte qui est le nôtre. Toute une littérature s'intéresse à comment de grandes civilisations se sont effondrées par le passé, et retient l'attention : les Mayas, l'île de Pâques, les Vikings... Le succès du livre « Effondrement » de Jared Diamond est un marqueur de cet intérêt.

La thématique générale de l'« effondrement » fascine, et ce depuis la nuit des temps⁷⁹. Si l'approche peut sembler intéressante pour comprendre les méta-facteurs qui poussent une civilisation à s'effondrer en général – quand ces histoires ne sont pas réécrites ! –, ces cas d'analyse traitent de contextes historiques, sociaux, économiques, politiques très éloignés du nôtre. Sans doute que pour comprendre à quoi pourraient ressembler les crises à venir, dans une approche tournée vers l'action, il serait plus opportun de creuser des situations plus proches. Dans le contexte qui est le nôtre, il y a tout lieu de penser que l'élément déclencheur le plus probable d'un processus de chute systémique brutale serait à trouver dans une crise financière, suivie d'une crise économique profonde, qui ferait passer celle de 2008 pour une vaguelette. Une crise financière, une paralysie de la production, une machine qui ne se relance pas, un enchaînement sous forme de cercle vicieux : défauts d'approvisionnement, chômage, pauvreté qui explose, migrations, une économie de la débrouille... Sans doute serait-il à cet égard, par exemple, utile de s'intéresser bien plus à la période de la *Grande Dépression* des années 1930, qui a suivi la crise de 1929 aux États-Unis. Puisque nous savons qu'un défi majeur est de s'organiser avec une décroissance soutenue de l'approvisionnement en énergie, sans doute serait-il aussi adéquat de gratter plus amplement la manière dont Cuba a vécu la chose dans les années 1990, à la sortie de la Guerre Froide⁸⁰.

IV. Donner sens à nos alternatives !



« Il ne faut pas se tromper sur le sens du mot « apocalypse ». Cela ne veut pas dire « catastrophe ». L'apocalypse signifie la certitude que le futur a changé de forme, et qu'on peut faire quelque chose. C'est comme si la forme du temps avait changé et que l'on pouvait donc maintenant enfin faire quelque chose. C'est une pensée pour l'action contre la sidération et la panique. Tant que l'on croit qu'on va bien s'en sortir, que l'on va essayer de retrouver un degré de croissance à 1 %, nulle action n'est envisageable. À l'inverse, l'apocalypse c'est la compréhension que quelque chose est en train d'arriver et qu'il faut se rendre digne de ce qui vient vers nous. C'est une situation révolutionnaire.»

Bruno Latour, Le Monde, 21 septembre 2013.

Les alternatives économiques et sociales que nous tentons de mettre en œuvre ont-elles un sens dans le contexte dépeint ? Assurément ! À condition, toutefois, de se doter de référentiels clairs et lucides. Et d'éviter de se muer en roue de secours d'un système qui prend l'eau, mais de plutôt viser à trancher, essayer et influencer le cadre institutionnel afin de faire système.

Il s'agit d'éviter de tomber dans deux écueils symétriques. Le premier consiste à se voiler la face – à des degrés divers –, à accepter de jouer benoîtement les règles du jeu pour « changer le système de l'intérieur », à se contenter de minuscules victoires (qui ne compensent jamais les grosses défaites), en acceptant de crier haut et fort, de lendemain en lendemain, que « demain sera trop tard », tout en se complaisant dans un système qui nous laisse bien volontiers une place fonctionnelle – celle du simulacre d'opposition. Il s'agit d'éviter de se fondre dans la masse et de participer à un prétendu effort collectif pour le climat qui privilégie les écogestes mais qui reste globalement aveugle à l'intensité du problème – ou inutilement optimiste, afin d'être porteur d'un discours « positif ». Il serait extrêmement dommageable que nos « alternatives » entretiennent un rapport à la transition dilué dans le récit « colibriste » des actions atomisées. Le deuxième écueil consiste à adopter des stratégies de repli, de créer des îlots hors système sans visée de modification du cadre institutionnel, dans lequel les îlots restent et resteront enchâssés – qu'ils le veuillent ou non. Il s'agirait plutôt de créer des presqu'îles, qui ne perdent pas de vue l'ambition d'une action sur le continent, qui se vivent comme des embryons de changements systémiques (voir « Résilience ou résistance ? La stratégie de l'archipel... et ses limites », p.83).

L'économie sociale que nous défendons a un rôle à jouer dans la définition d'une voie intermédiaire. Sans apporter de solution *clé en main* ou de « guide pratique », essayons de voir pourquoi. À la lueur des principes cardinaux de ce mouvement, qui semblent plus que jamais pertinents si l'on n'a pas peur de les approfondir tant que possible,

afin de renouer avec la tradition « *associationniste* » qui les a vus naître. Si l'économie sociale a un rôle à jouer dans l'émergence d'une *économie* de la transition, et plus généralement d'une *société* de la transition, elle nécessite de se *reconceptualiser* à la lueur de ce qui a été appelé « économie solidaire » par certain-e-s (en France surtout), et qui, précisément, estompe les frontières entre « économie » et « société »⁸². Aussi, parlerons-nous ici d'économie sociale et *solidaire* – plutôt que d'économie sociale tout court –, afin d'insister sur cette dimension *associationniste* de l'économie sociale plutôt que de se concentrer sur sa frange la plus institutionnalisée.

« L'associationnisme peut être abordé comme le projet de démocratisation de la société mené à partir d'actions collectives, libres et volontaires, ayant pour but la lutte pour l'égalité. Très souvent, l'associationnisme a été appréhendé en tant qu'effervescence collective, dont la Commune de Paris, la République Catalane ou la Révolte Hongroise sont des manifestations emblématiques. Mais l'associationnisme n'est pas que surgissement vite oublié, il est aussi porteur d'une volonté d'inscription dans la durée par la construction d'institutions à orientation économique. »⁸³

Les « besoins sociaux » au 21^{ème} siècle

Les organisations d'économie sociale et solidaire ne séparent pas l'économique du social et du politique. Les activités économiques n'ont pas d'intérêt intrinsèque, elles doivent répondre à un « besoin social ». Pour savoir ce qui est besoin social et ce qui ne l'est pas, il convient d'associer la notion à une lecture politique de son environnement. Les enjeux dépeints dans cette étude nécessitent d'adapter les référentiels politiques au contexte unique dans lequel nous évoluons. Il semble plus que jamais primordial de se demander « pourquoi » on mène telle action économique avant même de se demander « comment » on va la mener

De nombreuses initiatives que l'on peut rattacher à l'économie sociale et solidaire sont quant à elles déjà actives dans ces domaines. L'économie sociale et solidaire peut-elle amplifier cette impulsion qui ne viendra probablement ni du marché ni de l'État ?

(voir « Les entreprises colibris ne nous sauverons pas ! », p.42). Ce que nous faisons a-t-il un sens dans un monde post-pétrole rigoureusement compris ?

Cette question devrait guider l'action, tout en acceptant que nul ne s'est tenu à l'impossible de se comporter comme s'il-elle évoluait dans un monde post-pétrole, dans un monde qui continue à s'apparenter à une orgie d'énergie bon marché. Si interroger la « finalité sociale » des entreprises sous cet angle ne doit pas mener à paralyser l'action, cela peut tout de même mener à dégager des orientations. Premièrement, toute analyse sérieuse de la situation conclut à la nécessité d'une relocalisation drastique de la production et des échanges économiques. C'est le volet le plus immédiat d'un programme de résilience de nos économies (leur capacité à plier, dans le vent des crises, sans rompre). Deuxièmement, on conclura tout aussi naturellement à l'intérêt de réinvestir massivement certains secteurs stratégiques, à commencer par ceux qui touchent à des besoins matériels intemporels : alimentation, logement, information... Tout en veillant à ne surtout pas laisser de côté ceux qui garantissent cohésion et émancipation sociales : culture, lutte contre la pauvreté... Troisièmement, nous avons souligné la nécessité de se tourner tant que possible vers une économie *low tech*, que ce soit pour la production de biens de consommation finale – contre ikea, réinvestir l'artisanat – ou pour la production d'outils de production – contre les grosses machines industrielles, les petits outils artisanaux.

Une certaine lecture de l'économie sociale et solidaire insiste sur son rôle de

« troisième voie » : elle doit permettre de répondre à des besoins sociaux qui ne sont comblés ni par le marché ni par l'État. En matière d'activités de transition, il y a à faire. Nous avons vu pourquoi le marché est peu susceptible de répondre aux enjeux. Nous constatons jour après jour les limites de l'action publique pour y pallier. De nombreuses initiatives que l'on peut rattacher à l'économie sociale et solidaire sont quant à elles déjà actives dans ces domaines. L'économie sociale et solidaire peut-elle amplifier cette impulsion qui ne viendra probablement ni du marché, ni de l'État ?

Contre la société de marché

Depuis le tournant néolibéral du début des années 1980, nous évoluons chaque année un peu plus dans ce qui s'apparente à une « société de marché », pour reprendre l'expression de l'historien de l'économie Karl Polanyi. La logique concurrentielle de marché s'infiltré partout, gagne tous les champs des activités économiques et sociales. Nous avons vu que, dans un contexte qui ne prévoit pas de restrictions volontaires ambitieuses en énergies fossiles, la logique de marché est un obstacle majeur à la réalisation d'une économie de la décroissance.

Si nous souhaitons mettre en œuvre des activités économiques qui abordent la transition avec un peu de sérieux, il va incontestablement falloir lutter contre le marché et toutes les institutions qui le soutiennent. Cela suppose de s'insinuer dans tous les interstices possibles et de défendre ses positions. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?

Karl Polanyi nous apprend qu'il existe trois grandes logiques économiques. Le marché, la redistribution, et la réciprocité. Pour réussir à faire tenir des initiatives économiques de transition réelle, à défaut de pouvoir compter sur une réaffirmation nette du principe de redistribution dans un contexte de décroissance, il faut plus que jamais réinvestir le principe de « réciprocité ». De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'un principe d'action économique qui efface les frontières entre relations



économiques et relations sociales. Les activités économiques sont entreprises par des personnes avant tout soucieuses de manifester un lien social.

Les comportements des individus ne répondent pas à un calcul rationnel de leur intérêt économique personnel, mais bien à une logique de recherche du comportement adéquat à adopter dans le cadre d'une relation sociale particulière. L'échange économique est ainsi à comprendre dans une logique de « don – contre-don », d'obligation sociale, qui s'éloigne des calculs « rationnels » marchands.

Ce principe de réciprocité est déjà à l'œuvre dans bien des initiatives d'économie sociale et solidaire. Lorsque l'on achète ses légumes dans une AMAP plutôt que dans les rayons d'un supermarché, par exemple, le lien social prime sur l'intérêt marchand⁸⁴. Ou lorsque l'on s'implique bénévolement dans une association, on est bien dans une logique réciprocitaire. Le principe de réciprocité nécessite l'identification à une communauté, là où le principe de marché se satisfait d'« agent-e-s économiques » complètement atomisé-e-s. Le principe de réciprocité nécessite que les gens se parlent, là où le principe de marché souhaite des personnes muettes, qui ne s'expriment que par des actes de production ou de consommation en réaction aux signaux que sont les prix. La réciprocité suppose que l'échange économique se fonde dans un lien social, ce qui implique une certaine proximité. À cet égard, elle se prête extrêmement mal à une économie mondialisée. Elle se prête, par contre, assez bien à une économie relocalisée.

La réciprocité suppose que l'échange économique se fonde dans un lien social, ce qui implique une certaine proximité. À cet égard, elle se prête extrêmement mal à une économie mondialisée. Elle se prête, par contre, assez bien à une économie relocalisée.

S'opposer à la société de marché, c'est se contenter ni de la moralisation des producteur·rice·s – par voie de « responsabilité sociétale des entreprises » –, ni de la moralisation des consommateur·rice·s – via la « consom'action ». Il s'agit plutôt de « faire communauté », de développer des référentiels communs suffisamment forts pour nous éloigner des sirènes de l'économie marchande, qui nous saisit par l'affect du « bon marché ».

S'opposer à la société de marché, c'est se contenter ni de la moralisation des producteur·rice·s – par voie de « responsabilité sociétale des entreprises » (voir « Les entreprises colibris ne nous sauveront pas ! », p.42) –, ni de la moralisation des consommateur·rice·s – via la « consom'action ». Il s'agit plutôt de « faire communauté », de développer des référentiels communs suffisamment forts pour nous éloigner des sirènes de l'économie marchande, qui nous saisit par l'affect du « bon marché ». Nous avons vu, dans le deuxième chapitre, pourquoi les initiatives de production « résilientes » sont coincées par la logique marchande. Ces initiatives de réappropriation de savoir non « rentables » sont pourtant absolument cruciales. Si nous ne pouvons compter sur l'État pour en faciliter le développement et la pérennité, nous devons tant que possible nous en remettre à un principe de solidarité, de réciprocité. Cela nécessite bien plus que des « consom'acteurs » et « consom'atrices » qui modifient, à la marge, quelques éléments de consommation sur base de labels impersonnels. Cela nécessite des communautés prêtes à s'inclure pleinement dans d'autres logiques d'échange pour de larges pans de leur vie matérielle – et notamment de payer bien plus cher toute une série de choses, c'est-à-dire réduire volontairement

leur pouvoir d'achat –, afin de soutenir une remise en cause radicale de filières entières et l'émergence d'autres, plus résilientes. Tout en ne lâchant à aucun moment la volonté de, aussi, agir sur les cadres institutionnels, pour que ces dynamiques réciprocitaires évoluent en milieu moins hostile et pour permettre aux personnes qui en sont de *facto* exclues (pour causes d'inégalités de capital économique, social, culturel) d'y accéder.

Cette brève discussion fait écho à des débats qui traversaient déjà le 19^{ème} siècle. Que faut-il privilégier, se demandait Rosa Luxemburg, coopératives de producteur-riche-s ou coopératives de consommateur-riche-s ? *« Dans l'économie capitaliste, l'échange domine la production ; à cause de la concurrence, il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. (...) D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. »* Les coopératives de production, si elles s'en remettent à écouler leur production sur les marchés, ne pourront éviter de rester « concurrentielles », et donc de s'en remettre à des processus de fabrication non soutenables. Si, par contre, elles s'appuient sur une communauté, elles peuvent espérer créer des poches de résilience, des bulles qui s'extirpent – au moins partiellement – des impératifs de marché.

Bien entendu, s'insinuer dans tous les interstices qui permettent de s'éloigner de la logique de marché, ne va pas sans son lot de luttes. C'est que, dans une société de marché, la réciprocité est suspecte. Comme l'a montré Karl Polanyi il y a plus de septante ans, pas de société de marché sans institutions de marché ! Ces institutions de marché mettent des bâtons dans les roues des initiatives qui veulent s'appuyer sur la réciprocité. Cela passe, par exemple, par

l'affirmation d'un principe inaliénable de « concurrence libre et non faussée » qui limite le volontariat aux marges de l'activité économique. Cela passe par l'alignement progressif du statut d'ASBL sur celui des entreprises marchandes, avec le lot de freins à l'action associative que cela suppose. Cela passe par le développement de règles (les normes AFSCA, par exemple) et d'infrastructures (les zonings industriels, le développement de grands centres commerciaux...) qui favorisent très nettement la production industrielle – qui s'écoule sur des marchés mondialisés – par rapport à la production artisanale locale – qui s'écoule via des canaux locaux et plus intégrés dans des relations sociales. Pour l'heure, revaloriser le principe de réciprocité nécessite de jouer avec les marges des cadres imposés. Il y a lieu d'employer toutes ces marges, et de viser à les faire grignoter de l'espace, à changer le cadre.

S'insinuer dans tous les interstices qui permettent de s'éloigner de la logique de marché ne va pas sans son lot de luttes. Dans une société de marché, la réciprocité est suspecte. Karl Polanyi l'a montré il y a plus de septante ans : pas de société de marché sans institutions de marché !

Créer des affects démocratiques

Les organisations d'économie sociale et solidaire ont la particularité de se vouloir *démocratiques*. N'est-il pas paradoxal que nos sociétés se déclarent « démocratiques » alors que, sur le lieu de travail – où nous passons la moitié de notre temps éveillé – les régimes de domination les plus archaïques peuvent continuer à constituer une norme peu discutée ? L'économie sociale et solidaire défend la participation *réelle* dans les entreprises et les associations.

Cette dimension de l'économie sociale et solidaire semble plus que jamais

pertinente dans le contexte dépeint ici. Il est nécessaire de se réinvestir de ce principe. En particulier, il s'agit de dépasser tant que possible la participation formelle – celle de la place donnée en assemblée générale, par exemple – et de favoriser, aussi, une participation effective, une participation *vécue* au quotidien.

L'enjeu est de créer des « affects » démocratiques. Faire du travail, de l'implication dans les organisations d'économie sociale et solidaire, un lieu d'*expérimentation* démocratique. Nous l'avons souligné, les crises à venir peuvent constituer un terreau fertile pour les régimes autoritaires de tout poil, pour une extension des rapports de domination. Créer des lieux d'expérience démocratique concrets, c'est permettre que se développe une certaine habitude à la participation et à l'égalité. De ces habitudes dont on n'a pas envie de se débarrasser lorsque l'on y a goûté. Qu'elles aient été contractées au sein d'entreprises, d'associations, ou au sein de mouvements sociaux. De mouvements comme ceux des Gilets jaunes ou des ZAD on ressort assurément avec un rapport changé à la docilité et à la démocratie. Si l'on pense que des effondrements sont à venir – et donc des changements profonds de la manière dont s'organise et se vit la société –, sans doute avons-nous tout à gagner à éviter de reproduire des structures qui forment à devenir de bons petits soldats et de bonnes petites soldates.

Un événement ou une idée ne nous affecte jamais de manière *intrinsèque*, mais bien à travers notre prédisposition à nous laisser affecter par elle, à travers des plis affectifs fruits de notre trajectoire sociale passée. À quoi sommes-nous sensibles ? En fonction de dispositions lentement forgées, on peut voir ou ne pas voir une domination quand elle s'exerce, trouver ignobles ou non les dérives autoritaires quand elles se présentent, identifier ou non une soumission comme telle, se rendre compte ou non des manipulations dont nous sommes l'objet. Et, de là, les accepter ou les rejeter. Or, ces plis, s'ils peuvent se modifier plus ou moins vite en fonction du contexte – nos systèmes de croyances et nos dispositions affectives sont plus malléables en temps de crise –, sont avant tout des constructions lentes, qu'il s'agit de travailler dans la durée. Le régime de travail capitaliste les travaille dans son sens, celui qui rend docile. L'expérience d'une démocratie vécue au sein d'une activité économique, d'une activité sociale, doit viser à changer la donne.

Créer des lieux d'expérience démocratique concrets, c'est permettre que se développe une certaine habitude à la participation et à l'égalité. De ces habitudes dont on n'a pas envie de se débarrasser lorsque l'on y a goûté.

TRAVAILLONS NOS IMAGINAIRES ! LE CONSEIL LECTURE.

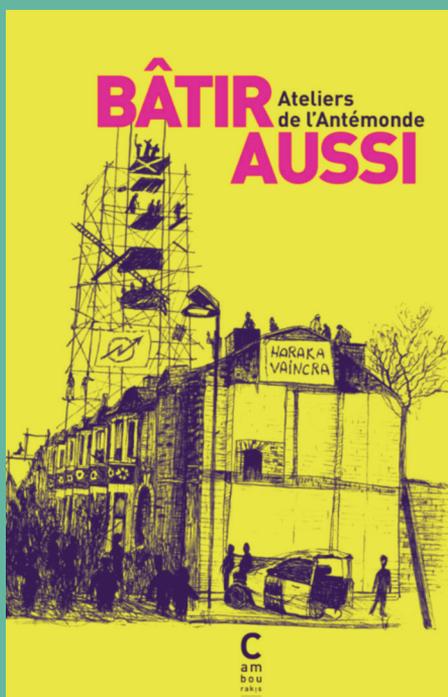
Le monde de demain sera radicalement autre. Ce qui devrait nous occuper aujourd'hui est de savoir quel « radicalement autre » nous souhaitons mettre en place. Ce n'est pas une tâche aisée, tant le « système » – capitaliste, mondialisé, industriel, ultra-dépendant d'un magot de ressources fossiles – n'est pas une entité qui nous est extérieure : il nous colle à la peau ! Il s'exprime à travers nous. Il nous a imposé ses mots, ses manières et nous oppose constamment un principe de « réalité » qui laisse peu de place, au-delà des marges, pour penser contre lui. Il a colonisé nos imaginaires.

Refonder nos imaginaires est un chantier primordial. Penser dans les marges ne suffira pas. Il nous faut pouvoir créer des imaginaires qui s'émancipent du pragmatisme de court terme. Certains acteurs en vue de la « transition » en ont fait leur credo. Rob Hopkins nous enjoint, dans son dernier ouvrage, à passer du « what is » au « what if »⁹¹. Dans la même mouvance, Cyril Dion – réalisateur du film « Demain » – insiste sur l'importance de créer de nouveaux récits mobilisateurs⁹². Mais comment passe-t-on du récit des petites initiatives vertueuses à un imaginaire englobant, qui pense en termes systémiques et voit les verrous institutionnels qui empêchent un basculement sociétal vers le type d'initiatives montrées en exemple ? Notre étude vise à montrer que l'on ne fera pas l'économie de s'attaquer, d'une manière ou d'une autre, aux grandes institutions macro-sociales. Il va falloir radicalement repenser l'entreprise, ses modes de financement, de production et d'échange, le travail, les systèmes de décision politique, l'importance et l'imbrication des différents niveaux de pouvoir, les rapports de domination... Sortir les petites initiatives à valeur d'exemple de ces institutions fondamentales – c'est-à-dire montrer les premières sans parler des secondes –, c'est courir le risque de dépolitiser des enjeux assurément politiques.

Mais comment imaginer des mondes si radicalement différents du nôtre ? La fiction peut aider !

« **Bâtir aussi** » (éditions Cambourakis, 2019)⁹³, c'est l'histoire de communautés autogérées qui évoluent dans un monde post-pétrole. Au fil des sept nouvelles que compte le livre, on est plongé dans un monde très différent du nôtre. On est, par exemple, amené·e à suivre l'histoire d'une personne qui écume les villages pour réparer des lave-linges (un savoir précieux), qui font partie des rares machines de l'« Antemonde » (notre monde actuel) qui continuent à être utilisées. Ou dans une vieille usine réaffectée où l'on s'applique tant bien que mal à fabriquer et réparer des

bicyclettes. On est, surtout, emmené·e dans un monde qui, sur tout le reste aussi, ne ressemble pas au nôtre : pas de travail salarié, des décisions qui se prennent en assemblée collective, des dominations de genre largement renversées, des habitations devenues collectives, des « communes » comme unité politique de base... Pour autant, les auteurs et autrices – le collectif des Ateliers de l'Antemonde – ne nous livrent pas une « utopie parachutée ». Mais bien une « *utopie un peu merdique* », selon leurs propres mots⁹⁴. Il ne s'agit pas de tomber dans la description d'un monde idéalisé qui gomme les difficultés du réel. Les modes de vie sont très sobres, voire précaires, et encore un peu hésitants. On est dans une économie de la débrouille et du « bidouillage ». Il faut se soucier des « récalcitrant·e·s », parfois armé·e·s, qui refusent ce nouveau contrat social résolument anti-capitaliste, écologiste et féministe. Les difficultés rencontrées dans la gestion en commun transparaissent tout au long des récits. La répartition des tâches ingrates ne se fait pas si spontanément, il n'est pas facile d'arbitrer entre les priorités des un·e·s et celles des autres, ou de trancher les débats sur le sort à réserver à la tonne de reliques laissées par le monde ancien. On apprend aussi que le système initialement en place ne s'est pas laissé faire : il a fallu en passer par des barricades et des mort·e·s, au cours d'une révolution répondant au nom d'« Haraka ». C'est assurément « un peu merdique ». Et, pourtant, les récits laissent voir apparaître des « futurs habitables », et même des « futurs désirables ». Cet environnement de science-fiction peu conventionnel s'appuie, parmi d'autres influences, sur la pensée de Murray Bookchin – écologie sociale et municipalisme libertaire, technologie émancipatrice et lecture croisée des rapports de domination – et la dote en affects, la fait parler à travers la fiction, la rend concrète, pour nous doter d'imaginaires nouveaux !



« Nous n'avons pas peur des ruines.
 Nous sommes capables de bâtir aussi.
 C'est nous les travailleusEs
 qui avons construit les villes de partout.
 Nous allons recevoir le monde en héritage.
 La bourgeoisie peut bien se faire sauter.
 Nous portons un monde nouveau
 dans nos coeurs. »

**Graff aperçu au parc Archaos,
 Commune libre de la Guillotière, 2022.**

S'attaquer au cadre

Les organisations d'économie sociale et solidaire peuvent créer des *embryons* de changement systémique. Se vivre comme des germes de quelque chose qui attend la pluie pour se répandre. Dans ce contexte, un enjeu crucial est de ne pas le faire cloisonné-e-s du reste du monde, mais bien de, en même temps, viser les modifications institutionnelles nécessaires à ce que l'embryon puisse se développer.

Trop souvent, le caractère « démocratique » des organisations d'économie sociale et solidaire se lit à travers le prisme de « la démocratie dans l'entreprise » (voir ci-dessus). Or, c'est plus que cela. Il s'agit également d'affirmer « l'entreprise dans la démocratie ». C'est un des messages centraux de l'*associationnisme*, dont s'est éloignée une certaine économie sociale instituée qui a accepté la césure entre l'économique et le politique⁸⁵. Il s'agit de donner une dimension politique à l'action économique et sociale. Faire des organisations économiques et sociales des unités de base des débats sur les choix de société. Il ne s'agit pas tant d'écrire des traités de théorie politique hors sol que d'alimenter, à partir d'expérimentations concrètes, un travail collectif qui vise à faire bouger les lignes institutionnelles afin de donner de l'oxygène à des alternatives économiques et sociales étouffées par l'ordre en place.

En matière de transition, nous avons vu à quel point toutes sortes de verrous institutionnels jouent un rôle de blocage. À moins de s'en remettre à une vision des choses qui abandonne complètement le travail sur les institutions et préfère favoriser le développement d'îlots « hors cadre » (voir « Résilience ou résistance ? La stratégie de l'archipel... et ses limites », p.83), ce travail est essentiel. Il ne s'agit ni de penser que des changements radicaux seront faciles à obtenir, ni d'accepter d'avaler les couleuvres, mais bien de développer des actions de plaidoyer proportionnées, qui visent des points d'inflexion stratégiques. L'évolution institutionnelle

que l'on observera en temps de crise dépend, en partie, des victoires que l'on obtiendra – ou non – aujourd'hui. La question ne devrait dès lors pas tant être de savoir s'il faut continuer à essayer de faire bouger le cadre que à *quels niveaux de pouvoir* il convient de le faire, et *par quelles voies*. L'associationnisme nous invite particulièrement à lier alternatives économiques et mouvements sociaux. Les deux doivent se répondre et s'alimenter, constituer les moyens différents d'une même fin.

Ce volet de l'économie sociale et solidaire en appelle un autre. Celui du rapport à l'État. L'économie sociale et solidaire entend cultiver une *autonomie de gestion* par rapport à l'État. En particulier, elle se soucie de ne pas être instrumentalisée par l'État, de ne pas devenir une roue de secours bon marché d'une action publique en retrait. Est-ce à dire qu'il faut rejeter l'État, avancer sans lui ? Certainement pas. L'économie sociale et solidaire entretient une tension dialectique avec l'État. Il s'agit de s'en autonomiser – ou de ne pas se faire phagocyter par lui –, tout en veillant à peser sur les choix collectifs qui se concentrent entre ses mains. Bien souvent, l'État n'invente rien. Il peut, par contre, aussi bien jouer le rôle de verrou que le rôle de facilitateur des changements requis, en matière de transition comme ailleurs. Il s'agit alors de faire pression sur lui pour en faire un soutien plutôt qu'un verrou. Bien entendu, « l'État » est une notion abstraite, qui cache une multitude de niveaux d'action. De la commune aux instances supranationales, les lieux d'action sont multiples. Dans une optique de relocalisation radicale des économies, il convient de ne pas négliger les échelons locaux – d'ailleurs plus facilement accessibles –, où peuvent s'opérer toute une série de choses très positives. Le deuxième chapitre nous a toutefois montré que les méta-verrous économiques qui bloquent les possibilités d'une transition radicale sont dans les mains d'échelons supérieurs – nettement moins accessibles – qu'il nécessite de ne pas désinvestir. On ne sortira pas de l'ordre capitaliste marchand en le demandant à l'élu du coin.



On ne sortira pas du capitalisme néolibéral mondialisé en le demandant gentiment à son chien de garde régional qu'est l'Union européenne. Les actions menées se doivent d'être stratégiques et proportionnées à l'interlocuteur-riche.

Les communs contre le capital

Nous avons vu en quoi le financement des outils de production par la logique capitaliste de l'investissement privé n'est pas tenable en régime de décroissance. Depuis longtemps, l'économie sociale et solidaire entretient un rapport au capital qui s'éloigne des visions standards. Dans la répartition de la valeur ajoutée, la priorité doit y être donnée aux revenus du travail. Nous avons souligné que le contrat social des trente glorieuses – le partage des fruits de la croissance – est indiscutablement derrière nous. Avec les pressions sur la croissance économique – et même son inversion aussi souhaitable qu'inéluctable – nous rentrons dans un jeu économique à somme nulle, et même à somme négative. La tension sur le partage de la valeur ajoutée va aller grandissant, et se fait déjà largement ressentir, à travers toutes sortes de nouvelles formes de travail précaire. Réaffirmer la priorité à donner aux revenus du travail sur les revenus du capital est plus que jamais nécessaire. Dans un contexte de décroissance, cela signifie que tout le monde va voir ses revenus décroître, mais qu'il serait de bon ton que les revenus du capital décroissent plus vite que ceux du travail. Ceci dit, il faudra incontestablement aller plus loin et radicaliser les positions. Car en régime de décroissance, l'enjeu devient de financer des activités économiques non « rentables ». Et, en l'état, ni les investisseurs privés ni l'État ne risquent de procéder aux investissements nécessaires si l'on ne les y pousse pas.

Le chantier est immense. Il s'agit ni plus ni moins que de repenser le régime de propriété. À qui doivent appartenir les « outils de production » ? Et comment les financer ? Un chantier que la gauche traditionnelle a depuis bien longtemps abandonné, en adoptant un modèle de social-démocratie lui-même largement

Faire des entreprises des « communs », c'est ni plus ni moins que les penser selon la grammaire de l'association. Les communs sont une invitation à une économie non pas étatisée, mais socialisée.

dépendant des bons résultats de la croissance marchande. Il est urgent de remettre sur la table la question de la *socialisation* des moyens de production.

Quand une critique du capitalisme est avancée, les tentatives de discrédit par l'histoire soviétique ne sont jamais bien loin. Il faut toutefois être idéologiquement aveuglé pour ne pas voir qu'une remise en cause du régime de propriété ne passe pas nécessairement par une affiliation à un communisme centralisé qui mène tout droit vers un « capitalisme d'État ». Contre la propriété individuelle des moyens de production, si pas la propriété publique, alors quoi ? L'économie sociale a, depuis longtemps, tenté autre chose : la propriété collective, à travers les coopératives. À travers l'épreuve du temps, le modèle coopérativiste – qu'il s'appuie sur des coopératives de travailleur-euse-s ou des coopératives d'usagers et d'usagères – a la plupart du temps observé des dérives le faisant retomber dans les travers de la logique capitaliste de propriété⁸⁶. Pour éviter de retomber dans ses travers, le modèle coopérativiste gagnerait à se rapprocher de la notion de « communs ».

Aujourd'hui, la notion de « biens communs » est de plus en plus discutée. Elle peut se définir très sommairement via trois éléments-clés : une *ressource* gérée par une *communauté* selon des *règles collectives* et évolutives. Elle combine deux aspects cruciaux. Premièrement, une absence de propriété : la ressource n'est pas appropriable, elle « appartient » à la communauté, mais pas dans un sens classique de la propriété. Deuxièmement, un approfondissement démocratique : la ressource est gérée

de manière commune, selon des règles collectives qui assurent sa pérennité. Le plus souvent abordée sous l'angle de la ressource naturelle à préserver (la gestion *commune* de l'eau ou les semences paysannes, par exemple) ou de la ressource culturelle (Wikipedia ou la licence *Creative Commons*, par exemple), la notion de bien commun gagnerait à être mobilisée dans le champ de « l'entreprise », des outils de production. La notion même d'entreprise tend à se diluer quand on la pense comme un commun. En réalité, faire des entreprises des « communs », c'est ni plus ni moins que les penser selon la grammaire de l'*association*. Par essence, les communs tendent à effacer les cloisons établies entre activités économiques et relations sociales, à « réencaster » les premières dans les secondes. Ils invitent à penser, contre le régime de propriété capitaliste un régime non pas communiste centralisé, mais *communaliste* décentralisé et profondément démocratique. Une économie non pas *étatisée*, mais *socialisée*.

Réinventer l'associationnisme

L'approfondissement des principes généraux dans lesquels se reconnaît l'économie sociale et solidaire est une invitation à en faire une économie capable de s'inscrire dans les enjeux de la transition écologique et sociale. Cet approfondissement est une invitation à renouer avec l'esprit associationniste qui a vu naître, au 19^{ème} siècle, les premières mutuelles et coopératives ouvrières – « filles de misère et de nécessité »⁸⁷. L'association était l'arme de celles et ceux qui n'avaient pour elles-eux que le regroupement et la solidarité. Dans les temps qui se préparent, nous aurons assurément besoin d'un associationnisme de la transition.

C'est un appel à l'expérimentation concrète et située, qui invite à éviter deux écueils.

Premièrement, à ne pas virer dans « l'alternative dérisoire », celle qui, en pensant changer les choses, finit par reproduire le même (souvent inconsciemment) et devenir une roue de secours fonctionnelle d'un système

qui se renouvelle continuellement sans changer ses fondements⁸⁸. Quand les fondations d'une bâtisse sont pourries, repeindre la façade (en vert) est dérisoire et devient même contre-productif quand cela vient à masquer le fait que le bâtiment est sur le point de s'écrouler. Éviter de devenir les idiot-e-s utiles du système, cela passe par une lecture *institutionnaliste* qui vise non seulement à jouer plus vertueusement et solidairement, mais également à changer les règles du jeu (voir « Les entreprises colibris ne nous sauveront pas ! », p.42).

Deuxièmement, à sortir d'un « anticapitalisme de posture », qui va croissant à mesure que l'on se rend compte que nos problèmes de destruction de la planète et du vivant ont tout à voir avec le système économique en place, mais qui dit trop peu ce par quoi on le remplace. Cela passe par l'acceptation d'alternatives qui font le deuil d'être parfaitement pures, mais qui ont conscience de leurs renoncements temporaire, et ne perdent jamais de vue leur lecture et leur ambition politiques de changement.

C'est un appel, aussi, à comprendre *alternatives économiques* et *mouvements sociaux* comme les deux faces d'une même pièce, dans la plus pure tradition associationniste⁸⁹. Les unes comme « la continuation des autres mais par d'autres moyens »⁹⁰. Et réciproquement. Un appel à effacer les frontières entre *économie* et *société*, à concevoir l'activité économique du temps long et les événements politiques du temps court – de la revendication à l'insurrection – comme des éléments qui se répondent et se complètent, des choses différentes mais qui participent d'une même vision politique, d'une même lutte.

L'associationnisme, c'est un appel à comprendre alternatives économiques et mouvements sociaux comme les deux faces d'une même pièce. Les unes comme « la continuation des autres mais par d'autres moyens ». Et réciproquement.

RÉSILIENCE OU RÉSISTANCE ?

La stratégie de l'archipel... et ses limites⁹⁵.

Face à une situation bloquée, de multiples logiques d'action se déploient. Discutons-en deux, antagonistes sous certaines apparences – sous leur forme idéale-typique –, mais de l'intersection desquelles peut naître une théorie de l'action intéressante.

Premièrement, l'option de la « résistance ». Il s'agit de lutter contre les institutions en place, de viser à les mettre à plat et d'en recréer d'autres, plus égalitaires, moins opprimantes et plus à même de répondre aux enjeux qui nous préoccupent – une transition écologique et *sociale*. C'est la stratégie militante de l'activisme, illustrée par les mouvements sociaux radicaux qui entendent s'opposer frontalement au système capitaliste industriel en place, dans un penchant révolutionnaire.

Deuxièmement, l'option de la « résilience ». Il s'agit moins de s'attaquer frontalement au système que de viser à le rendre obsolète par la création d'îlots qui s'en soustraient et expérimentent, en marge de lui, de nouveaux modes d'organisation sociale et économique. Des modes d'organisation plus sobres, plus résilients, qui se défont de la logique de marché pour ancrer l'économie dans des logiques alternatives qui font la part belle aux relations sociales, qui se défont de la logique capitaliste pour s'ancrer dans une logique des biens communs, qui mettent en place de nouveaux rapports à soi et aux autres. L'essaimage des îlots doit participer à créer des « archipels » – pour emprunter l'expression de l'écrivain martiniquais Édouard Glissant –, dans lesquels les îlots sont interreliés et se fédèrent, et qui finissent par se substituer progressivement au système en place. Ce genre de stratégie peut être identifiée dans des mouvements aux agendas et aux modes d'action fort différents : côté pile, un mouvement comme les « villes en transition » ; côté face, un mouvement comme les « zones à défendre » (ZAD). On y retrouve, dans une certaine mesure, la grammaire du *communalisme libertaire* défendu par l'écologie sociale

du penseur anarchiste Murray Bookchin – le dépérissement de l'État par la propagation de communes libres et autogérées qui se fédèrent⁹⁶.

Bien entendu, il s'agit là d'idéaux-types. On trouve des stratégies de résistance frontale au système dans certains îlots aussi bien qu'on trouve des stratégies d'ancrage territorial et de développement d'expérimentations sociales dans des mouvements militants. Les ZAD naissent précisément d'une opposition frontale physique territorialement ancrée. La force de l'idée d'*archipel* est avant tout à trouver dans un principe de subsidiarité⁹⁷ fort. C'est une stratégie de lutte qui identifie les risques de recapture des mouvements sociaux et qui privilégie dès lors l'émergence d'entités de petite taille qui mènent des luttes coordonnées plutôt qu'une lutte centralisée. D'une certaine manière, il s'agit d'essayer de piocher dans les forces des stratégies de résistance (sortir de l'action marginale) sans hériter de ses défauts (perdre son autonomie).

La stratégie de l'archipel souffre toutefois de limites, que ne manque pas de rappeler l'économiste et philosophe Frédéric Lordon, qui ne croit pas aux « *solutions goutte à goutte de la défection continue* »⁹⁸. Soit les îlots sont marginaux et peu menaçants (les « villes en transition », par exemple). Dans ce cas, ils peuvent tantôt mourir d'eux-mêmes par le jeu quotidien d'institutions qui leur sont défavorables et les rendent intenables ; tantôt virer en « alternatives dérisoires », qui servent fonctionnellement un système qui gagne à autoriser des expérimentations gentilles et d'autant moins menaçantes qu'elles ne s'attaquent pas aux institutions en place. Soit les îlots se font menaçants pour le système en place. Car ils gagnent un pouvoir d'attraction susceptible de rallier les masses, car leur critique est radicale (elle s'attaque aux racines du système) et leurs expérimentations localisées visent à faire système. Dans ce cas, ils ne manqueront pas d'être détruits. L'archipel est une idée séduisante, mais on ne le laissera pas se développer. L'ordre capitaliste ne prendra aucun risque à cet égard. Pour s'en convaincre, il faut, par exemple, regarder le sort que les autorités françaises ont réservé à l'îlot radicalement alternatif que

constituait la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Pas pour pouvoir construire l'aéroport ayant initialement justifié la mise en place de la ZAD, mais pour « remettre de l'ordre », une fois le projet d'aéroport abandonné, dans un espace où s'était développée une expérimentation de vie en société s'extrayant des rouages du marché. Ou se rappeler le sort réservé, quelques dizaines d'années avant, à l'usine LIP reprise par ses ouvriers licenciés selon des principes autogestionnaires. Comme le résume Frédéric Lordon : « *Tant que la grosse bête n'aura pas été foutue par terre, nous n'aurons pas la paix* ».

Et pourtant, toute utile soit la lecture institutionnaliste qui pointe les rapports de force macro-sociaux, nous avons quand même besoin d'îlots. Premièrement, car lutter pour des changements institutionnels radicaux ne se fera pas de manière a-située. Dans un océan capitaliste qui a envahi toutes les sphères de la vie sociale et qui pousse à l'atomisation des individus, l'ancrage territorial est crucial. De luttes concrètes pour des enjeux locaux peuvent naître des remises en cause plus radicales des verrous macro-institutionnels. « Penser global, agir local ». Deuxièmement, nous avons besoin d'îlots car nous connaissons trop bien les risques de recapture qui ne manquent presque jamais de se concrétiser lorsque les stratégies primaires de résistance parviennent à leurs fins et ouvrent la possibilité de remettre tout à plat. La recapture parce que l'on coupe les têtes sans changer les fondements du système, bien sûr. Mais aussi la recapture parce que toute institution nouvelle doit pouvoir être portée par des masses critiques pour s'avérer effective. Sans quoi ces institutions – toutes écologiques et solidaires soient-elles – resteront l'objet d'une avant-garde « éclairée ». Nous avons besoin d'îlots pour, déjà, y expérimenter concrètement d'autres formes de rapports économiques et sociaux, pour se rendre prêt•e•s à vivre dans des institutions meilleures.

La stratégie de l'archipel ne devrait en aucun cas se limiter à une forme de *soustraction* au système capitaliste – qui penserait qu'il suffit que tout le monde finisse par s'en soustraire pour que le capitalisme disparaisse – mais bien constituer une approche *instrumentale* de lutte contre le capitalisme. Un appel aux îlots

à ne pas se soustraire de la lutte pour les institutions macro-sociales. Ce que la stratégie de la résistance enseigne à la stratégie de la résilience, c'est que « le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment »⁹⁹, que, si les îlots devaient devenir subversifs et viser à faire système, ils ne manqueraient pas de se heurter – très rapidement – à une résistance matérielle bien concrète. Et à laquelle il faut être préparé•e•s.

Le mot « îlot » peut sembler évoquer des alternatives radicalement en marge du système. Il faudrait pourtant plutôt l'entendre comme une *échelle*. Il faut voir dans les multiples pratiques associationnistes – des plus *hors système* aux moins *hors système* – qui doivent, pour expérimenter des formes d'organisation plus démocratiques et plus égalitaires, jouer avec les marges d'un système pas fait pour elles, autant d'îlots auxquels se pose la série d'enjeux ici pointée.

« Je ne crois pas que le capitalisme tombera par un mouvement de fuite continue vers des « communes » qui l'éviderait de sa substance pour le laisser à l'état d'enveloppe creuse, bonne à s'affaisser toute seule ; je ne crois pas non plus qu'une juxtaposition de « communes » fasse une forme politique complète. Je crois qu'il faut repartir de ce problème : la division du travail, accorder qu'elle est un phénomène macroscopique, et par suite que la restructuration tant de ses orientations que des rapports sociaux sous lesquels elle s'effectue est une affaire macroscopique. Et institutionnelle, impliquant la transformation du droit de propriété. Dans ces conditions, nous sommes nécessairement confrontés à un problème pour le nombre. Dans les dynamiques passionnelles du nombre, tout est bon à prendre, y compris les expériences limitées, locales, même ingénéralisables, qui les contredisent moins qu'elles ne les émulent, d'une manière ou d'une autre, en produisant des déplacements dans les têtes, des remaniements, de nouvelles formations de désir, et ceci pourvu que ces expériences ne prétendent pas épuiser le problème. Le lyrisme des cabanes, des forêts et des zones fouette sans doute nos imaginations, mais ne soutient pas une perspective politique pour le nombre. »

Frédéric Lordon, « Et la ZAD sauvera le monde... »,
Le monde diplomatique, septembre 2019.



Conclusion

Tout ce développement pour aboutir sur l'intérêt de l'économie sociale et solidaire dans une perspective de transition ?! Fallait-il s'embarrasser de cette longue discussion plombante sur les *verrous* pour brandir une clé si attendue pour une fédération comme la nôtre ? Quitte à croiser *économie sociale* et *transition*, n'aurions-nous pas pu faire comme tout le monde : brandir des exemples vivants, inspirants, plus à même de placer l'espoir au centre de l'image ? Il y aurait eu de quoi faire, c'est évident ! L'économie sociale et solidaire regorge d'initiatives qui méritent que l'on s'y attarde.

Nous avons ici préféré faire le pari inverse et opérer une déconstruction plus abstraite, qui ramène la question des *institutions* au centre de l'équation de la transition écologique et sociale. Notre contribution est moins là pour nier l'intérêt des approches qui se focalisent sur des exemples concrets d'initiatives de transition que pour les compléter.

Mettre sur la table la question des institutions, c'est se demander sous quelles conditions ces alternatives peuvent faire système, et sous quelles conditions elles ne le peuvent pas. Sous les conditions de l'ordre capitaliste marchand, elles ne le peuvent pas. C'est à ce titre que l'économie sociale et solidaire est proposée comme horizon. Pas par l'addition des projets intéressants qui s'y développent, mais par ce qui les relie dans leurs manières de faire. Pas uniquement par le développement en son sein d'activités de « transition », mais par le développement d'une autre manière d'envisager le financement, la production et l'échange économiques, une autre manière de *faire économie*.

Pour autant, il n'y a pas non plus lieu de fantasmer une économie sociale et solidaire telle qu'on la voudrait. Celle-ci est marquée d'hétérogénéité. Cette étude est, aussi, une invitation faite à l'économie sociale, dans sa diversité, d'intégrer dans sa manière de *se penser* les enjeux de la « transition » tels qu'ici discutés. Un appel, dès lors, à se « radicaliser », à reprendre les choses à leur racine. À l'économie sociale de s'éloigner de sa version la plus adossée à la logique marchande, la plus accommodante des rouages capitalistes, la moins dérangée par un système dont elle se prétend alternative. Au risque, sinon, de devenir les idiot·e·s utiles d'un système qui s'adapte sans changer. Il s'agit pour l'économie sociale de se reconceptualiser dans les termes de ce que certain·e·s appellent « économie solidaire », de se penser selon la grammaire de l'association, du « commun ». Cette lecture *associationniste* de l'économie sociale, nous la défendons de longue date. Les enjeux dressés dans cette étude la rendent plus que jamais pertinente, et urgente.

Tout ceci est, certes, plus à facile à dire qu'à faire. Nous avons montré tout au long de cette étude à quel point les inerties institutionnelles sont profondes. Face à un roc, il convient d'exploiter les fissures, les interstices. Le roc a son lot de fragilités intrinsèques. Ruons-nous dans les brèches. À cet égard, concluons modestement par une double invitation.

Une invitation, d'abord, aux initiatives de transition existantes – qu'elles en portent l'étiquette ou non ! – qui répondent, à leur échelle, aux enjeux pointés tout au long de cette étude, et auxquelles

nous avons trop peu rendu hommage. Invitation à persévérer, à ne pas lâcher. Le milieu est hostile, mais il se fissure. Si ces initiatives sont insuffisantes, ce n'est pas leur faute. Elles essaient. Elles préparent le possible. Elles s'essaient à le préfigurer. Même marginales, même la corde au cou, leur capacité de donner à voir *autre chose* est essentielle. Exploiter les brèches, c'est souvent déjà leur quotidien. Nous les invitons à coopérer pour essayer de les ouvrir encore plus et pour exploiter les nouvelles, qui ne manqueront pas d'arriver. À ce que, jamais contentes, ces initiatives pensent leur généralisation, leur essaimage. À ce qu'elles se vivent comme les germes de quelque chose qui n'attend que la pluie pour se répandre. Nous les invitons à ne pas accepter de se laisser cantonner dans une logique de niche uniquement accessible à celles et ceux qui ont les capitaux (économique, social, culturel...) qui rendent les freins moins freinant, à ne pas se laisser flatter par celles et ceux qui voudraient faire de ces questions des questions morales. Ces questions sont politiques. Nous les invitons, dès lors, à *revendiquer*. À se sentir légitime pour. Mais à ne pas s'y limiter. À, aussi, se fédérer et créer les rapports de force nécessaires pour impacter le cadre, sans quoi il n'évoluera pas.

Une invitation, ensuite, à celles et ceux qui disposent de mandats qui rendent moins inaccessible une action sur les cadres en place. Invitation à sortir des effets d'annonce et à se mobiliser. À ne pas laisser ces questions à celles et ceux qui souhaiteraient les résumer à des questions techniques. Ce sont des questions profondément politiques. Nous les invitons à choisir. Se complaire dans la voie facile, dans le régime de la fatalité, dans le soutien tacite à un système qui court au désastre ? Ou soutenir celles et ceux qui œuvrent aujourd'hui à proposer une économie réancrée ? Une économie réadossée à des besoins sociaux, relocalisée dans des territoires, réencastrée dans des liens sociaux, resocialisée. Les initiatives économiques et sociales allant dans ce sens foisonnent *malgré* le contexte institutionnel hostile. Elles ont avant tout besoin d'air, besoin d'être soutenues, besoin d'être prises au sérieux, pour pouvoir se stabiliser, se multiplier, espérer gagner en poids et sauver ce qu'il y a de meubles à sauver. À ce niveau aussi – celui de l'action politique – nous invitons à se prêter au jeu de la brèche. Tout n'est pas possible. Mais plus est possible !



Notes

- ¹ Will Steffen et al., « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », PNAS, 2018. Consultable sur frama.link/EYFtZKNc.
- ² Jean-Marc Jancovici, « Où nous situons-nous dans l'échelle des températures par rapport au passé ? », jancovici.com, consulté en avril 2019. Consultable sur frama.link/07ek5q19.
- ³ Selon l'expression empruntée à Frédéric Lordon dans son article « Appels sans suite », *La pompe à phynance*. Consultable sur blog.mondediplo.net/appeles-sans-suite-1.
- ⁴ Expression employée par le président français Emmanuel Macron le 1^{er} juin 2017, en réaction à la sortie des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat.
- ⁵ Le GIEC suggère une réduction mondiale de 50% (par rapport à 2010) de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, et la « neutralité carbone » pour 2050, c'est-à-dire une réduction au niveau de la capacité d'absorption de la biosphère, soit une division par 3 des émissions mondiales par rapport à 1990 (ce qui suggère une division d'un facteur de, au moins, 6 à 10 pour une économie occidentale comme la nôtre).
- ⁶ Jean-Marc Jancovici, *Transition énergétique pour tous. Ce que les politiques n'osent pas vous dire.*, Odile Jacob, Paris, 2013, p.15.
- ⁷ Jean-Marc Jancovici, « Combien suis-je un esclavagiste ? », jancovici.com, consulté en avril 2019. Consultable sur frama.link/VsB6VHut.
- ⁸ Dessin sur base d'un graphique compilé par Jean-Marc Jancovici dans « L'énergie, de quoi s'agit-il exactement ? », jancovici.com, consultable sur frama.link/4DpkNasM. Source des données : *BP statistical review of world energy*, 67^{ème} édition, juin 2018 ; et Base de données de la Banque Mondiale (PIB), 2018.
- ⁹ À ce sujet, voir aussi la conférence de Gaël Giraud, « Quel lien direct entre le PIB et l'énergie ? », *Ateliers du Shift Project*, 11 mars 2014. Consultable sur frama.link/_ZAoN7A0.
- ¹⁰ Pour une explication détaillée de pourquoi, voir la vidéo de vulgarisation de Gilles Mitteau, « Croissance & Énergie : l'erreur des économistes », *Heu?reka*, 2018. Consultable sur frama.link/qxQ2BGM4.
- ¹¹ Denis Meadows et al., *The limits to growth*, Universe Bookes, 1972, consultable sur frama.link/w00J1cbj. Réédité et actualisé en 2010. Version française de la dernière édition : Dennis Meadows et al., *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)*, Éditions Rue de l'échiquier, 2012.
- ¹² Graham Turner, « Is Global Collapse Imminent? », *MSSI Research Paper No. 4*, Melbourne Sustainable Society Institute (University of Melbourne), 2014.
- ¹³ Dessin sur base de graphiques issus des données de Graham Turner, « On the Cusp of Global Collapse ? Updated Comparison of The Limits to Growth with Historical Data », *GAIA*, 21/2, 2012, p. 116-124.
- ¹⁴ Gaël Giraud, « Énergie, climat et prospérité », conférence donnée aux *Tam Dao Days*, juillet 2016. Extrait vidéo Consultable sur frama.link/BCuQ_Rfu.
- ¹⁵ Voir le *World Energy Outlook 2018* édité par l'Agence internationale de l'énergie.
- ¹⁶ Voir Matthieu Auzanneau, « Pic pétrolier probable d'ici 2025, selon l'Agence internationale de l'énergie », *Le Monde, Oil Man – Chroniques du début de la fin du pétrole*, 4 février 2019,

consultable sur frama.link/qfq_Ebj6 ; et Matthieu Auzanneau, « Le boom de la production américaine de pétrole interrompu », *Le Monde, Oil Man – Chroniques du début de la fin du pétrole*, 13 septembre 2019, consultable sur frama.link/v_dX0ZgF.

¹⁷ Voir par exemple Matthieu Auzanneau et Maxence Cordiez, « Extraction minière : "Sortir des énergies fossiles est une nécessité vitale pour la France, qui n'a toujours pas de pétrole et manque d'idées neuves" », *Le Monde*, 21 juin 2019. Consultable sur frama.link/yf1K7KS7.

¹⁸ Dessin sur base du graphique « Production mondiale de liquides » dans « À quand le pic de production mondial pour le pétrole ? », *jancovici.com*, consultable sur frama.link/LBXpgnBP. Source des données : « Transport energy futures : long-term oil supply trends and projections », *Australian Government, Department of Infrastructure, Transport, Regional Development and Local Government, Bureau of Infrastructure, Transport and Regional Economics (BITRE)*, Canberra (Australie), 2009.

¹⁹ Dessin sur base d'un graphique compilé par Jean-Marc Jancovici dans « Europe », *jancovici.com*, consultable sur frama.link/MkeJY946. Source des données : *BP statistical review of world energy*, 67^{ème} édition, juin 2018.

²⁰ Voir Matthieu Auzanneau, « Le prix du brut menace (encore) la croissance : vers une stase ? », *Le Monde, Oil Man – Chroniques du début de la fin du pétrole*, 21 mars 2012, consultable sur frama.link/SYJ_fnas ; Matthieu Auzanneau, « Gaël Giraud, du CNRS : "Le vrai rôle de l'énergie va obliger les économistes à changer de dogme" », *Le Monde, Oil Man – Chroniques du début de la fin du pétrole*, 19 avril 2014, consultable sur frama.link/s3w-kYHg ; Gail Tverberg, « Further Evidence of the Influence of Energy on the U.S. Economy - Part 2 », *The Oil Drum*, 23 avril 2009, consultable sur frama.link/oWLj3_Yg ; Gail Tverberg, « Oil supply limits and the continuing financial crisis », *Energy*, Elsevier, vol.37(1), p.27-34, 2012.

²¹ Nafeez Ahmed, « Le Brexit, première étape de l'effondrement à retardement de l'énergie en Europe ? », *les-crisis.fr*, 3 mars 2019.

²² « *Le dilemme du prisonnier caractérise en théorie des jeux une situation où deux joueurs auraient intérêt à coopérer, mais où, en l'absence de communication entre les deux joueurs, chacun choisira de trahir l'autre si le jeu n'est joué qu'une fois. La raison est que si l'un coopère et que l'autre trahit, le coopérateur est fortement pénalisé. Pourtant, si les deux joueurs trahissent, le résultat leur est moins favorable que si les deux avaient choisi de coopérer.* » Source : « Dilemme du prisonnier », *Wikipédia, l'encyclopédie libre*, 7 octobre 2019, 11h59. Consultable sur frama.link/5LDpoaWJ.

²³ Celui de Mark Jacobson et Mark Delucchi, « Providing all global energy with wind, water, and solar power. », *Energy Policy*, n°39, p.1154-1169.

²⁴ Voir Hervé Jeanmart et Louis Possoz, « Un monde 100% énergies renouvelables », *Quel futur pour l'humanité ?*, 7 septembre 2015. Consultable sur frama.link/z5VZfgZU.

²⁵ À savoir le ratio entre l'énergie produite par une installation électrique sur une période donnée et l'énergie qui aurait été produite sur cette même période si l'installation électrique en question avait tourné à pleine puissance.

²⁶ Pour un très bon article sur ces enjeux, voir Élise Dupont, Hervé Jeanmart et Louis Possoz, « Vers un monde 100% renouvelable ? », *Regards économiques*, n°135, 2017, p. 5-16. Consultable sur frama.link/XR7E52qw.

²⁷ Voir l'excellente vidéo de vulgarisation sur la question de Rodolphe Meyer, « Les métaux », *Le Réveilleur*, 11 mars 2017. Consultable sur frama.link/EsGSs-6Y.

²⁸ Pour plus d'informations par rapport à ces questions touchant à la rareté des ressources métalliques, voir Philippe Bihouix, *L'âge des Low Techs*, Le Seuil, 2014.

²⁹ Selon une expression empruntée au journaliste américain Richard Heinberg, spécialiste de ces questions et auteur



- du livre *Pétrole : la fête est finie*, Éditions Demi-Lune, 2008.
- ³⁰ Dessin sur base du graphique « Total World, constant 2017 \$ GDP per kWh primary NRJ » dans « L'énergie, de quoi s'agit-il exactement ? », *jancovici.com*, consultable sur frama.link/4DpkNasM. Source des données : *BP statistical review of world energy*, 66^{ème} édition, juin 2017 ; Base de données de la Banque mondiale (PIB), 2017.
- ³¹ Hugues Ferreboef (dir.), *Pour une sobriété numérique*, The Shift Project, 2018, Consultable sur frama.link/6zAbNRMt.
- ³² Selon une expression de Robert Kennedy, le 18 mars 1968.
- ³³ Jean-Marc Jancovici, « Pourrions-nous vivre comme aujourd'hui avec juste des renouvelables ? », *jancovici.com*, consulté en avril 2019. Consultable sur https://frama.link/vivre_renouvelables.
- ³⁴ Voir Mathieu Vanwelde, « Too little, too late. Démonstration par l'avion », *Analyses SAW-B*, 2019. Consultable sur frama.link/yPMa3RAV.
- ³⁵ Voir à cet égard l'ouvrage de référence de Philippe Bihoux, *op.cit.*
- ³⁶ Pour lire la version complète de ce petit bijou, voir Corentin de Salle et Damien Ernst, « Sans notre modèle économique et technologique, il sera impossible d'atteindre l'excellence écologique », *La Libre Belgique*, 23 avril 2019. Consultable sur frama.link/ZrUftuwy.
- ³⁷ Sources : livre Bihoux *Op. Cit.* ; Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares : la face cachée de la transition énergétique et numérique*, Les Liens qui Libèrent, 2018 ; Hugues Ferreboef (dir.), *Pour une sobriété numérique*, The Shift Project, 2018, Consultable sur frama.link/6zAbNRMt. Voir aussi la vidéo de vulgarisation sur les enjeux entourant notre usage croissant de métaux : Rodolphe Meyer, « Les métaux », *Le Réveilleur*, 11 mars 2017, consultable sur frama.link/EsGSs-6Y.
- ³⁸ Interview de Guillaume Pitron, « L'empire des métaux rares », *Le Grand Continent*, 13 janvier 2018. Consultable sur frama.link/Y4CVcSH3.
- ³⁹ Encore peu courantes chez nous, la « toilette intelligente » s'est largement imposée dans un pays comme le Japon. Voir « *Japon : des « toilettes intelligentes » ou comment passer une visite médicale au « petit coin »* », *Le Point*, 26 août 2010, consultable sur frama.link/rQ61mZzs ; ou encore la vidéo de Léo Grasset, « Pourquoi le PQ est sous-optimal (et comment le réinventer) », *DirtyBiology*, 26 septembre 2019, consultable sur frama.link/X9UFV6QQ.
- ⁴⁰ Pour plus d'informations, voir www.latelierpaysan.org
- ⁴¹ Déclaration de politique régionale pour la Wallonie 2019-2024, consultable sur frama.link/N197MgDy.
- ⁴² Pour une illustration de cette incapacité à la prise de décision d'apparence radicale, dans un contexte d'hégémonie libérale qui nie l'action collective, voir Mathieu Vanwelde, « Too little, too late. Démonstration par l'avion », *Analyses SAW-B*, 2019. Consultable sur frama.link/yPMa3RAV.
- ⁴³ Voir par exemple Barbara Garbarczyk, « Les financements privés au secours des entreprises sociales ? », *Analyses SAW-B*, 2018. Consultable sur frama.link/FZMBPnY6.
- ⁴⁴ Mots repris du site internet Solifin.be, consulté en août 2019.
- ⁴⁵ « 30 millions d'euros en 33 jours : le défi de NewB pour devenir une banque », *lalibre.be*, 25 octobre 2019. Consultable sur frama.link/1ZEqG9aC.
- ⁴⁶ Voir par exemple « China Planning 226 GW of Coal Power, About 40% of the World's Expansion », *I am renew*, 19 septembre 2019, consultable sur frama.link/r2kVLXDS ; pour plus de chiffres, voir aussi Jean-Marc Jancovici, « Chine », *jancovici.com*, consulté en septembre 2019. Consultable sur frama.link/DSLoaU96.
- ⁴⁷ « Green New deal: l'Europe n'a pas droit à l'erreur », *le blog des invités de médiapart*, 2 octobre 2019. Consultable sur frama.link/h8A0ZQeW.
- ⁴⁸ « Le mythe de la croissance verte », *Transitions & Energies*, 30 octobre 2019. Consultable sur frama.link/KHVP_9YE.



- ⁴⁹ Pour gratter cette question-là, voir par exemple Frédéric Lordon, « Une stratégie européenne pour la gauche », *La pompe à Phynance*, 6 novembre 2017. Consultable sur frama.link/5p7PU1TA.
- ⁵⁰ « "Notre modèle économique est dans l'impasse, il faut le changer" (Jacques Crahay, UWE) », *L'écho*, 27 septembre 2019. Consultable sur frama.link/MT8RXz18.
- ⁵¹ Voir Élodie Lamer, « Une interview de Jacques Crahay crée le malaise au sein du patronat wallon: "C'est très mal passé" », *Le Soir*, 3 octobre 2019. Consultable sur frama.link/pGLymejs.
- ⁵² Discours de Greta Thunberg à l'ONU, 23 septembre 2019. Visionnable sur frama.link/GgmXhScp.
- ⁵³ Daniel Tanuro, « En défense de Greta Thunberg », *Gauche anticapitaliste*, 1^{er} octobre 2019. Consultable sur frama.link/UH1nTS11. Notons aussi que certains n'ont carrément pas hésité à attaquer, de manière odieuse, Greta Thunberg sur son physique : voir par exemple « Le tweet gênant de Bernard Pivot à l'égard de Greta Thunberg ne passe pas (du tout) », *La Libre Belgique*, 25 septembre 2019. Consultable sur frama.link/h02TmNS7.
- ⁵⁴ « Climat : Emmanuel Macron appelle Greta Thunberg à « ne pas antagoniser nos sociétés » », *L'Express*, 24 septembre 2019. Consultable sur frama.link/ywFJfLkh.
- ⁵⁵ Voir Barbara Garbarczyk, « Dépasser la "pensée colibri" », *Analyses SAW-B*, 2019. Consultable sur frama.link/wYbTawvw.
- ⁵⁶ Note basée sur la succulente intervention de Steve Keen à la conférence de l'OCDE « Prévenir l'effondrement systémique », le 18 septembre 2019. Intervention consultable sur frama.link/PTTQAGWp.
- ⁵⁷ Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel. Géré par la Fondation Nobel, ce prix n'a pas été voulu par Alfred Nobel.
- ⁵⁸ Selon les termes du comité Nobel.
- ⁵⁹ Voir David Spratt et Ian Dunlop, *What lies beneath. The understatement of existential climate risk*, Break Through – National Center for Climate Restoration, Melbourne, 2018. Consultable sur frama.link/kJVkQ98c.
- ⁶⁰ John H. Richardson, « When the End of Human Civilization Is Your Day Job », *Esquire*, 20 juillet 2018. Consultable sur frama.link/ysQ0RpKf.
- ⁶¹ Pour une illustration, voir Mathieu Vanwelde, « Too little, too late. Démonstration par l'avion », *Analyses SAW-B*, 2019. Consultable sur frama.link/yPMA3RAV.
- ⁶² Expression empruntée au climatologue italien Filippo Giorgi.
- ⁶³ Une définition très largement reprise, et qui est attribuable à Yves Cochet.
- ⁶⁴ Voir par exemple l'Obs de la semaine du 28 novembre 2019, qui titre « Demain, l'effondrement ? »
- ⁶⁵ Nous allons parler d'« affects » à plusieurs reprises dans ce chapitre. Cette grille de lecture est inspirée par la lecture du travail de l'économiste et philosophe Frédéric Lordon. Pour creuser cette approche, voir, entre autres, Frédéric Lordon, *La Société des affects : pour un structuralisme des passions*, éditions du Seuil, 2013 ; Frédéric Lordon, *Imperium : structures et affects des corps politiques*, La Fabrique, 2015 ; Frédéric Lordon, *Les Affects de la politique*, Éditions du Seuil, 2016.
- ⁶⁶ Jean-Marc Gancicler, *Ne plus se mentir. Petit exercice de lucidité par temps d'effondrement écologique*, Éditions Rue de l'échiquier, 2019.
- ⁶⁷ Pour une critique assez englobante et intéressante, voir Jérémie Cravatte, *L'effondrement, parlons-en... Les limites de la « collapsologie »*, Étude Barricade, 2019, Consultable sur <https://frama.link/hx8BUjq9>.
- ⁶⁸ C'est le cas de nombre d'auteurs sur lesquels s'appuient le propos du chapitre 1 (Jean-Marc Jancovici, Philippe Bihouix, Gaël Giraud...).
- ⁶⁹ Voir par exemple Nicolas Casaux, « Le problème de la collapsologie », *Le Partage*, janvier 2018. Consultable sur frama.link/--2kjrjB.
- ⁷⁰ Voir à ce propos Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, éditions du Seuil, 2013.

- ⁷¹ Jean-Marc Gancille, *Op. Cit.*, p. 52.
- ⁷² Yves Cochet, *Devant l'effondrement. Essai de collapsologie*, éditions Les Liens qui libèrent, 2019.
- ⁷³ Jean-Marc Gancille, *Op. Cit.*, p. 62.
- ⁷⁴ Interview pour le magazine Socialter, Hors-série n°5 : *Et si tout s'effondrait ?*, décembre 2018.
- ⁷⁵ Jérémie Cravatte, *Op. Cit.*, p. 21.
- ⁷⁶ Sur la naïveté de ces deux anthropologies symétriques, voir entre autres l'intervention de Frédéric Lordon, « La révolution n'est pas un pique-nique. Analyse du dégrisement », Forum *Penser l'émancipation*, Université Paris Ouest-Nanterre, 19 février 2014. Visionnable sur frama.link/zuomwraJ.
- ⁷⁷ Jean-Marc Gancille, *Op. Cit.*, p. 68.
- ⁷⁸ Ivan Du Roy, « Climat et effondrement : "Seule une insurrection des sociétés civiles peut nous permettre d'éviter le pire" », *Bastamag*, 16 octobre 2018.
- ⁷⁹ Jean-Baptiste Fressoz, « L'effondrement des civilisations est un problème qui obsède l'Occident depuis au moins deux siècles », *Le Monde*, 23 juillet 2019. Consultable sur frama.link/JPpCtgpX.
- ⁸⁰ Voir par exemple Frédéric Basset, « Comment les Cubains ont converti leur île à l'agriculture biologique », *BastaMag*, 22 mai 2015, consultable sur frama.link/HhKevXF0.
- ⁸¹ Éric Deffet et Martine Dubuisson, « Que font les cabinets, parlements et partis pour le climat? », *Le Soir*, 8 mars 2019. Consultable sur frama.link/ASdP5ML1.
- ⁸² Pour une introduction à cette nuance entre économie sociale et économie solidaire, voir Laurent Gardin et Jean-Louis Laville, « L'économie solidaire » in Jacques Defourny et Marthe Nyssens, *Économie sociale et solidaire. Socioéconomie du secteur du 3^{ème} secteur*, De Boeck, 2017, p.187-219.
- ⁸³ Jean-Louis Laville, « Histoire et actualité de l'associationnisme : l'apport de Marcel Mauss », *Revue du MAUSS*, n°36, 2010, p.295-307. Consultable sur frama.link/WDtCb3C-.
- ⁸⁴ Pour creuser la question des différents principes d'intégration économique dans des exemples issus (notamment) de l'agriculture, voir Barbara Garbarczyk et Mathieu Vanwelde, *Le prix juste. Et si on prenait le problème à la racine ?*, SAW-B, 2018. Consultable sur frama.link/JJJWMerN. Pour une illustration concrète du principe de réciprocité, voir l'exemple de la ferme du Chant des Cailles, aux pages 19-21 et 29-30.
- ⁸⁵ Jean-Louis Laville, *Réinventer l'association. Contre la société du mépris*, Desclée De Brouwer, 2019, 240p.
- ⁸⁶ Voir Mathieu Vanwelde, « Une économie sans propriétaires », *Analyses SAW-B*, 2018. Consultable sur frama.link/WFDhgqQk. Ou, pour le propos original, Benoît Borrits, *Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs*, Éditions La Découverte, coll. L'horizon des possibles, Paris, 2018.
- ⁸⁷ Selon une expression de Charles Gide (1886).
- ⁸⁸ Voir Philippe De Leener et Marc Totté, *Transitions économiques. En finir avec les alternatives dérisoires*, éditions du Croquant, 2017.
- ⁸⁹ Voir Jean-Louis Laville, Elisabetta Bucolo, Geoffrey Players et Jose Luis Coraggio, *Mouvements sociaux et économie solidaire*, Éditions Desclée de Brouwer, 2017.
- ⁹⁰ Expression détournée, mais empruntée à Carl von Clausewitz, qui voyait la guerre comme « la continuation de la politique par d'autres moyens », mais aussi, dans l'autre sens, à Michel Foucault qui voyait, plutôt, pour sa part, la politique comme la continuation de la guerre par d'autres moyens.
- ⁹¹ Rob Hopkins, « From what is to what if. Unleashing the power of imagination to create the future we want. », *Chelsea Green Publishing*, 2019.
- ⁹² Steve Bottacin, « Demain, le film. Les marchands d'espoir », *Barricade*, 2017. Consultable sur frama.link/NAH4y6gL.
- ⁹³ Ateliers de l'Antemonde, « Bâtir aussi », Éditions Cambourakis, 2019.
- ⁹⁴ Nathalia Kloos et Bruno Thomé, « "Dessiner une utopie un peu merdique" : Bâtir aussi, de la

science-fiction pour ouvrir les imaginaires politiques. Entretien avec les ateliers de l'Antémonde », *Jef Klak*, 1^{er} mars 2019. Consultable sur frama.link/2Yx9-orR.

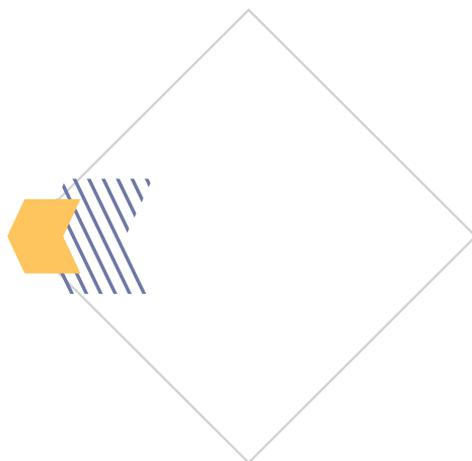
⁹⁵ Encadré alimenté par une discussion entre l'économiste et philosophe Frédéric Lordon et l'écrivain Alain Damasio. Voir la rencontre « Résistance, résistances », 19 août 2019. Visionnable sur frama.link/XvAo6Wth. Pour élargir les horizons, voir aussi : Alain Damasio, *Les furtifs*, La Volte, 2019 ; Frédéric Lordon, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, éditions La Fabrique, 2019.

⁹⁶ Murray Bookchin, *Pour un municipalisme libertaire*, Atelier de création libertaire, 2003.

⁹⁷ Principe selon lequel une autorité centrale ne peut effectuer que les tâches qui ne peuvent pas être réalisées à l'échelon inférieur.

⁹⁸ Frédéric Lordon, « Et la ZAD sauvera le monde... », *Le Monde diplomatique*, octobre 2019.

⁹⁹ Selon le titre de l'article de Frédéric Lordon, « Le capitalisme ne rendra pas les clés gentiment », *La pompe à Phynance*, 22 novembre 2019.





QUI EST SAW-B ?

Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises est une fédération d'organisations d'économie sociale qui regroupe, de manière directe ou via ses fédérations membres, plus de 300 organisations en Wallonie et à Bruxelles.

Nous cherchons à faire mouvement pour une alternative économique et sociale.
Trois modes d'actions sont utilisés à cette fin :

- défendre et représenter l'économie sociale aux niveaux régionaux, belge et européen ;
- soutenir et accompagner des porteurs de projets d'économie sociale ;
- susciter une réflexion critique à propos des alternatives économiques, avec les travailleurs des organisations d'économie sociale et avec les citoyens investis dans des initiatives solidaires.

Rédaction : Mathieu Vanwelde

Comité de lecture : Quentin Mortier, Hugues de Bolster, Barbara Garbarczyk, Jean-François Herz.

Graphisme : Studio idbi

Éditeur responsable : Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises ASBL

42/6 rue de Monceau-Fontaine, 6031 Monceau-sur-Sambre

Numéro d'entreprise : BE 0422 621 674

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

N° ISBN : 978-2-9602095-0-1



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



CONTINUER LA RÉFLEXION AVEC VOUS

Cette étude sur les verrous économiques de la transition est aussi une invitation à poursuivre et approfondir la réflexion avec vous.

Si cela vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter !
info@saw-b.be | 071/53 28 30

LES VERRROUS ECONOMIQUES

de la transition

Aujourd'hui, tout le monde appelle la « transition écologique » de ses vœux. Toutefois, une fois passés les beaux discours et les effets d'annonce, la réalité des chiffres nous rappelle que nous ne sommes pas du tout engagés sur le bon chemin pour décarboner nos économies. Mais qu'est-ce qui bloque au juste ? Quels verrous faudrait-il faire sauter ? Dans le cadre de notre étude annuelle, nous nous penchons sur les verrous économiques de la transition. Qu'entendre par transition ? Quels liens peut-on faire entre croissance économique, consommation de ressources fossiles et réchauffement climatique ? Pourquoi les règles économiques avec lesquelles nous jouons sont-elles si mal adaptées aux exigences d'une réelle transition ? Et comment donner sens à nos alternatives économiques dans un bateau qui coule ? Autant de questions que cette étude tente d'ouvrir et de discuter.

RETROUVEZ NOS ANALYSES
ET ÉTUDES PRÉCÉDENTES

www.saw-b.be

(rubrique publications)

